

CONSEIL COMMUNAL DU 24 MARS 2022
GEMEENTERAAD VAN 24 MAART 2022

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Perrine Ledan, Valentine Delwart, François Jean Jacques Lambert, Daniel Hublet, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Björn Becker, Eric Sax, Marc Cools, Béatrice Fraiteur, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Céline Fremault, Jean-Luc Vanraes, Jérôme Toussaint, Pierre Desmet, Bernard Hayette, Kathleen Delvoye, Diane Culer, Marion Van Offelen, Stefan Cornelis, Odile Margaux, Vanessa Issi, Michel Cohen, Cécile Egrix, Blaise Godefroid, Aurélie Czekalski, Véronique Lederman-Bucquet, Yannick Franchimont, Cédric Didier Norré, Michel Bruylant, Fathiya Alami, Lise Batugowski, Jean-Pierre Collin, Jacques Spelkens, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;
Patrick De Nutte, *Le Secrétaire communal f.f./De wnd. gemeentesecretaris*

Excusés
Verontschuldigd

Caroline Van Neste, Nicolas Clumeck, Hans Marcel Joos Van de Cauter, Patrick Zygas, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:30
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

24.03.2022/A/0001 **Interpellation citoyenne : la participation citoyenne pour tous.**

Mme Detienne rappelle que la Déclaration de politique générale (DPG) pour la mandature 2018-2024 stipule en son point 1.4 que la majorité souhaite développer la participation des habitants en prenant en compte leur avis pour l'élaboration des politiques communales.

La majorité affirme vouloir solliciter régulièrement l'avis des riverains sur les projets lorsque leur expertise et leur connaissance du terrain peuvent être mobilisées au profit de l'intérêt public, et ce grâce à des mécanismes de consultation et de co-création qui veillent à favoriser la diffusion d'informations et l'aménagement de moments d'échange en amont.

Dans l'édition de février 2022 du Wolvendael, Mme l'Echevine de la Participation citoyenne a déclaré qu'on ne peut plus prendre des décisions sans consulter les citoyens.

Le titre 2.4 de la déclaration précitée précise que la commune promouvra l'égalité des chances et des genres en luttant contre les discriminations tant dans l'administration que dans tout autre domaine, qu'elle mènera des politiques inclusives proposant des solutions fondées sur la réalité quotidienne vécue par les citoyens, quels que soient leurs sexe, genre, âge, situation sociale, niveau d'éducation, état de santé, ethnie, religion, culture, orientation sexuelle, préférence philosophique.

Deux réunions ont été organisées, respectivement le 17 janvier à la salle 1180 et le 7 février à la salle omnisports de Saint-Job.

La première était consacrée à la mobilité et à l'espace public à Uccle-Centre et la seconde consistait en un atelier participatif pour l'ensemble des parties concernées par le réaménagement de la place de Saint-Job, la démarche initiée dans ce dernier cas ayant pour objectif d'établir la prise de contact avec les citoyens usagers et acteurs du quartier, de réaliser un diagnostic du vécu partagé qui vienne alimenter le diagnostic technique des bureaux d'études, d'élaborer une vision collective des futurs aménagements, enjeux et priorités et de contribuer de manière concertée à l'établissement du programme de projets.

Mme Detienne se réjouit de l'initiative prise par la commune de consulter les parties prenantes mais ne peut en cautionner les modalités, conditionnées à la présentation d'un Covid Safe Ticket (CST), qui discrimine une partie des citoyens concernés.

Ce dispositif est levé à partir du 7 mars prochain, mais il a créé un précédent grave, contraire aux libertés consacrées par la Constitution et les normes internationales.

La loi pandémie est toujours d'application. Vu que cette loi fait l'objet de plusieurs recours en annulation devant la Cour constitutionnelle, l'avenir dira si elle peut être maintenue en tout ou en partie, mais actuellement, elle demeure un outil à disposition du gouvernement

Vu les nombreuses crises, injustices et discriminations que cette loi et plus particulièrement le recours au CST ont engendrées, Mme Detienne souhaite poser les questions suivantes :

Sachant que la participation citoyenne donne à la commune la possibilité de récolter les avis et/ou idées des citoyens et permet de connaître les besoins réels de ceux qui y résident;

Sachant que les dispositifs de participation citoyenne visent à redonner une place au citoyen en l'associant aux décisions prises à l'échelon local;

Sachant que l'essence même de la participation citoyenne consiste à construire avec les habitants pour les habitants;

Sachant que pour permettre à tout citoyen de participer à la vie de son territoire, il faut qu'il dispose des mêmes chances que les autres et ne fasse pas l'objet de discriminations;

Sachant que tout citoyen a droit à une bonne administration, ce qui suppose d'être traité impartialement et équitablement;

Sachant que la majorité politique s'est engagée à lutter contre toute forme de discrimination;

Sachant que dans le cadre du réaménagement de la place de Saint-Job, M. Wyngaard, échevin de la Mobilité et de l'Espace public, a déclaré que la place de Saint-Job était le dossier de participation citoyenne le plus conséquent,

Comment la commune justifie-t-elle des différences de traitement entre ses citoyens dans l'accès aux participations citoyennes qu'elle organise, alors qu'elle s'est engagée à lutter, pendant la durée de la mandature, contre toute forme de discrimination ?

Pourquoi la commune n'a pas envisagé une formule mixte présentiel-distanciel, comme elle l'a fait pour la suite des rencontres organisées dans les différents quartiers ucclois, tenues en mixte présentiel – salle du Conseil virtuel, ou proposé de postposer cette réunion-atelier, sachant que, par exemple, pour le Plan communal de mobilité, elle a pris en considération, dans l'organisation des réunions de participation citoyenne y relatives, des contraintes liées aux mesures sanitaires pour deux ateliers participatifs virtuels et une enquête en ligne ?

Pour le présent et pour l'avenir, n'est-il pas temps que les représentants de la commune, s'emploient, comme ils s'y sont engagés, à combattre toute disposition visant à pratiquer une discrimination à l'encontre d'une personne, groupe, ou communauté ?

N'est-il pas temps de s'assurer d'une égalité de traitement entre citoyens, de mettre tout en œuvre pour que chacun puisse participer à la vie de son territoire de manière équitable ?

Comment la commune pourrait ou compte agir pour assurer à l'avenir l'égalité précitée en dépit de toute production législative européenne, fédérale ou régionale qui irait dans un sens contraire en cette matière ?

M. Cools estime que la gestion d'une commune ou de n'importe quelle autre entité publique ne doit pas être menée seulement pour le citoyen mais aussi avec le citoyen. Le rôle de la participation citoyenne ne consiste pas à se substituer à la démocratie locale mais à l'appuyer dans un réel partenariat.

Il y a eu un net recul de la participation citoyenne à cause de la pandémie.

Mais vu que la pandémie est à présent en recul, il faut revenir à des réunions en mode présentiel, et ce d'autant plus que le débat y est toujours plus approfondi qu'en mode virtuel.

Selon M. Cools, certains types de concertation effectués par la Région via des formulaires en ligne sont vraisemblablement tronqués et orientés.

Il partage le point de vue de Mme Detienne selon lequel les grands projets devraient faire l'objet de concertations loin en amont, car une fois que les permis d'urbanisme sont déposés, il est très difficile de faire marche arrière.

Mme l'Echevine Ledan répond que les principes évoqués par Mme Detienne, la lutte contre les discriminations et l'égalité de traitement entre tous les citoyens, sont partagés par l'ensemble de l'assemblée.

L'interpellation citoyenne est un des outils de démocratie locale que le Collège souhaite promouvoir.

Une brochure a été éditée en 2019 pour faire part des initiatives communales en matière de participation citoyenne, comme les conseils consultatifs. Trois nouveaux conseils ont d'ailleurs vu le jour depuis 2019.

Le CST n'est plus d'application mais lorsqu'il était obligatoire pour toutes les réunions en intérieur de plus de 50 personnes, le Collège s'est soumis à cette obligation sans hésitation, quelle que puisse être la conviction intime de chacun de ses membres sur ce point.

Le Collège a fait preuve de créativité et de flexibilité dans ce contexte, pour favoriser autant que possible la participation citoyenne malgré la contrainte du CST.

Le Collège a organisé des réunions publiques avec moins de 50 participants, couplées à des ateliers virtuels, notamment à l'occasion des états généraux uclois.

Dans d'autres situations, il a fallu se contenter de réunions en mode virtuel, comme ce fut le cas pour les premiers ateliers du Plan communal de mobilité, dont le dernier atelier, ouvert à tous, a quand même pu être organisé en mode présentiel samedi dernier.

Le dispositif proposé par l'agence mandatée par la commune pour le dossier du réaménagement de la place de Saint-Job prévoyait une présence sur place.

Les citoyens qui ont participé au 1^{er} atelier, organisé le 7 février dernier peuvent témoigner qu'une solution alternative aurait pu difficilement être mise en place. Près de 150 personnes étaient présentes ce soir-là, ce qui représente un taux de participation supérieur aux 50 personnes autorisées sans CST.

Cette affluence atteste le succès de ce processus auxquels les habitants et les associations de commerçants ont été associés dès le départ.

Le prochain atelier consacré à la place de saint-Job devrait être organisé en mai, sans CST.

Plus de 50 personnes étaient attendues à l'atelier du 17 janvier, consacré au stationnement et à l'aménagement d'Uccle-Centre. La réunion était retransmise en direct pour les personnes intéressées qui étaient dans l'incapacité de se déplacer.

Dans la foulée de cette manifestation, un stand d'information et de collecte des propositions citoyennes a été installé deux semaines plus tard sur le parvis Saint-Pierre, un samedi après-midi, et a eu beaucoup de succès.

En outre, les citoyens ont encore disposé de trois semaines pour faire part de leurs remarques en ligne sur la plateforme « My Opinion ».

Le nouveau site communal mentionne les diverses initiatives communales visant à promouvoir l'égalité des chances, l'inclusion et la participation citoyenne.

Mme Detienne signale à Mme l'Echevine Ledan que celle-ci ne lui a toujours transmis le dossier relatif à son interpellation précédente sur l'accès à la culture, et notamment l'exposé des raisons pour lesquelles des événements sans CST et avec un nombre réduit de personnes n'ont pu être organisés.

Concernant cette interpellation-ci, et le CST en lui-même, Mme Detienne n'a pas été convaincue par les propos de Mme l'Echevine Ledan, qui, selon elle, noie le poisson en se contentant d'énumérer une série d'initiatives prises par la commune.

Par son silence, Mme l'Echevine Ledan cautionne la création de citoyens « de seconde zone » via le CST.

Mme Detienne espère que Mme l'Echevine Ledan est consciente des conséquences des choix qu'elle assume.

Le Conseil prend connaissance.

Burgerinterpellatie : burgerinspraak voor iedereen.

Mevr. Detienne herinnert eraan dat de algemene beleidsverklaring (ABV) voor de zittingsperiode 2018-2024 in punt 1.4 bepaalt dat de meerderheid burgerinspraak wil ontwikkelen door rekening te houden met hun mening bij de ontwikkeling van het gemeentebestuur.

De meerderheid verklaart regelmatig de mening van omwonenden te willen vragen over projecten wanneer hun deskundigheid en kennis van het terrein kunnen worden ingezet ten behoeve van het algemeen belang, dankzij overleg- en co-creatiemechanismen die zorgen voor de verspreiding van informatie en de organisatie van uitwisselingsmomenten stroomopwaarts.

In de Wolvendael van februari 2022 zei de schepen van Burgerinspraak dat er geen besluiten meer kunnen worden genomen zonder de burgers te raadplegen.

In titel 2.4 van de ABV staat dat de gemeente gelijke kansen en gendergelijkheid zal bevorderen door discriminatie te bestrijden, zowel in het bestuur als op elk ander gebied, en dat zij een inclusief beleid zal voeren dat oplossingen biedt die gebaseerd zijn op de dagelijkse realiteit zoals die door burgers wordt ervaren, ongeacht hun geslacht, leeftijd, sociale situatie, opleidingsniveau, gezondheidstoestand, etniciteit, godsdienst, cultuur, seksuele geaardheid of levensbeschouwelijke voorkeur.

Er werden twee bijeenkomsten georganiseerd, op 17 januari in zaal 1180 en op 7 februari in de sporthal van Sint-Job.

De eerste was gewijd aan de mobiliteit en de openbare ruimte in Ukkel-Centrum en de tweede bestond uit een inspraakworkshop voor alle partijen die betrokken zijn bij de herinrichting van het Sint-Jobsplein. De aanpak die in dit laatste geval werd gevolgd, had tot doel contact te leggen met burgers, gebruikers en actoren van de wijk, een diagnose te stellen van de gedeelde ervaring die als basis zou dienen voor de technische diagnose van de adviesbureaus, een collectieve visie te ontwikkelen op de toekomstige ontwikkelingen, uitdagingen en prioriteiten en op gecoördineerde wijze bij te dragen tot de opstelling van het projectprogramma.

Mevr. Detienne verheugt zich over het initiatief van de gemeente om belanghebbenden te raadplegen maar kon niet instemmen met de regeling, die afhankelijk werd gesteld van de voorlegging van een Covid Safe Ticket (CST), waardoor een aantal van de betrokken burgers werd gediscrimineerd.

Deze maatregel zal met ingang van 7 maart worden opgeheven, maar heeft een ernstig precedent geschapen, dat in strijd is met de in de grondwet verankerde vrijheden en de

internationale normen.

De pandemiewet is nog steeds van kracht. Aangezien deze wet het voorwerp uitmaakt van verscheidene beroepen tot nietigverklaring voor het Grondwettelijk Hof, zal de toekomst uitwijzen of zij geheel of gedeeltelijk kan worden gehandhaafd, maar momenteel blijft zij een instrument dat ter beschikking van de regering staat.

Gezien de vele crisissen, onrechtvaardigheden en discriminatie die deze wet, en met name het gebruik van het CST, heeft veroorzaakt, wenst mevr. Detienne de volgende vragen te stellen :

Burgerinspraak geeft de gemeente de mogelijkheid meningen en/of ideeën van de burgers te verzamelen en de werkelijke behoeften van de inwoners te kennen;

Burgerinspraakregelingen geven burgers een plaats door hen te betrekken bij beslissingen die op plaatselijk niveau worden genomen;

De essentie van burgerinspraak is om met de inwoners voor de inwoners te bouwen;

In de wetenschap dat, om alle burgers in staat te stellen deel te nemen aan het leven op hun grondgebied, zij dezelfde kansen moeten hebben als anderen en niet mogen worden gediscrimineerd;

In de wetenschap dat iedere burger recht heeft op behoorlijk bestuur, wat impliceert dat hij onpartijdig en billijk wordt behandeld;

De politieke meerderheid zet zich in voor de bestrijding van alle vormen van discriminatie;

In het kader van de herinrichting van het Sint-Jobsplein heeft schepen van Mobiliteit en Openbare Ruimte de h. Wyngaard verklaard dat het Sint-Jobsplein het belangrijkste dossier voor burgerinspraak is,

Hoe rechtvaardigt de gemeente verschillen in behandeling tussen haar burgers bij de toegang tot de door haar georganiseerde burgerinspraak, terwijl zij zich tijdens haar ambtsperiode heeft verplicht tot de bestrijding van alle vormen van discriminatie ?

Waarom heeft de gemeente geen gemengde formule fysiek-virtueel overwogen, zoals zij heeft gedaan voor de vergaderingen die in de verschillende wijken van Ukkel werden georganiseerd in een gemengde formule fysiek - virtuele raadzaal, of heeft zij voorgesteld deze vergadering-workshop uit te stellen, wetende dat zij, bijvoorbeeld voor het gemeentelijk mobiliteitsplan, bij de organisatie van de desbetreffende burgerinspraakvergaderingen rekening heeft gehouden met de beperkingen in verband met de gezondheidsmaatregelen voor twee virtuele inspraakworkshops en een online enquête ?

Wordt het voor het heden en de toekomst niet tijd dat de vertegenwoordigers van de gemeente doen wat zij beloofd hebben om elke bepaling die een persoon, een groep of een gemeenschap discrimineert, tegen te gaan ?

Is het niet tijd om te zorgen voor een gelijke behandeling van burgers, om alles in het werk te stellen opdat iedereen op een billijke manier kan deelnemen aan het leven op zijn grondgebied ?

Hoe zou de gemeente kunnen handelen of denken te handelen om de voornoemde gelijkheid in de toekomst te waarborgen, ondanks elke Europese, federale of gewestelijke wetgevende productie die in deze kwestie in de tegenovergestelde richting zou gaan ?

De h. Cools is van mening dat het bestuur van een gemeente of een ander openbaar lichaam niet alleen voor de burger maar ook met de burger moet worden gevoerd.

De rol van burgerinspraak is niet de lokale democratie vervangen maar haar ondersteunen in een echt partnerschap.

Als gevolg van de pandemie is burgerinspraak sterk afgenomen.

Maar nu de pandemie aan het wegebben is, moeten we weer overgaan tot fysieke ontmoetingen, vooral omdat het debat altijd diepgaander is dan in de virtuele modus.

Volgens de h. Cools waren bepaalde vormen van raadpleging door het Gewest via onlineformulieren waarschijnlijk beknot en partijdig.

Hij is het met mevr. Detienne eens dat grote projecten ruim van tevoren moeten worden geraadpleegd, want als er eenmaal een bouwvergunning is verleend, is het erg moeilijk om terug te komen.

Schepen Ledan antwoordt dat de door mevr. Detienne genoemde beginselen, de bestrijding van discriminatie en gelijke behandeling van alle burgers, door de gehele vergadering werden gedeeld.

Burgerinterpellatie is een van de instrumenten van de plaatselijke democratie die het college wenst te bevorderen.

In 2019 is een brochure verschenen om te informeren over gemeentelijke initiatieven op het gebied van burgerinspraak, zoals de adviesraden. Sinds 2019 zijn er drie nieuwe raden opgericht.

Het CST is niet meer van kracht, maar toen het verplicht was voor alle binnenvergaderingen van meer dan 50 personen, heeft het college zich zonder aarzelen aan deze verplichting gehouden, ongeacht de persoonlijke overtuiging van elk van zijn leden op dit punt.

Het college is in dit verband creatief en flexibel geweest, om ondanks de CST-bepanking zoveel mogelijk burgerinspraak te stimuleren.

Het college organiseerde openbare bijeenkomsten met minder dan 50 deelnemers, gekoppeld aan virtuele workshops, met name ter gelegenheid van de Ukkelse Staten-Generaal.

In andere situaties moest worden volstaan met vergaderingen in virtuele vorm, zoals het geval was bij de eerste workshops van het Gemeentelijk Mobiliteitsplan, waarvan de laatste workshop, die voor iedereen toegankelijk was, afgelopen zaterdag nog fysiek werd georganiseerd.

Het mechanisme dat werd voorgesteld door het bureau dat door de gemeente was belast met de herinrichting van het Sint-Jobsplein, voorzag in een aanwezigheid ter plaatse.

De burgers die hebben deelgenomen aan de eerste workshop, die op 7 februari werd georganiseerd, kunnen getuigen dat er nauwelijks een andere oplossing had kunnen worden gevonden. Bijna 150 personen waren die avond aanwezig, wat een hoger deelnamepercentage betekent dan de 50 personen die zonder CST werden toegelaten.

Deze opkomst is een bewijs van het succes van dit proces, waarbij de bewoners en de handelaarsverenigingen vanaf het begin betrokken waren.

De volgende workshop op het Sint-Jobsplein is gepland voor mei, zonder CST.

Meer dan 50 mensen werden verwacht op de workshop van 17 januari over parkeren en de ontwikkeling van Ukkel-Centrum. De vergadering werd rechtstreeks uitgezonden voor degenen die zich niet konden verplaatsen.

Naar aanleiding van dit evenement werd twee weken later, op zaterdagmiddag, op het Sint-Pietersvoorplein een stand ingericht waar informatie werd verstrekt en voorstellen werden verzameld, en deze stand was zeer succesvol.

Bovendien hadden de burgers nog drie weken de tijd om hun opmerkingen online in te dienen op het platform "My Opinion".

De nieuwe gemeentelijke website vermeldt de verschillende gemeentelijke initiatieven ter bevordering van gelijke kansen, inclusie en burgerinspraak.

Mevr. Detienne wijst mevr. Ledan erop dat zij nog steeds geen dossier heeft ontvangen over haar vorige interpellatie over de toegang tot cultuur, met inbegrip van de redenen waarom evenementen zonder CST en met een klein aantal mensen niet kunnen worden georganiseerd.

Wat deze interpellatie en het gemeenschappelijk standpunt zelf betreft, was mevr. Detienne niet overtuigd door de opmerkingen van mevr. Ledan, die volgens haar slechts een opsomming gaf van een reeks door de gemeente genomen initiatieven.

Door haar stilzwijgen steunt mevr. Ledan de creatie van "tweederangs" burgers door

middel van het CST.

Mevr. Detienne hoopt dat mevr. Ledan zich bewust is van de gevolgen van de keuzes die ze maakt.

De Raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage
20220310105428.pdf*

Valentine Delwart entre en séance / treedt in zitting.

Joëlle Maison entre en séance / treedt in zitting.

Céline Fremault entre en séance / treedt in zitting.

Cédric Didier Norré entre en séance / treedt in zitting.

24.03.2022/A/0002 **Déclaration commune condamnant l'agression de l'Ukraine par la Fédération de Russie.**

Déposée par Boris Dilliès au nom du Collège communal d'Uccle, Aleksandra Kokaj au nom du Conseil communal, Diane Culer au nom du groupe MR, Pierrot Desmet au nom du groupe Ecolo, Emmanuel De Bock au nom du groupe Défi, Marc Cools au nom du groupe Uccle en Avant, Bernard Hayette au nom du groupe PS et Céline Fremault au nom du groupe des Engagés.

La présente déclaration a pour objectif de condamner fermement l'agression militaire russe injustifiée et sans précédent contre l'Ukraine, de rappeler et de soutenir le droit de l'Ukraine de se défendre et de résister contre les forces de l'agresseur et de plaider pour un cessez-le-feu immédiat et un retrait de toutes les troupes russes hors des frontières de l'Ukraine telles qu'elles sont reconnues par la communauté internationale.

Elle vise également à rappeler l'éventail d'actions et de mesures que le gouvernement belge a décidé pour venir à l'aide l'Ukraine, des Ukrainiennes et des Ukrainiens ainsi que les propositions qu'elle a suggérées et soutenues auprès de l'UE, de l'OTAN et des Nations Unies.

Elle vise, enfin, à définir le rôle des communes et des pouvoirs locaux dans cette crise et à les associer à la gestion des conséquences de cette guerre et des décisions du Gouvernement fédéral et de l'Union européenne.

Rétroactes : L'annexion de la Crimée en 2014 constituait déjà une violation flagrante de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Les tensions entre la Russie et l'Ukraine sont devenues plus importantes à l'automne 2021 à la frontière ukrainienne et plus particulièrement dans la région du Donbass.

Le 21 février 2022, le Président russe Poutine s'est adressé à sa population afin d'annoncer sa décision de reconnaître unilatéralement les Républiques autoproclamées de Donetsk et Louhansk comme des Républiques populaires indépendantes. Cette décision marque une ~~nouvelle~~ rupture totale dans le droit international et le multilatéralisme, elle enterre définitivement les accords de Minsk.

Dans la nuit du 23 février 2022, le Président russe a annoncé une opération militaire de grande envergure contre l'Ukraine. Sous le couvert de « forces de maintien de la paix », les troupes russes ont envahi l'Ukraine par le Nord, l'Est, le Sud dans le Donbass et l'Ouest via le Belarus. Il s'agit donc d'une invasion coordonnée sur la

Terre, la Mer et l'Air ainsi que dans le cyberspace. L'agression russe concerne l'ensemble du territoire ukrainien jusqu'aux frontières de l'Union européenne. Les tirs de roquettes et les bombardements touchent principalement les villes ukrainiennes et sont responsables de victimes civiles quotidiennement plus nombreuses ainsi que les personnes réfugiées et déplacées.

La condamnation de la communauté internationale est unanime. Le Conseil de l'Union européenne a officiellement adopté, le mardi 15 mars 2022, un quatrième paquet de sanctions à l'encontre de la Russie, y compris des sanctions individuelles ciblées, des sanctions économiques et financières et des restrictions commerciales, et qu'il continue de préparer de nouvelles sanctions en étroite coordination avec les alliés transatlantiques et d'autres partenaires internationaux partageant les mêmes valeurs telles que l'ONU, le Conseil de l'Europe, l'OSCE, l'OTAN et le G7.

Depuis lors, chaque jour, les mouvements de la société civile russe condamnant cette invasion sont durement réprimés et intimidés comme l'est, par ailleurs, toute opposition politique au régime dans ce pays depuis de nombreuses années.

Au niveau financier, le G7 et l'UE ont décidé de priver les banques russes de la plateforme de transactions financières Swift et de « paralyser » la Banque centrale russe. L'Union européenne a débloqué 450 millions d'euros pour acheter du matériel légal destiné aux forces armées ukrainiennes auquel s'ajoutent les armes que notre pays a décidé d'envoyer à l'Ukraine. Enfin, le 1^{er} mars 2022, la Belgique a décidé d'envoyer du matériel médical d'une valeur de 3,4 millions d'euros.

Nous tenons à réaffirmer notre soutien et saluons la rapidité de réaction de la Belgique du gouvernement belge, de ses entités fédérées, de l'UE et de l'OTAN. Et nous encourageons ces instances à poursuivre leurs efforts, sans relâche, dans la mise en place de mesures fermes.

Dispositif

- A. Vu l'invasion de l'Ukraine et la reconnaissance unilatérale par la Fédération de Russie des Républiques autoproclamées de Donetsk et Louhansk comme des Républiques populaires indépendantes ;
- B. Vu la réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU où la décision russe de déclarer l'indépendance des régions de Donetsk et de Louhansk a été considérée comme un acte contraire à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de l'Ukraine avec le risque de porter gravement atteinte à la sécurité et à la stabilité européennes et mondiales ce qui constitue une violation de tous les principes du droit international dont la Charte de l'ONU qui se fonde sur l'inviolabilité des frontières, l'interdiction du recours à la force et les principes inscrits dans l'acte final d'Helsinki de 1975 ;
- C. Vu le veto opposé le 26 février 2022 par la Fédération de Russie lors d'un vote au Conseil de sécurité de l'ONU à une résolution déplorant dans les termes les plus forts son agression contre l'Ukraine et lui réclamant de retirer immédiatement ses troupes de ce pays ;
- D. Vu le mémorandum de Minsk du 19 septembre 2014 et l'ensemble des mesures visant à en vue de l'application des accords de Minsk, convenus et signés à Minsk le 12 février 2015 et approuvés dans leur intégralité par la résolution 2202 (2015) du Conseil de sécurité des Nations unies du 17 février 2015 ;
- E. Vu l'intention d'invoquer de l'art. 4 du Traité de l'OTAN exprimée par

- plusieurs pays européens ;
- F. Vu que l'invasion russe provoque des souffrances de millions de familles et de nombreuses victimes et entraîne un flux de réfugiés dans les pays voisins ;
- G. Considérant les valeurs démocratiques et de paix inhérentes au projet de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe ;
- H. Considérant que le Conseil de l'Union européenne a adopté une série de sanctions contre la Russie, y compris des sanctions individuelles ciblées, des sanctions économiques et financières et des restrictions commerciales, et qu'il continue de préparer de nouvelles sanctions en étroite coordination avec les alliés transatlantiques et d'autres partenaires internationaux comme l'ONU et l'OTAN ;
- I. Considérant les appels du Secrétaire général des Nations Unies à une cessation immédiate de toutes les attaques russes contre l'Ukraine et les différentes déclarations du Secrétaire général de l'OTAN ainsi que l'activation de la NRF (*Nato Response Force*) ;
- J. Considérant l'annonce du procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, du 28 février 2022 annonçant l'ouverture « aussi vite que possible » d'une enquête sur la situation en Ukraine évoquant des « crimes de guerre » et des « crimes contre l'humanité » qui ont pu être commis en Ukraine depuis plusieurs années.
- K. Considérant la déclaration du Premier ministre sur la situation en Ukraine en séance plénière du 24 février 2022 et le débat d'actualité qui s'en est suivi durant lequel le Premier ministre et les Ministres des Affaires étrangères et de la Défense ont, au nom du gouvernement, condamné fermement l'attaque de la Russie contre l'Ukraine ainsi que l'implication du Belarus ;
- L. Considérant les initiatives de dialogue menées avec la Russie à l'initiative du Chancelier Scholz ; du Président Macron, de Charles Michel, Président du Conseil européen ; d'Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne ; de Josep Borrell, Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité ;
- M. Considérant que la Fédération de Russie a délibérément manipulé et fait échouer les efforts diplomatiques déployés pour résoudre la crise actuelle, qui lui est imputable, afin de gagner le temps et l'avantage tactique nécessaires pour préparer une agression militaire à grande échelle contre l'Ukraine ainsi que l'invasion de ce pays ;
- N. Considérant les plus de 3 millions de réfugiés ukrainiens recensés par le HCR depuis le lancement de l'attaque russe et les tris sélectifs dont il serait fait état vis-à-vis de ressortissants des Pays tiers à la frontière notamment entre la Pologne et l'Ukraine ;
- O. Considérant l'activation de la directive de 2001 relative à la protection temporaire afin de garantir une protection immédiate aux réfugiés ukrainiens et d'une manière générale, les mesures prises et à prendre vis-à-vis de la situation humanitaire en Ukraine ainsi que pour permettre l'accueil des réfugiés sans aucune discrimination fondée sur la race, la religion ou l'origine ethnique ;
- P. Salue les actes posés par le gouvernement sur le plan humanitaire, diplomatique et militaire ;
- Q. Salue les décisions prises par les gouvernements des entités fédérées, notamment sur les plans économique ou audiovisuel ;
- R. Salue les populations de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Slovaquie et de la Moldavie pour leurs engagements auprès des personnes fuyant la guerre en Ukraine et les risques de persécution, qu'il s'agisse de ressortissants ukrainiens ou non ;

Le conseil communal d'Uccle,

CONDAMNE

Les attaques militaires de la Fédération de Russie contre l'Ukraine, sa souveraineté, son intégrité territoriale et ses habitants qui constituent une violation flagrante du droit international, des accords de Minsk et un mépris des initiatives diplomatiques bi et multilatérales entreprises pour rechercher une issue pacifique aux tensions régionales. Elles représentent une menace grave pour la paix, la sécurité et la stabilité en Europe et dans le monde entier.

La reconnaissance, par la Russie, des « Républiques populaires » de Louhansk et de Donetsk, ainsi que la poursuite de l'occupation militaire de la Crimée. Le soutien du Belarus au déploiement des troupes russes sur son territoire.

EXPRIME

Sa plus grande solidarité et son soutien au peuple ukrainien et à l'Ukraine indépendante et souveraine dans ses frontières internationalement reconnues.

Sa solidarité envers les militaires belges et leurs familles également impactée par ce contexte de guerre.

Sa plus profonde affliction face aux morts tragiques et aux souffrances humaines causée par l'agression russe et souligne que les attaques contre les civils et les infrastructures civiles ainsi que les attaques indiscriminées sont interdites par le droit international humanitaire et constituent donc des crimes de guerre.

Son soutien au personnel diplomatique et civil et à leurs familles directement touchées par cet acte de guerre.

Son soutien à toute initiative des États membres de l'UE visant à envoyer des équipements médicaux et militaires à l'Ukraine ainsi qu'une assistance en matière de cybersécurité et financière.

Son soutien aux sanctions envers la Fédération de Russie, mais également les sanctions individuelles

Son soutien aux mesures prises par le gouvernement belge et par l'Union européenne, notamment les moyens financiers promis dans le cadre de l'aide humanitaire en Ukraine.

Son soutien aux journalistes qui couvrent ce conflit en Ukraine et qui risquent leurs vies quotidiennement pour informer de la vérité et de la réalité de la guerre.

Son inquiétude face au sort des élus locaux qui refusent de collaborer avec l'occupant dans les zones dont la Fédération de Russie a pris le contrôle en Russie.

Sa gratitude et son soutien aux citoyens russes et biélorusses qui sont descendus dans la rue, au risque de leur propre sécurité, pour dénoncer la guerre déclenchée au nom de la Fédération de Russie avec le soutien du dictateur illégitime de Biélorussie, et condamne l'arrestation de milliers de manifestants pacifiques et demande leur libération immédiate.

APPELLE

La Fédération de Russie à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel ; exige que les canaux de communication avec la Russie restent ouverts et que les parties soient prêtes au dialogue et aux négociations jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu soit instauré et la guerre prenne fin.

La Fédération de Russie à cesser immédiatement ses actions militaires et paramilitaires, à retirer sans condition toutes ses forces et tous ses équipements militaires de l'ensemble du territoire ukrainien et à respecter pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de l'Ukraine comme reconnu par la

résolution 68/262 du 27 mars 2014 sur l'intégrité territoriale de l'Ukraine, dans laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies a affirmé son attachement à la souveraineté, à l'indépendance politique, à l'unité et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

À continuer à mettre en œuvre tous les moyens diplomatiques et politiques pour faire cesser l'agression russe en Ukraine et permettre de trouver une solution pacifique tout en garantissant l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité de l'Ukraine.

Les institutions européennes et internationales à évaluer l'impact environnemental de la guerre dans la Région.

À une réduction significative de la dépendance énergétique, en particulier à l'égard du gaz, du pétrole et du charbon russe, notamment en diversifiant les sources d'énergie et à accélérer la refonte stratégique de nos mix énergétiques.

S'ENGAGE A

1. Être bien inscrite dans le cadre l'initiative « commune hospitalière » et en respecter les principes. Et prendre des mesures adéquates pour garantir un accueil digne à toutes les populations réfugiées dans le cadre de sa compétence territoriale.
1. Assurer un suivi et une coordination des actions de solidarités sur la commune et des événements de soutien à la population ukrainienne et informer la population des différentes initiatives mises en place dans ce cadre.
1. Prendre des mesures afin de soutenir les Ucclois en difficulté comme faisant suite aux conséquences du conflit (prix de l'énergie...)
1. Accueillir les citoyens russes qui fuiraient la persécution des opposants à l'invasion de l'Ukraine organisée par le Kremlin.
1. Accueillir en résidence des artistes ukrainiens pour leur permettre de continuer à vivre de leur art et de lutter de manière pacifique contre l'invasion de leur pays.
1. Mobiliser, dans le cadre de ses compétences de sécurité civile et en coopération avec les communes volontaires, des biens et équipements pouvant servir à la population ukrainienne et à les transférer aux organisations compétentes pour assurer leur livraison à bon port.
1. Encourager les différentes initiatives citoyennes comme toute initiative de type jumelage, parrainage, envoi de vivres, de vêtements et de matériel divers vers les communes ukrainiennes.
1. Encourager notre pays, nos communes et leurs citoyens à se montrer accueillants envers les réfugiés ukrainiens et autres ressortissants de pays tiers fuyant l'Ukraine.

ET DEMANDE AU GOUVERNEMENT

1. De continuer à soutenir l'Ukraine et ses habitants face à l'agression de la Fédération de Russie.
1. De continuer à œuvrer au sein de l'Union européenne à une approche

commune et à une coordination optimale entre les pays membres de l'UE au sein de l'OTAN, sur les plans diplomatique, humanitaire et militaire.

1. De continuer à se positionner au niveau des Nations Unies pour prôner le maintien du dialogue vers la paix, la protection des civils et la fin des hostilités.
1. Tant sur le plan national qu'au sein de l'UE, de renforcer les sanctions économiques visant les banques, les entreprises russes ainsi que plus spécifiquement celles visant l'élite politique et économique russe, notamment en prévoyant un mécanisme de confiscation/saisie de leurs biens mobiliers et immobiliers sur le territoire belge et de l'UE.
1. De coopérer avec l'UE à l'inventaire des biens meubles et immeubles des oligarques russes.
1. De respecter le droit international et les droits humains dans toutes les actions qu'il entreprend.
1. D'apporter une assistance humanitaire et médicale à la population ukrainienne, tant par des apports directs en Ukraine que par l'organisation de l'accueil des réfugiés et de blessés chez nous et au sein de l'Union européenne.
1. D'appliquer une politique d'accueil qui assure la protection de tous les réfugiés, dans la dignité, selon le principe de la solidarité internationale et sans discrimination.
1. De porter une attention particulière au suivi et à la mise à disposition de moyens, pour les communes et les CPAS, leur permettant d'assurer leurs missions liées à l'accueil, aux initiatives solidaires et à l'augmentation des demandes d'aides sociales qui résultent de la situation internationale et des mesures qui en découlent.
1. De demander à l'Agence internationale de l'énergie atomique de créer un groupe de travail spécialement chargé de surveiller les activités de la Fédération de Russie en ce qui concerne la sûreté des centrales, des installations et des combustibles nucléaires.

***M. le Bourgmestre** salue le travail réalisé par M. Hayette et l'ensemble des chefs de groupe et des membres du Conseil communal pour le travail accompli sur ce sujet dramatique qui préoccupe tous les citoyens et qui rappelle à quel point nous avons la chance de vivre en démocratie, de pouvoir débattre, manifester, nous contredire alors qu'à moins de 2.000 km d'ici, tout un peuple fait face à la guerre, la misère et l'inconnu.*

L'action d'une commune se déploie évidemment au niveau local, qui représente à la fois peu et beaucoup.

C'est beaucoup, dans la mesure où on a pu constater que la population ucloise fait preuve d'un grand élan de solidarité et que les symboles aussi revêtent une grande importance.

Une commune ne peut pas tout mais doit évidemment tout tenter.

Mme l'Echevine Ledan, en charge de la solidarité internationale, aura l'occasion d'exposer les actions menées par la commune en ce domaine.

***M. Hayette** signale que le Conseil soutiendra la déclaration commune sur l'Ukraine. Tant de choses ont été écrites sur l'Ukraine depuis un mois, et il faut trouver les mots*

pour décrire la révolte et l'indicible écoeurement ressentis face au carnage fratricide subi par le peuple ukrainien, partagé entre deux histoires, deux identités.

Pour Albert Camus, un homme révolté est un homme qui dit non. Ce « non » affirme l'existence d'une frontière. Dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine, les frontières ont été dépassées dès le premier jour.

Si la souffrance est individuelle, la révolte est collective. Le mal éprouvé par un seul être humain devient une peste collective. Selon Camus, la révolte est une première évidence de la pensée dans l'épreuve quotidienne. Cette évidence tire l'individu de sa solitude : je me révolte, donc nous sommes.

La déclaration commune ne vise à rien d'autre que d'exprimer cette révolte, notre révolte.

Compte tenu de la présence des ambassades russe et ukrainienne sur le territoire uclois, il appartenait au Conseil communal de manifester son point de vue sur l'agression de l'Ukraine par la Fédération de Russie.

La déclaration commune vise à condamner fermement l'agression militaire russe mais aussi à rappeler et soutenir le droit de l'Ukraine à se défendre.

Elle vise ensuite à rappeler l'éventail des actions et mesures que le gouvernement belge a prises pour venir en aide à l'Ukraine et à sa population ainsi que les propositions suggérées par le Conseil européen et son président, Charles Michel, les initiatives d'Ursula von der Leyen et de Josep Borrell ou encore les tentatives de paix menées par Emmanuel Macron et Olaf Scholz.

Cette déclaration vise enfin à définir le rôle des communes et des pouvoirs locaux dans cette crise et à les associer aux décisions du gouvernement fédéral et de l'Union européenne pour la gestion des conséquences de la guerre.

Si le Conseil tient à ce que notre population accepte l'arrivée quotidienne de nombreux réfugiés ukrainiens dans nos quartiers, écoles et hôpitaux, ce troisième volet est fondamental.

Un premier pas a été franchi avec l'activation de la directive de 2001 relative à l'activation temporaire, complété par le remboursement à 135 % de l'équivalent du revenu d'intégration sociale (RIS), destiné à couvrir les frais administratifs et autres besoins imposés par la crise pour les quatre premiers mois (125 % pour toute la durée du suivi du dossier).

Les communes, les bourgmestres, les présidents de CPAS, déjà épuisés par la crise sanitaire, seront en première ligne dans cette nouvelle crise. Ils devront acquérir, héberger, nourrir des dizaines voire des centaines de réfugiés et en raison de la proximité des ambassades des pays concernés, Uccle sera naturellement plus sollicitée que les autres communes bruxelloises.

La solidarité des citoyens uclois, qui sont exceptionnels, sera bien nécessaire. M. Hayette est persuadé qu'ils répondront aux demandes des autorités communales.

Les réfugiés sont dans une telle détresse qu'ils s'imaginent que la solidarité suffira à résoudre les problèmes et que dans quelques semaines, ils pourront retourner chez eux. Mais que se passera-t-il si le conflit s'éternise ? M. Hayette rappelle à cet égard que la guerre d'usure en ex-Yougoslavie au début des années 90 a duré 5 ans. Combien de temps durera cette guerre aux frontières de l'Europe ? Il y avait 40.000 réfugiés au début des années 90, il devrait y en avoir 200.000 à l'occasion de cette crise ukrainienne, à charge principalement des communes.

La Commission européenne et le Parlement européen ont rassemblé les fonds disponibles pour aider les Etats, les régions et les communes à assumer les conséquences de cet afflux de réfugiés. Le montant de 14 milliards d'euros, évoqué par la Commission pour l'Union européenne, ne sera sans doute pas suffisant.

Le gouvernement fédéral a mis en place une task-force pour gérer les demandes des entités fédérées mais selon les informations dont dispose M. Hayette, seule la Flandre y serait représentée.

L'Union européenne se demande aussi comment aider directement les communes

alors que jusqu'à présent, seuls les Etats membres étaient susceptibles de bénéficier de fonds européens. Dès à présent, la Commission européenne planche sur un mécanisme censé garantir l'aide financière aux communes. Le Conseil doit se mobiliser pour qu'Uccle ne soit pas la commune oubliée de la Région bruxelloise. M. Hayette remercie M. le Bourgmestre pour sa confiance ainsi que les différents groupes politiques pour leurs contributions à cette déclaration commune.

M. Desmet remercie le groupe socialiste, et M. Hayette en particulier, pour avoir initié cette déclaration commune.

Cet engagement ne mettra pas un terme à cette guerre, dont la prétendue justification repose sur un ramassis de mensonges, et le dictateur moscovite n'y prêtera évidemment aucune attention.

Mais Uccle ne pouvait y rester insensible, et ce d'autant plus que les ambassades des deux pays belligérants se situent sur son territoire.

Les échevins, les services communaux et le CPAS se sont immédiatement mobilisés pour répondre aux urgences créées par l'afflux de réfugiés et tenter d'accompagner les propositions des citoyens ucclois, qui ont tenu à exprimer leur empathie pour les Ukrainiens.

Les populations civiles sont toujours les premières victimes des guerres, qualifiées par Blaise Cendrars de « saloperies ».

L'environnement subit aussi des destructions, dans un pays qui abrite d'importants biotopes particulièrement sensibles.

La tragédie qui se déroule depuis un mois en Ukraine doit inciter les responsables politiques à rendre notre économie moins dépendante de régimes totalitaires où les droits de l'homme sont quotidiennement bafoués.

Puisse la paix revenir au plus vite !

Mme Fremault remercie M. Hayette pour son initiative ainsi que l'ensemble des groupes politiques, qui, par leurs amendements, ont contribué à l'élaboration d'un texte aussi complet que possible.

Les enjeux de ce conflit sont loin d'être négligeables pour la commune.

Des millions de citoyens ukrainiens ont fui leur pays. Il y en aurait déjà 20.000 sur le territoire bruxellois, et 37 % des réfugiés enregistrés au Heyzel résideront en région bruxelloise.

Dès lors, les autorités locales vont devoir prendre en compte toute une série d'éléments : la coordination entre la Région bruxelloise et les communes, le déclenchement de la phase provinciale de crise (sur laquelle de nombreux bourgmestres se sont déjà exprimés), le déclenchement très probable d'une phase fédérale de crise dans les semaines à venir.

Suite à une demande du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, un comité de coordination intra-bruxellois a été mis en place et va se réunir très régulièrement.

Pierre Verbeeren a été désigné coordinateur et sera donc le Monsieur « Accueil des réfugiés ukrainiens », au cœur d'un dispositif analogue à celui qui a été mis en place en Flandre.

Mme Fremault regrette que cette désignation ne soit opérée que pour deux mois, alors que cette crise va, selon toute évidence, s'installer de façon durable.

La problématique du logement s'avère cruciale. De nombreux citoyens ucclois accueillent déjà des réfugiés ukrainiens, ce qui témoigne d'une grande générosité, mais les services communaux vont être aussi en première ligne, qu'il s'agisse de l'Agence immobilière sociale (AISU) ou du CPAS.

Une réflexion est menée à l'échelon régional pour mettre en place un accueil de première ligne des réfugiés dans des bureaux vides, notamment dans le bâtiment « Ariane » à Woluwe-Saint-Lambert.

Les services communaux vont aussi être sollicités pour l'accompagnement psychosocial et éducatif des réfugiés.

A cet égard, l'enseignement spécialisé uclois a mis en place des cellules de coordination pour l'accueil d'enfants ukrainiens en situation de handicap.

Il faudra évidemment surveiller de près la situation budgétaire, car les finances communales vont à nouveau être mises à rude épreuve par cette crise, après avoir déjà été fort sollicitées à l'occasion de la crise sanitaire.

La déclaration commune a le mérite de baliser l'ensemble des enjeux dans une large perspective.

Mme Delvoye remercie M. Hayette pour avoir lancé l'initiative de cette déclaration, à l'élaboration de laquelle elle a été très heureuse de participer.

Elle salue le travail colossal du Collège et de l'administration ainsi que la générosité des Uclois qui ont ouvert leurs portes.

Le CPAS s'attend à une grande affluence de personnes et par conséquent, à une nette augmentation des dossiers à traiter.

M. De Bock remercie les autorités communales pour leurs efforts ainsi que les citoyens uclois qui ont accueilli avec beaucoup de générosité les réfugiés ukrainiens.

La faculté de parler librement de ce sujet est symboliquement d'une grande importance dans une commune qui abrite l'ambassade de Russie sur son territoire.

L'élan populaire et la prise de conscience générées par cette crise devraient déboucher sur des solutions beaucoup plus structurelles. Il y a notamment lieu de s'interroger sur la manière dont on a appréhendé les précédentes vagues de réfugiés, notamment ceux qui venaient de Syrie. Ces tragiques événements fournissent l'occasion de se remettre en question individuellement et collectivement.

Le groupe Défi est solidaire des Ukrainiens mais aussi des Russes qui vivent en Belgique et qui craignent de subir des représailles en étant amalgamés au régime de leur pays.

M. Cools cite quelques du célèbre poème « Liberté » de Paul Eluard « Liberté, en ton nom j'écris/Et par le pouvoir d'un mot je recommence ma vie/Je suis né pour te connaître, pour te nommer, Liberté ».

Les Ukrainiens se battent pour la liberté de vivre sur leur terre, dans un pays indépendant et démocratique, et ils résistent avec un héroïsme inouï à l'envahisseur.

Après un mois de guerre, on doit déplorer de très nombreux décès, notamment d'enfants, et la destruction massive de nombreuses villes.

Le nombre de réfugiés ayant quitté l'Ukraine s'élève à près de 4 millions.

L'armée russe, qui n'hésite pas à utiliser des armes interdites telles que les bombes à sous-munitions ou au phosphore, pille les convois humanitaires voire leur tire dessus.

Les mandataires uclois ne peuvent demeurer insensibles face au fait que dans les zones contrôlées par l'armée russe, les élus locaux sont victimes de rafles.

Si Poutine n'est pas arrêté en Ukraine, il y a lieu de craindre qu'il n'aille plus loin.

Il serait intéressant de faire le point sur les initiatives prises par la commune, telles que la mise à disposition de logements vides pour les réfugiés ou la diffusion d'informations sur le site internet communal pour les citoyens souhaitant accueillir des réfugiés chez eux. Il faudrait aussi examiner les initiatives susceptibles d'être prises à l'avenir.

La Wallonie doit s'attendre à accueillir environ 70.000 réfugiés et la Communauté germanophone 1.300, selon les informations fournies à M. Cools respectivement par le Bourgmestre de Malmédy, suite à une réunion de l'ensemble des bourgmestres wallons, et par le Président de la Communauté germanophone.

Quant aux initiatives à caractère plus politique, M. Cools estime inopportune la pétition visant à débaptiser l'avenue De Fré pour l'appeler avenue Volodymyr

Zelensky : nonobstant les tracasseries causées aux habitants par les changements de noms de rue (modification des papiers d'identité, des cartes de visite, etc.), un tel choix ne serait pas judicieux parce qu'Hubert De Fré est un homme remarquable, à qui les Uccois doivent l'aménagement de cimetières publics ouverts à tous sur une base pluraliste.

Il vaudrait mieux donner le nom du président ukrainien au chemin qui longe l'ambassade de Russie.

On pourrait également s'inspirer d'autres initiatives, comme celle de l'Association des Maires de France, qui a lancé une campagne de jumelage avec des villes ukrainiennes. Ces jumelages de guerre sont destinés à devenir des jumelages de reconstruction.

La commune de Strassen au Luxembourg a créé une Maison de l'Ukraine dotée du Wi-Fi et d'Internet, où les réfugiés ukrainiens peuvent nouer des contacts.

Des locaux de la nouvelle Maison communale pourraient être utilisés pour des initiatives de ce type.

La collaboration entre communes ukrainiennes et étrangères est aussi menée via le projet « Cities for cities », lancé sur internet.

M. Cools encourage le Collège à aller encore au-delà de ce qui a déjà été entrepris pour lutter contre ce qui s'avère le plus grand désastre sur le continent européen depuis la Seconde guerre mondiale.

M. De Bock souhaite obtenir des précisions sur les modalités de l'accueil des réfugiés à Uccle.

Quels sont les besoins identifiés ?

Quels sont les moyens humains et financiers mis à disposition par la commune ?

Le rôle et la place d'Uccle dans le dispositif sont-ils bien coordonnés par rapport aux communes voisines et aux demandes de la Région ?

Comment est organisée l'information visant à répondre aux demandes des citoyens et à coordonner l'énorme élan de solidarité ?

Mme l'Echevine Ledan répond que le soutien sans réserve de la commune à la population ukrainienne se déploie sous plusieurs formes.

Le Conseil est invité à approuver l'octroi d'un subside de 5.000 € au Commissariat des Nations-Unies pour les réfugiés (UNHCR) pour lui permettre de venir en aide aux victimes du conflit sur place, via des soins médicaux, un accompagnement psychosocial et des structures d'accueil aux frontières de l'Ukraine.

Depuis le 1^{er} mars, le CPAS et les services communaux sont sollicités pour la crise ukrainienne. C'est notamment le cas des services des Etrangers, de la Solidarité internationale, de l'Action et de la cohésion sociales, et il en sera de même pour les services de l'Enseignement, des Transports, du Prêt de matériel et de la Communication.

Le gouvernement fédéral a chargé les communes de coordonner et gérer au niveau local l'accueil des réfugiés ukrainiens, en collaboration avec la Région, qu'il s'agisse de l'hébergement de crise (jusqu'à 10 jours) ou de l'hébergement durable.

Le soutien aux citoyens qui ont lancé des initiatives en faveur des Ukrainiens a également été confié aux communes. Un agent chargé de la coordination avec le Centre national de crise a été désigné dans ce but et toute une série d'informations transite entre la commune et la Région via ce point de contact.

La commune d'Uccle est donc totalement intégrée au dispositif mis en place et, grâce à des contacts bihebdomadaires, collabore avec les différentes instances impliquées : le haut-fonctionnaire, le centre de crise, la Région, l'ensemble des communes du pays.

Depuis le 2 mars, un formulaire en ligne est disponible pour permettre aux citoyens candidats à l'accueil de s'enregistrer comme hébergeurs.

Plus de 400 hébergements ont déjà été recensés, ce qui prouve l'ampleur de l'élan de solidarité.

Une collaboration a aussi été établie avec l'Entraide Boetendael-Alliance, qui collecte les dons des Ucclois destinés à être ensuite acheminés au Heyzel par les soins de la commune.

Suite à une circulaire du 18 mars précisant les modalités d'hébergement, une déclaration sur l'honneur sera exigée de la part des hébergeurs.

Le service de la Population devra également vérifier le casier judiciaire des hébergeurs, qui, s'ils sont finalement retenus, seront intégrés dans le « housing tool » (base de données de Fedasil).

Des visites de courtoisie pour rencontrer les hébergeurs sont prévues, sous la supervision du service de l'Action sociale.

Une trentaine de réfugiés bénéficie déjà d'un accompagnement social par le CPAS, qui va notamment leur donner accès au revenu d'intégration. Ces mesures prises en faveur des réfugiés, pour lesquelles le Collège espère une intervention du gouvernement fédéral, feront l'objet d'une modification budgétaire, mais à ce stade, il est trop tôt pour donner un ordre de grandeur des montants qui seront engagés.

La brochure d'accueil et les dépliants d'information du CPAS ont été traduits en ukrainien.

Les données relatives aux hébergements dits « durables » (donc pour une plus longue durée) devront être intégrées dans base de données gérée par la Région.

Le Collège compte mettre 7 logements communaux à disposition.

L'administration communale devra aussi assurer la gestion d'un logement mis à disposition par Vivaqua.

Le mobilier des logements durables devra être fourni par la commune.

Le service de l'Education centralise toutes les demandes d'accueil d'enfants ukrainiens dans les écoles communales. Les écoles de Longchamp et du Centre accueillent déjà 23 élèves ukrainiens.

Le service du Parascolaire se prépare aussi à l'arrivée éventuelle d'enfants ukrainiens durant les prochaines périodes de congés scolaires.

Les personnes en provenance d'Ukraine ont la possibilité de suivre des cours de français dispensés au Centre d'enseignement de promotion sociale d'Uccle (CPSU).

Les différentes initiatives citoyennes sont systématiquement recensées, qu'il s'agisse d'offres de traductions, d'organisations de stage, d'animations.

Le site internet communal mentionne les diverses sources d'informations disponibles, telles que les plateformes Ukraine 1212 et ukraine.be.

La Ferme Rose est mise à disposition d'artistes ucclois pour l'organisation d'une vente aux enchères au profit des Ukrainiens.

Cet espace pourrait aussi servir de lieu de rencontre entre Ukrainiens à certains moments de la semaine.

Pour ce qui concerne le flux de réfugiés, environ 20.000 personnes sont attendues en région bruxelloise, dont une part, difficile à estimer, aboutira à Uccle.

Jusqu'à présent, environ 70 personnes, majoritairement des femmes, ont été enregistrées au service des Etrangers, et une trentaine de personne s'est manifestée auprès du CPAS.

Par ailleurs, des Ukrainiens arrivent aussi grâce à leurs propres réseaux et contacts, sans que les administrations communales en soient avisées.

M. Cools *remarque qu'il n'y a pas de clivage entre majorité et opposition sur un sujet qui relève du devoir humanitaire.*

Il rappelle qu'au début de la crise du covid, les conseillers communaux étaient régulièrement informés par mail des décisions prises et de l'évolution de la situation.

Il serait utile d'assurer de la même manière une circulation régulière et systématique des informations entre le Collège et le Conseil dans le cadre de la crise ukrainienne.

M. De Bock signale que c'est la première fois que la prise en charge financière des réfugiés va être assumée à 100 % par l'échelon fédéral.

Il est donc faux de prétendre que cette crise va générer des coûts supplémentaires importants pour le CPAS. En réalité, l'échelon communal a surtout des tâches administratives à accomplir.

M. De Bock regrette toutefois qu'au début de la crise, il y ait eu certaines tergiversations entre le gouvernement fédéral et les Régions quant à leurs responsabilités respectives.

Quoi qu'il en soit, il convient de communiquer et coordonner, car on ne peut décevoir les citoyens qui ont apporté de la nourriture, des vêtements, du matériel, etc. Un encadrement est toutefois nécessaire vu que, dans leur élan de générosité, certains citoyens ont amené des choses qui, parfois, ne sont pas nécessaires.

L'élan de générosité doit cependant être encouragé, et ce d'autant plus que les pouvoirs publics ne sont pas en mesure de répondre à toutes les demandes de logements. L'offre d'hébergement de la part de citoyens est donc indispensable.

Dans la même optique, il serait utile de soutenir les propositions d'aide émanant d'entreprises privées, telles que, par exemple, Proximus, qui offre la gratuité pour les frais de communication.

M. le Bourgmestre a reçu beaucoup de messages demandant un changement de dénomination de l'avenue De Fré, mais cette proposition ne lui semble pas raisonnable.

Par contre, il n'a pas d'hostilité de principe à l'égard d'un changement de dénomination de l'allée qui longe l'ambassade de Russie.

Par ailleurs, M. le Bourgmestre estime qu'il faut soutenir hardiment et efficacement les Ukrainiens sans pour autant jeter l'opprobre sur les Russes qui vivent à Uccle et qui sont loin d'être tous favorables à la politique menée par leur gouvernement.

Certains ressortissants russes (heureusement peu nombreux) lui ont en effet signalé avoir été victimes d'attitudes déplaisantes, mais il faut éviter qu'un tel type de comportement se développe.

M. Cornelis signale que, selon les dernières données chiffrées, 45 personnes ont sollicité l'aide du CPAS. Celles-ci sont hébergées chez des particuliers (en l'occurrence 22 familles).

Mme Van Offelen signale qu'un propriétaire de son quartier a mis une maison vide à disposition des Ukrainiens et que le voisinage s'est mobilisé pour nettoyer cet immeuble et y installer une sorte de donnerie où l'on recueille des vêtements, du mobilier, des équipements.

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

Gezamenlijke verklaring die de agressie van Oekraïne door de Russische Federatie veroordeelt.

Ingediend door Boris Dilliès namens het schepencollege van Ukkel, Aleksandra Kokaj namens de gemeenteraad, Diane Culer namens de MR, Pierrot Desmet namens Ecolo, Emmanuel De Bock namens Défi, Marc Cools namens Uccle en Avant, Bernard Hayette namens de PS en Céline Fremault namens Les Engagés.

Met deze verklaring wordt beoogd de ongerechtvaardigde en ongekende Russische militaire agressie tegen Oekraïne krachtig te veroordelen, te herinneren aan en steun

te verlenen aan het recht van Oekraïne om zich tegen de strijdkrachten van de agressor te verdedigen en te verzetten en te pleiten voor een onmiddellijk staakt-het-vuren en de terugtrekking van alle Russische troepen uit de grenzen van Oekraïne, zoals erkend door de internationale gemeenschap.

Ook wil zij herinneren aan de reeks acties en maatregelen die de Belgische regering heeft besloten te nemen om Oekraïne en de Oekraïners te helpen en aan de voorstellen die zij aan de EU, de NAVO en de Verenigde Naties heeft gedaan en gesteund.

Ten slotte wil zij de rol van de gemeenten en de lokale overheden in deze crisis definiëren en hen betrekken bij het beheer van de gevolgen van deze oorlog en van de beslissingen van de federale regering en de Europese Unie.

Retroacts: De annexatie van de Krim in 2014 was al een duidelijke schending van de soevereiniteit en de territoriale integriteit van Oekraïne. De spanningen tussen Rusland en Oekraïne zijn in het najaar van 2021 opgelopen aan de Oekraïense grens en vooral in de regio Donbass.

Op 21 februari 2022 heeft de Russische president Poetin zijn bevolking toegesproken om zijn besluit bekend te maken om de zelf uitgeroepen republieken Donetsk en Luhansk eenzijdig te erkennen als onafhankelijke volksrepublieken. Dit besluit betekent een volledige breuk met het internationaal recht en het multilateralisme en betekent een definitieve ondergang voor de akkoorden van Minsk.

In de nacht van 23 februari 2022 kondigde de Russische president een grootschalige militaire operatie tegen Oekraïne aan. Onder het mom van "vredestroepen" zijn Russische troepen Oekraïne binnengevallen vanuit het noorden, het oosten, het zuiden in de Donbass en het westen via Wit-Rusland. Het gaat dus om een gecoördineerde invasie te land, ter zee en in de lucht, en in cyberspace. De Russische agressie betreft het gehele Oekraïense grondgebied tot aan de grenzen van de Europese Unie. De raketaanvallen en bombardementen treffen vooral Oekraïense steden en zijn verantwoordelijk voor een dagelijkse toename van het aantal burgerslachtoffers, vluchtelingen en ontheemden.

De veroordeling van de internationale gemeenschap is unaniem. De Raad van de Europese Unie heeft op dinsdag 15 maart 2022 formeel een vierde sanctiepakket tegen Rusland aangenomen, dat gerichte individuele sancties, economische en financiële sancties en handelsbeperkingen omvat, en blijft nieuwe sancties voorbereiden in nauwe coördinatie met de trans-Atlantische bondgenoten en andere gelijkgezinde internationale partners zoals de VN, de Raad van Europa, de OVSE, de NAVO en de G7.

Sindsdien worden elke dag bewegingen uit de Russische burgermaatschappij die deze invasie veroordelen hardhandig onderdrukt en geïntimideerd, zoals al vele jaren elke politieke oppositie tegen het regime in dat land.

Op het financiële front hebben de G7 en de EU besloten de Russische banken het Swift-platform voor financiële transacties te ontzeggen en de Russische centrale bank "lam te leggen". De Europese Unie heeft 450 miljoen euro vrijgemaakt voor de aankoop van dodelijk materieel voor de Oekraïense strijdkrachten, naast de wapens die ons land besloten heeft naar Oekraïne te sturen. Tot slot heeft België op 1 maart 2022 besloten medische apparatuur ter waarde van 3,4 miljoen euro te sturen.

Wij herhalen onze steun en prijzen de snelle reactie van de Belgische regering, haar gefedereerde entiteiten, de EU en de NAVO. En wij moedigen hen aan om zonder

oponhoud door te gaan met hun inspanningen om krachtige maatregelen te treffen.

Beschikking

A. Met het oog op de invasie in Oekraïne en de eenzijdige erkenning door de Russische Federatie van de zelf uitgeroepen republieken Donetsk en Luhansk als onafhankelijke Volksrepublieken;

B. Gelet op de spoedvergadering van de VN-Veiligheidsraad waarin het Russische besluit om de onafhankelijkheid van de regio's Donetsk en Luhansk uit te roepen werd beschouwd als een daad tegen de territoriale integriteit en soevereiniteit van Oekraïne die de Europese en mondiale veiligheid en stabiliteit ernstig dreigt te ondermijnen en die een schending vormt van alle beginselen van het internationaal recht, met inbegrip van het VN-Handvest, dat is gebaseerd op de onschendbaarheid van grenzen, het verbod op het gebruik van geweld en de beginselen die zijn vastgelegd in de Slotakte van Helsinki van 1975;

C. Gelet op het veto van de Russische Federatie in een stemming in de VN-Veiligheidsraad op 26 februari 2022 over een resolutie waarin de Russische agressie tegen Oekraïne in de krachtigste bewoordingen wordt betreurd en waarin wordt opgeroepen tot de onmiddellijke terugtrekking van de Russische troepen uit dat land;

D. Gelet op het memorandum van Minsk van 19 september 2014 en het pakket maatregelen voor de uitvoering van de akkoorden van Minsk, overeengekomen en ondertekend in Minsk op 12 februari 2015 en volledig goedgekeurd via resolutie 2202 (2015) van de VN-Veiligheidsraad van 17 februari 2015;

E. Gelet op het voornemen van verscheidene Europese landen om een beroep te doen op artikel 4 van het NAVO-verdrag;

F. Gelet op het feit dat de Russische invasie het lijden van miljoenen gezinnen en vele slachtoffers veroorzaakt en tot een stroom van vluchtelingen naar de buurlanden leidt;

G. Gelet op de democratische en vredeswaarden die inherent zijn aan het project van de Europese Unie en de Raad van Europa;

H. Overwegende dat de Raad van de Europese Unie een reeks sancties tegen Rusland heeft aangenomen, waaronder gerichte individuele sancties, economische en financiële sancties en handelsbeperkingen, en nieuwe sancties blijft voorbereiden in nauwe coördinatie met de trans-Atlantische bondgenoten en andere internationale partners zoals de VN en de NAVO;

I. Gelet op de oproepen van de secretaris-generaal van de VN tot onmiddellijke stopzetting van alle Russische aanvallen tegen Oekraïne en de diverse verklaringen van de secretaris-generaal van de NAVO, alsook de activering van de NRF (*Nato Response Force*);

J. Gelet op de aankondiging van de aanklager van het Internationaal Strafhof (ISH), Karim Khan, op 28 februari 2022 om "zo spoedig mogelijk" een onderzoek in te stellen naar de situatie in Oekraïne, en daarbij te verwijzen naar "oorlogsmisdaden" en "misdaden tegen de menselijkheid" die in de afgelopen jaren in Oekraïne zouden zijn begaan.

K. Gelet op de verklaring van de minister-president over de situatie in Oekraïne in de plenaire vergadering van 24 februari 2022 en het daaropvolgende actualiteitsdebat, waarin de minister-president en de ministers van Buitenlandse Zaken en Defensie namens de regering de aanval van Rusland op Oekraïne en de betrokkenheid van Wit-Rusland krachtig hebben veroordeeld;

L. Gelet op de initiatieven voor een dialoog met Rusland van bondskanselier Scholz; president Macron; Charles Michel, voorzitter van de Europese Raad; Ursula von der Leyen, voorzitter van de Europese Commissie; Josep Borrell, hoge vertegenwoordiger van de Europese Unie voor Buitenlandse Zaken en Veiligheidsbeleid;

M. Overwegende dat de Russische Federatie de diplomatieke inspanningen om de huidige crisis, waarvoor zij verantwoordelijk is, op te lossen, opzettelijk heeft gemanipuleerd en gedwarsboomd om tijd en tactische voordeel te winnen die nodig zijn om een grootscheepse militaire agressie tegen en invasie van Oekraïne voor te bereiden;

N. Gelet op meer dan 3 miljoen Oekraïense vluchtelingen die door de UNHCR zijn geregistreerd sinds het begin van de Russische aanval en de vermeende selectieve screening van onderdanen van derde landen aan de grens tussen Polen en Oekraïne in het bijzonder;

O. Gelet op de activering van de richtlijn van 2001 betreffende tijdelijke bescherming, om de onmiddellijke bescherming van Oekraïense vluchtelingen te waarborgen, en in het algemeen de maatregelen die zijn genomen en nog moeten worden genomen in verband met de humanitaire situatie in Oekraïne en om de opvang van vluchtelingen mogelijk te maken zonder enige discriminatie op grond van ras, godsdienst of etnische oorsprong;

P. Is verheugd over de humanitaire, diplomatieke en militaire acties van de regering;

Q. Verwelkomt de besluiten die de regeringen van de federale entiteiten hebben genomen, met name op economisch en audiovisueel gebied;

R. prijst de bevolking van Polen, Hongarije, Roemenië, Bulgarije, Slowakije en Moldavië voor haar inzet voor mensen die de oorlog in Oekraïne ontvluchten en het risico lopen te worden vervolgd, ongeacht of zij de Oekraïense nationaliteit hebben of niet;

De gemeenteraad van Ukkel

VEROORDEELT

De militaire aanvallen van de Russische Federatie tegen Oekraïne, zijn soevereiniteit, zijn territoriale integriteit en zijn inwoners, die een flagrante schending van het internationaal recht en van de akkoorden van Minsk vormen, en een minachting inhouden voor de bi- en multilaterale diplomatieke initiatieven die zijn ontplooid om een vreedzame oplossing te vinden voor de spanningen in de regio. Zij vormen een ernstige bedreiging voor de vrede, de veiligheid en de stabiliteit in Europa en de wereld in het algemeen.

De erkenning door Rusland van de "Volksrepublieken" Luhansk en Donetsk, EN de aanhoudende militaire bezetting van de Krim.

de steun van Wit-Rusland voor de stationering van Russische troepen op zijn grondgebied.

GEEFT UITING VAN

Zijn uiterste solidariteit met en steun voor het Oekraïense volk en voor een onafhankelijk en soeverein Oekraïne binnen zijn internationaal erkende grenzen.

Haar solidariteit met de Belgische militairen en hun gezinnen die ook door deze oorlog worden getroffen.

Zijn diepste leedwezen over de tragische dood en het menselijk leed ten gevolge van de Russische agressie, en beklemtoont dat aanvallen tegen burgers en civiele infrastructuur, alsmede niet-onderscheidende aanvallen verboden zijn bij het internationaal humanitair recht en derhalve oorlogsmisdaden vormen.

haar steun voor het diplomatieke en civiele personeel en hun gezinnen die rechtstreeks door deze oorlogsdaad zijn getroffen.

Zijn steun voor elk initiatief van EU-lidstaten om medische en militaire uitrusting naar Oekraïne te sturen, alsook cyberbeveiliging en financiële bijstand.

Zijn steun voor sancties tegen de Russische Federatie, maar ook voor individuele sancties

Zijn steun voor de door de Belgische regering en de Europese Unie genomen maatregelen, met inbegrip van de toegezegde financiële middelen voor humanitaire hulp in Oekraïne.

Haar steun aan de journalisten die het conflict in Oekraïne verslaan en die elke dag hun leven riskeren om de waarheid en de realiteit van de oorlog te verslaan.

Zijn bezorgdheid over het lot van de plaatselijke verkozenen die weigeren met de bezetter samen te werken in de gebieden die de Russische Federatie in Rusland heeft overgenomen.

Zijn dankbaarheid en steun voor de burgers van Rusland en Wit-Rusland die met gevaar voor eigen veiligheid de straat zijn opgegaan om de oorlog aan te klagen die in naam van de Russische Federatie met de steun van de onwettige dictator van Wit-Rusland is ontketend, en veroordeelt de arrestatie van duizenden vreedzame demonstranten en eist hun onmiddellijke vrijlating.

ROEPT OP TOT

De Russische Federatie voor een onmiddellijk en onvoorwaardelijk staakt-het-vuren; eist dat de communicatiekanalen met Rusland open blijven en dat de partijen bereid zijn tot dialoog en onderhandelingen totdat een staakt-het-vuren is ingesteld en de oorlog is beëindigd.

De Russische Federatie om haar militaire en paramilitaire acties onmiddellijk te staken, al haar strijdkrachten en uitrusting onvoorwaardelijk van het gehele grondgebied van Oekraïne terug te trekken en de territoriale integriteit volledig te eerbiedigen, de soevereiniteit en onafhankelijkheid van Oekraïne, zoals erkend door resolutie 68/262 van de Algemene Vergadering van de VN van 27 maart 2014 over de territoriale integriteit van Oekraïne, waarin de Algemene Vergadering van de VN haar

gehechtheid bevestigt aan de soevereiniteit, de politieke onafhankelijkheid, de eenheid en de territoriale integriteit van Oekraïne binnen zijn internationaal erkende grenzen.

Alle diplomatieke en politieke middelen te blijven inzetten om de Russische agressie in Oekraïne een halt toe te roepen en een vreedzame oplossing te vinden waarbij de onafhankelijkheid, soevereiniteit en integriteit van Oekraïne worden gewaarborgd.

Europese en internationale instellingen om de gevolgen van de oorlog voor het milieu in de regio te evalueren.

De energieafhankelijkheid, met name van Russisch gas, olie en kolen, aanzienlijk te verminderen, onder meer door diversificatie van energiebronnen en de strategische herinrichting van onze energiemix te versnellen.

VERBINDT ZICH TOT

1. Goed ingeschreven zijn in het kader van het initiatief "gemeenschappelijk ziekenhuis" en de beginselen daarvan naleven. En passende maatregelen te nemen om een waardige opvang te waarborgen voor alle vluchtelingenpopulaties die onder zijn territoriale bevoegdheid vallen.
1. Opvolgen en coördineren van solidariteitsacties in de gemeente en van evenementen ter ondersteuning van de Oekraïense bevolking en de bevolking informeren over de verschillende initiatieven die in dit kader worden ontplooid.
1. Maatregelen nemen ter ondersteuning van de Ukkelaars die in moeilijkheden verkeren ten gevolge van het conflict (energieprijzen, enz.).
1. Russische burgers opvangen die de door het Kremlin georganiseerde vervolging van tegenstanders van de invasie van Oekraïne ontvluchten.
1. Oekraïense kunstenaars in residentie nemen om hen in staat te stellen van hun kunst te blijven leven en op vreedzame wijze te strijden tegen de invasie van hun land.
1. In het kader van haar bevoegdheden op het gebied van de civiele veiligheid en in samenwerking met vrijwillige gemeenten, goederen en materieel te mobiliseren die door de Oekraïense bevolking kunnen worden gebruikt en deze over te dragen aan de bevoegde organisaties, zodat zij veilig kunnen worden afgeleverd.
1. Het aanmoedigen van diverse burgerinitiatieven zoals jumelages, sponsoring, het zenden van voedsel, kleding en diverse materialen naar Oekraïense

gemeenten.

1. Ons land, onze gemeenten en hun burgers aanmoedigen om gastvrij te zijn voor Oekraïense vluchtelingen en andere onderdanen van derde landen die Oekraïne ontvluchten.

EN VRAAGT DE REGERING

1. Oekraïne en zijn bevolking te blijven steunen tegen de agressie van de Russische Federatie.
1. binnen de Europese Unie te blijven ijveren voor een gemeenschappelijke aanpak en een optimale coördinatie tussen de EU-lidstaten binnen de NAVO, op diplomatiek, humanitair en militair niveau.
1. zich op het niveau van de Verenigde Naties te blijven positioneren als pleitbezorger van de handhaving van de dialoog op weg naar vrede, bescherming van de burgerbevolking en beëindiging van de vijandelijkheden.
1. Zowel op nationaal niveau als binnen de EU, de economische sancties tegen Russische banken en bedrijven, en meer in het bijzonder tegen de Russische politieke en economische elite, verscherpen, met name door te voorzien in een mechanisme om hun roerende en onroerende goederen op Belgisch en EU-grondgebied in beslag te nemen/te confisqueren.
1. samen te werken met de EU bij de inventarisatie van de roerende en onroerende goederen van Russische oligarchen.
1. Het internationaal recht en de mensenrechten in al zijn handelingen eerbiedigen.
1. Humanitaire en medische hulp verlenen aan de Oekraïense bevolking, zowel door rechtstreekse bijdragen in Oekraïne als door het organiseren van de opvang van vluchtelingen en gewonden in eigen land en in de Europese Unie.
1. Een opvangbeleid ten uitvoer leggen dat de bescherming van alle vluchtelingen garandeert, in waardigheid, volgens het beginsel van internationale solidariteit en zonder discriminatie.

1. Bijzondere aandacht besteden aan de opvolging en de terbeschikkingstelling van middelen aan de gemeenten en de OCMW's om hen in staat te stellen hun taken op het gebied van opvang, solidariteitsinitiatieven en de toename van het aantal verzoeken om sociale bijstand als gevolg van de internationale situatie en de daaruit voortvloeiende maatregelen, uit te voeren.

1. het Internationaal Atoomenergie Agentschap te verzoeken een werkgroep op te richten die specifiek toezicht houdt op de activiteiten van de Russische Federatie met betrekking tot de veiligheid van kerncentrales, installaties en splijtstoffen.

***De burgemeester** prijst het werk van de h. Hayette en alle fractieleiders en leden van de gemeenteraad over dit dramatische onderwerp dat alle burgers aangaat en ons eraan herinnert hoe gelukkig we zijn in een democratie te leven, te kunnen debatteren, te demonstreren en elkaar tegen te spreken, terwijl minder dan 2.000 km hiervandaan een heel volk wordt geconfronteerd met oorlog, ellende en het onbekende.*

Het optreden van een gemeente speelt zich uiteraard af op plaatselijk niveau dat zowel een beetje als veel voorstelt.

Het is veel, want het was duidelijk dat de Ukkelse bevolking zich zeer solidair toont en dat symbolen ook heel belangrijk zijn.

Een gemeente kan niet alles doen maar moet natuurlijk wel alles proberen.

Mevr. Ledan, belast met internationale solidariteit, zal de door de gemeente op dit gebied gevoerde acties toelichten.

***De h. Hayette** verklaart dat de raad de gezamenlijke verklaring over Oekraïne zal steunen.*

Er is de afgelopen maand zoveel over Oekraïne geschreven en het is nodig de woorden te vinden om de opstand en de onuitsprekelijke afkeer te beschrijven die het Oekraïense volk voelt ten overstaan van het broedermoordelijk bloedbad dat het heeft aangericht, verdeeld tussen twee geschiedenissen, twee identiteiten.

Voor Albert Camus, is een opstandige man een man die nee zegt. Dit "nee" bevestigt het bestaan van een grens. In het conflict tussen Rusland en Oekraïne zijn de grenzen vanaf de eerste dag overschreden.

Als het lijden individueel is, is de opstand collectief. Het kwaad dat een enkel mens ervaart, wordt een collectieve plaag. Volgens Camus is opstand het eerste bewijs van denken in de dagelijkse beproeving. Dit bewijs trekt het individu uit zijn eenzaamheid: ik kom in opstand, daarom zijn wij.

De gemeenschappelijke verklaring beoogt niets anders dan uitdrukking te geven aan deze opstand, aan onze opstand.

Gezien de aanwezigheid van de Russische en de Oekraïense ambassade op het grondgebied van Ukkel, was het aan de gemeenteraad om zijn standpunt over de agressie van Oekraïne door de Russische Federatie kenbaar te maken.

De gezamenlijke verklaring is erop gericht de Russische militaire agressie krachtig te veroordelen, maar ook het recht van Oekraïne om zichzelf te verdedigen in herinnering te brengen en te steunen.

Vervolgens wil het de reeks acties en maatregelen in herinnering brengen die de Belgische regering heeft ondernomen om Oekraïne en zijn bevolking te helpen, alsook de voorstellen van de Europese Raad en zijn voorzitter, Charles Michel, de initiatieven van Ursula von der Leyen en Josep Borrell, en de vredespogingen onder leiding van Emmanuel Macron en Olaf Scholz.

Tenslotte beoogt deze verklaring de rol van de gemeenten en de lokale autoriteiten in deze crisis te omschrijven en hen te betrekken bij de beslissingen van de federale regering en de Europese Unie om de gevolgen van de oorlog aan te pakken.

Als de raad wil dat onze bevolking de dagelijkse komst van vele Oekraïense vluchtelingen in onze wijken, scholen en ziekenhuizen aanvaardt, is dit derde aspect van essentieel belang.

Een eerste stap is gezet met de activering van de richtlijn van 2001 betreffende tijdelijke activering, aangevuld met de terugbetaling van 135% van het equivalent van het leefloon, bedoeld om de administratieve kosten en andere door de crisis opgelegde behoeften te dekken gedurende de eerste vier maanden (125% voor de gehele duur van de opvolging van het dossier).

De gemeenten, de burgemeesters en de voorzitters van de OCMW's, die al uitgeput zijn door de gezondheidscrisis, zullen in deze nieuwe crisis in de frontlinie staan. Zij zullen tientallen of zelfs honderden vluchtelingen moeten opvangen, huisvesten en voeden en wegens de nabijheid van de ambassades van de betrokken landen zal Ukkel natuurlijk meer worden gevraagd dan de andere Brusselse gemeenten.

De solidariteit van de burgers van Ukkel, die uitzonderlijk zijn, zal nodig zijn. De h. Hayette is ervan overtuigd dat zij zullen ingaan op de verzoeken van de gemeentelijke autoriteiten.

De vluchtelingen verkeren in zo'n nood dat zij denken dat solidariteit voldoende zal zijn om de problemen op te lossen en dat zij over een paar weken naar huis zullen kunnen terugkeren. Maar wat zal er gebeuren als het conflict zich voortsleept? De h. Hayette herinnerde eraan dat de uitputtingsoorlog in het voormalige Joegoslavië in het begin van de jaren negentig vijf jaar heeft geduurd. Hoe lang zal deze oorlog aan de grenzen van Europa duren? Er waren 40.000 vluchtelingen aan het begin van de jaren '90, er zouden er 200.000 moeten zijn tijdens deze Oekraïense crisis, voornamelijk ten laste van de gemeenten.

De Europese Commissie en het Europees Parlement hebben de beschikbare middelen bijeengebracht om de staten, regio's en gemeenten te helpen de gevolgen van deze toevloed van vluchtelingen op te vangen. De door de Commissie genoemde 14 miljard euro voor de Europese Unie zal waarschijnlijk niet genoeg zijn.

De federale regering heeft een task force opgericht om de eisen van de gefedereerde entiteiten te behandelen maar volgens de informatie van de h. Hayette is alleen Vlaanderen daarin vertegenwoordigd.

De Europese Unie vraagt zich ook af hoe zij de gemeenten rechtstreeks kan helpen, terwijl tot nu toe alleen de lidstaten in aanmerking kwamen voor Europese middelen. De Europese Commissie werkt al aan een mechanisme om financiële steun aan gemeenten te garanderen. De raad moet in actie komen om ervoor te zorgen dat Ukkel niet de vergeten gemeente van het Brussels Gewest wordt.

De h. Hayette bedankt de burgemeester voor zijn vertrouwen en de verschillende fracties voor hun bijdragen aan deze gemeenschappelijke verklaring.

De h. Desmet bedankt de PS, en de h. Hayette in het bijzonder, voor het initiatief tot deze gemeenschappelijke verklaring.

Deze verbintenis zal geen einde maken aan deze oorlog, waarvan de vermeende rechtvaardiging op een pak leugens berust, en de Russische dictator zal er uiteraard geen aandacht aan schenken.

Maar Ukkel kon niet ongevoelig blijven, temeer daar de ambassades van de twee oorlogvoerende landen zich op zijn grondgebied bevonden.

De schepenen, de gemeentediensten en het OCMW hebben zich onmiddellijk gemobiliseerd om te reageren op de noodsituatie die was ontstaan door de toevloed van vluchtelingen en om te trachten de voorstellen van de burgers van Ukkel, die hun medeleven met de Oekraïners wilden betuigen, te ondersteunen.

De burgerbevolking is altijd het eerste slachtoffer van oorlogen, door Blaise Cendrars omschreven als "vuiligheid".

Ook het milieu wordt vernietigd, in een land met belangrijke en bijzonder gevoelige biotopen.

*De tragedie die zich de voorbije maand in Oekraïne heeft afgespeeld, zou politici ertoe moeten aanzetten onze economie minder afhankelijk te maken van totalitaire regimes waar de mensenrechten dagelijks met voeten worden getreden.
Moge de vrede zo snel mogelijk wederkeren!*

Mevr. Fremault bedankt de h. Hayette voor zijn initiatief en alle fracties die met hun amendementen hebben bijgedragen tot de opstelling van een zo volledig mogelijke tekst.

De inzet van dit conflict is verre van verwaarloosbaar voor de gemeenschap.

Miljoenen Oekraïense burgers zijn hun land ontvlucht. Er zijn er al 20.000 op Brussels grondgebied en 37% van de in Heyzel geregistreerde vluchtelingen zal in het Brussels Gewest verblijven.

De lokale overheden zullen dus rekening moeten houden met een hele reeks elementen: de coördinatie tussen het Brussels Gewest en de gemeenten, het ingaan van de provinciale crisisfase (waarover veel burgemeesters zich al hebben uitgesproken), en het zeer waarschijnlijk ingaan van een federale crisisfase in de komende weken.

Naar aanleiding van een verzoek van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is een intra-Brussels coördinatiecomité opgericht dat zeer regelmatig zal vergaderen.

Pierre Verbeeren is aangesteld als coördinator voor de opvang van Oekraïense vluchtelingen, die de kern zal vormen van een mechanisme dat vergelijkbaar is met het mechanisme dat in Vlaanderen is opgezet.

Mevr. Fremault betreurd dat deze benoeming slechts voor twee maanden geldt, terwijl deze crisis duidelijk van lange duur zal zijn.

Het huisvestingsvraagstuk is van cruciaal belang. Veel Ukkelse burgers verwelkomen nu al Oekraïense vluchtelingen, wat een teken van grote vrijgevigheid is, maar ook de gemeentediensten zullen het voortouw nemen, of het nu gaat om het Sociaal Woningbureau (SWU) of het OCMW.

Op gewestelijk niveau wordt nagedacht over het opzetten van een eerstelijnsopvang van vluchtelingen in leegstaande kantoren, met name in het "Ariane"-gebouw in Sint-Lambrechts-Woluwe.

Er zal ook een beroep worden gedaan op de gemeentediensten om de vluchtelingen psychosociale en educatieve steun te verlenen.

In dit verband heeft het gespecialiseerd onderwijs in Ukkel coördinatiecellen opgericht voor de opvang van Oekraïense kinderen met een handicap.

De begrotingssituatie zal uiteraard nauwlettend in het oog moeten worden gehouden, aangezien de gemeentelijke financiën door deze crisis opnieuw op de proef zullen worden gesteld, nadat zij reeds zwaar onder druk zijn gezet door de gezondheids crisis.

De gemeenschappelijke verklaring heeft de verdienste dat zij alle vraagstukken in een breed perspectief plaatst.

Mevr. Delvoye bedankt de h. Hayette voor het initiatief tot deze verklaring, aan de opstelling waarvan zij met veel genoegen had deelgenomen.

Zij prijst het harde werk van het college en het bestuur, alsmede de vrijgevigheid van de Ukkelaars die hun deuren hadden opengesteld.

Het OCMW verwacht een groot aantal personen en bijgevolg een aanzienlijke toename van het aantal te behandelen dossiers.

De h. De Bock bedankt het gemeentebestuur voor zijn inspanningen en de Ukkelse burgers die de Oekraïense vluchtelingen met grote vrijgevigheid hadden ontvangen.

De mogelijkheid om vrij over dit onderwerp te spreken is symbolisch van groot belang in een gemeente die de Russische ambassade op haar grondgebied huisvest.

Het momentum en de bewustwording die deze crisis bij de bevolking teweegbrengt, moet leiden tot veel meer structurele oplossingen. In het bijzonder moeten vraagtekens worden geplaatst bij de manier waarop eerdere vluchtelingengolven, met name die uit Syrië, zijn behandeld. Deze tragische gebeurtenissen zijn een gelegenheid om onszelf individueel en collectief in vraag te stellen.

Défi is solidair met de Oekraïners, maar ook met de in België wonende Russen, die represailles vrezen omdat zij met het regime van hun land worden samengevoegd.

De h. Cools zegt dat de Oekraïners vechten voor de vrijheid om in hun eigen land te leven, in een onafhankelijk en democratisch land, en zij verzetten zich met een ongekende heldhaftigheid tegen de indringers.

Na een maand oorlog zijn er vele doden, vooral kinderen, en de massale verwoesting van vele steden.

Het aantal vluchtelingen dat Oekraïne heeft verlaten, bedraagt bijna 4 miljoen.

Het Russische leger, dat niet aarzelt om verboden wapens zoals clusterbommen of fosforbommen te gebruiken, plundert humanitaire konvooien en schiet er zelfs op.

De Ukkelse vertegenwoordigers kunnen niet ongevoelig blijven voor het feit dat in de door het Russische leger gecontroleerde gebieden de plaatselijke verkozenen het slachtoffer zijn van overvallen.

Als Poetin in Oekraïne niet wordt tegengehouden, is er reden om te vrezen dat hij verder zal gaan.

Het zou interessant zijn een inventaris op te maken van de door de gemeente genomen initiatieven, zoals het ter beschikking stellen van leegstaande woningen voor vluchtelingen of het verspreiden van informatie op de gemeentelijke website voor burgers die vluchtelingen in huis willen opnemen. Ook initiatieven die in de toekomst kunnen worden genomen, moeten worden onderzocht.

Wallonië moet rekening houden met ongeveer 70.000 vluchtelingen en de Duitstalige Gemeenschap met 1.300, volgens informatie die aan de h. Cools is verstrekt door de burgemeester van Malmédy, na een vergadering van alle Waalse burgemeesters, en door de voorzitter van de Duitstalige Gemeenschap.

Wat de initiatieven van meer politieke aard betreft, is de h. Cools van mening dat het verzoek om de Frélaan om te dopen tot de Volodymyr Zelenskylaan niet op zijn plaats is: niettegenstaande het ongemak dat de inwoners ondervinden door de wijziging van straatnamen (wijziging van identiteitspapieren, visitekaartjes, enz.), zou een dergelijke keuze niet verstandig zijn omdat Hubert De Fré een opmerkelijk man is, aan wie de Ukkelaars de ontwikkeling van openbare begraafplaatsen te danken hebben die voor iedereen openstaan op pluralistische basis.

Het zou beter zijn om de weg langs de Russische ambassade naar de Oekraïense president te noemen.

Wij zouden ons ook kunnen laten inspireren door andere initiatieven, zoals dat van de vereniging van burgemeesters van Frankrijk, die een jumelagecampagne met Oekraïense steden is begonnen. Deze jumelages uit oorlogstijd zijn voorbestemd om jumelages voor de wederopbouw te worden.

De gemeente Strassen in Luxemburg heeft een Maison de l'Ukraine ingericht met Wi-Fi en internettoegang, waar Oekraïense vluchtelingen contacten kunnen leggen.

Ruimten in het nieuwe gemeentehuis zouden voor dergelijke initiatieven kunnen worden gebruikt.

Samenwerking tussen Oekraïense en buitenlandse gemeenten vindt ook plaats via het project "Cities for cities", dat op het internet is gelanceerd.

De h. Cools moedigt het college aan om nog verder te gaan dan hetgeen reeds is ondernomen ter bestrijding van wat de grootste ramp op het Europese continent sinds de tweede wereldoorlog blijkt te zijn.

De h. De Bock vraagt meer informatie over de manier waarop vluchtelingen in Ukkel

zullen worden opgevangen.

Wat zijn de vastgestelde behoeften?

Welke personele en financiële middelen worden door de gemeente ter beschikking gesteld?

Zijn de rol en de plaats van Ukkel in het systeem goed gecoördineerd met de buurgemeenten en de eisen van het Gewest?

Hoe wordt de informatie georganiseerd om tegemoet te komen aan de verzoeken van de burgers en om de enorme golf van solidariteit te coördineren?

Schepen Ledan antwoordt dat de volledige steun van de gemeente voor de Oekraïense bevolking vele vormen aanneemt.

De raad werd verzocht zijn goedkeuring te hechten aan een gift van 5.000 euro aan het Hoge Commissariaat van de Verenigde Naties voor vluchtelingen (UNHCR) om dit in staat te stellen de slachtoffers van het conflict ter plaatse te helpen, door middel van medische verzorging, psychosociale steun en opvangstructuren aan de Oekraïense grenzen.

Sinds 1 maart wordt een beroep gedaan op het OCMW en de gemeentediensten om te helpen bij de Oekraïense crisis. Dit is het geval voor de diensten Vreemdelingen, Internationale Solidariteit, Sociale Actie en Cohesie, en zal ook het geval zijn voor de diensten Onderwijs, Vervoer, Uitlening van Materiaal en Communicatie.

De federale regering heeft de gemeenten belast met de coördinatie en het beheer van de opvang van de Oekraïense vluchtelingen op lokaal niveau, in samenwerking met het Gewest, zowel voor crisisopvang (tot 10 dagen) als voor langdurige opvang.

Ook de steun aan burgers die initiatieven ten gunste van Oekraïners hebben gelanceerd, is aan de gemeenten toevertrouwd. Daartoe is een ambtenaar aangesteld die belast is met de coördinatie met het Nationaal Crisiscentrum en via dit contactpunt wordt een hele reeks gegevens tussen de gemeente en het Gewest doorgegeven.

De gemeente Ukkel is dus volledig geïntegreerd in het opgezette systeem en werkt, dankzij tweewekelijkse contacten, samen met de verschillende betrokken instanties: de hoge ambtenaar, het crisiscentrum, het Gewest en alle gemeenten van het land.

Sinds 2 maart is een onlineformulier beschikbaar waarmee burgers die mensen willen ontvangen, zich als gastheer of -vrouw kunnen laten registreren.

Er zijn al meer dan 400 accommodaties geregistreerd, wat bewijst hoe groot de solidariteitsbeweging is.

Er is ook een samenwerking tot stand gebracht met Entraide Boetendael-Alliance, die giften inzamelt bij de Ukkelse bevolking, die vervolgens door de gemeente worden doorgestuurd naar Heyzel.

Ingevolge een omzendbrief van 18 maart waarin de voorwaarden voor logiesverstrekking worden gepreciseerd, zal van de gastheren een verklaring op erewoord worden verlangd.

De dienst Bevolking zal ook het strafregister van de gastheren moeten controleren, die, indien zij uiteindelijk worden geselecteerd, zullen worden opgenomen in de "housing tool" (gegevensbank van Fedasil).

Er worden beleefdheidsbezoeken gepland om de gastheren te ontmoeten, onder toezicht van de dienst Sociale Actie.

Een dertigtal vluchtelingen ontvangt reeds sociale steun van het OCMW, waardoor zij toegang krijgen tot het leefloon. Voor deze maatregelen ten behoeve van vluchtelingen, waarvoor het college hoopt dat de federale regering tussenbeide komt, zal een begrotingswijziging worden ingediend, maar het is in dit stadium nog te vroeg om een orde van grootte aan te geven van de bedragen die zullen worden vastgelegd.

De welkomstbrochure en de informatiefolders van het OCMW zijn in het Oekraïens vertaald.

De gegevens betreffende de zogenaamde "duurzame" huisvesting (d.w.z. voor een

langere periode) zullen moeten worden opgenomen in de door het Gewest beheerde databank.

Het college is van plan om 7 gemeentelijke accommodaties ter beschikking te stellen. Het gemeentebestuur zal ook een woning moeten beheren die door Vivaqua ter beschikking wordt gesteld.

Het meubilair voor de permanente accommodatie zal door de gemeente moeten worden verstrekt.

De dienst Opvoeding centraliseert alle aanvragen voor Oekraïense kinderen om naar gemeentescholen te gaan. De scholen Longchamp en Centre hebben reeds 23 Oekraïense leerlingen.

De dienst Bijschoolse Activiteiten bereidt zich ook voor op de mogelijke komst van Oekraïense kinderen tijdens de komende schoolvakanties.

Mensen uit Oekraïne hebben de mogelijkheid om Franse cursussen te volgen aan het Centre d'enseignement de promotion sociale d'Uccle (CPSU).

De verschillende burgerinitiatieven worden systematisch opgesomd, of het nu gaat om vertaalaanbiedingen, stage of evenementen.

De gemeentelijke website vermeldt de verschillende beschikbare informatiebronnen, zoals de platforms Oekraïne 1212 en ukraine.be.

De Roze Hoeve staat ter beschikking van de Ukkelse kunstenaars voor de organisatie van een veiling ten bate van de Oekraïners.

Deze ruimte zou ook kunnen dienen als ontmoetingsplaats voor Oekraïners op bepaalde tijdstippen van de week.

Wat de vluchtelingenstroom betreft, wordt verwacht dat ongeveer 20.000 mensen in het Brusselse Gewest zullen aankomen, waarvan een moeilijk te schatten deel in Ukkel terecht zal komen.

Tot dusver zijn ongeveer 70 personen, hoofdzakelijk vrouwen, geregistreerd bij de dienst Vreemdelingen, en een dertigtal personen bij het OCMW.

Bovendien komen er ook Oekraïners binnen via hun eigen netwerken en contacten, zonder dat de plaatselijke autoriteiten daarvan op de hoogte worden gebracht.

De h. Cools merkt op dat er geen verdeeldheid bestaat tussen de meerderheid en de oppositie over een onderwerp dat een humanitaire plicht is.

Hij herinnert eraan dat de gemeenteraadsleden in het begin van de crisis regelmatig per e-mail op de hoogte werden gehouden van de genomen besluiten en de ontwikkeling van de situatie. Het zou nuttig zijn om op dezelfde wijze te zorgen voor een regelmatige en systematische uitwisseling van informatie tussen het college en de raad in de context van de crisis in Oekraïne.

De h. De Bock wijst erop dat dit de eerste keer is dat de financiële verantwoordelijkheid voor vluchtelingen voor 100% door het federale niveau wordt gedragen.

Het is dan ook onjuist te beweren dat deze crisis aanzienlijke extra kosten voor het OCMW zal meebrengen. In werkelijkheid heeft het gemeentelijk niveau vooral administratieve taken te vervullen.

De Bock betreurt echter dat er aan het begin van de crisis enige aarzeling bestond tussen de federale regering en de gewesten over hun respectieve verantwoordelijkheden.

In ieder geval waren communicatie en coördinatie nodig, want burgers die voedsel, kleding, uitrusting, enz. hadden meegebracht, konden niet worden teleurgesteld. Toezicht is echter noodzakelijk, omdat sommige burgers in hun vrijgevigheid dingen hebben meegebracht die soms niet nodig zijn.

De golf van vrijgevigheid moet echter worden aangemoedigd, vooral omdat de overheid niet in staat is om aan alle huisvestingsbehoeften te voldoen. Het is dan ook van essentieel belang dat burgers voor huisvesting zorgen.

In dezelfde geest zou het nuttig zijn steun te verlenen aan voorstellen voor bijstand van particuliere bedrijven, zoals Proximus, dat gratis communicatiekosten aanbiedt.

***De burgemeester** heeft veel berichten ontvangen waarin om een naamswijziging van de Frélaan wordt gevraagd, maar dit voorstel lijkt hem niet redelijk.*

Anderzijds was hij er niet principieel op tegen om de naam van de steeg naast de Russische ambassade te veranderen.

Voorts is de burgemeester van mening dat de Oekraïners moedig en doeltreffend moeten worden gesteund, zonder de Russen die in Ukkel wonen en die het lang niet allemaal eens zijn met het door hun regering gevoerde beleid, in diskrediet te brengen. Sommige Russische onderdanen (gelukkig weinig in aantal) hadden hem inderdaad gemeld dat zij het slachtoffer waren geworden van onaangename houdingen, maar dergelijk gedrag mag niet tot ontwikkeling komen.

***De h. Cornelis** deelt mee dat uit de laatste cijfers blijkt dat 45 mensen hulp hebben gezocht bij het OCMW. Deze mensen verblijven in particuliere woningen (22 gezinnen).*

***Mevr. Van Offelen** deelt mee dat een huisbaas in haar buurt een leegstaand huis ter beschikking van de Oekraïeners had gesteld en dat de buurt in actie was gekomen om het gebouw schoon te maken en een soort donatiecentrum op te zetten waar kleding, meubilair en uitrusting werden ingezameld.*

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

24.03.2022/A/0003 **Interpellation de M. Cools : les formes de soutien que notre commune peut apporter à l'Ukraine.**

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : de hulp die onze gemeente aan Oekraïne kan bieden.

De Raad neemt kennis.

2 annexes / 2 bijlagen

Interpellation sur l'Ukraine.docx, 2022 03 14 Friedensappell Appeal for peace DE EN FR RU.pdf

24.03.2022/A/0004 **Interpellation de M. De Bock : la situation de l'accueil des réfugiés dans notre commune.**

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. De Bock : het onthaal van de vluchtelingen in onze gemeente.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

24-3 Interpellation de M. De Bock concernant la situation de l'accueil des réfugiés dans notre commune.docx

24.03.2022/A/0005 **Remplacement du suppléant du Président du Conseil.**

Le Conseil,

Attendu que Mme Laurence Vandeputte, suppléante de la Présidente du Conseil communal, a démissionné de sa fonction de conseillère communale,

Qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement,

Qu'un acte de présentation au poste du suppléant du Président du Conseil communal reconnu recevable, a été introduit pour la candidature de M. Yannick Franchimont, conseiller communal,

Que Mme la Présidente invite l'Assemblée à élire le suppléant du Président du Conseil communal, au scrutin secret;

Que tous les membres présents prennent part au vote et que le dépouillement donne le résultat suivant : M. Franchimont obtient 29 voix pour, 1 contre, il y a 9 votes blancs.

M. Franchimont réunit donc la majorité absolue des suffrages et est élu suppléant de la Présidente du Conseil communal.

Le Conseil approuve le point.

Vervanging van de plaatsvervanger van de Voorzitter van de Raad.

De Raad,

Overwegende dat Mevr. Laurence Vandeputte, vervangster van de Voorzitster van de Gemeenteraad, ontslag genomen heeft als gemeenteraadslid,

Dat zij vervangen dient te worden,

Dat er een ontvankelijke akte van voordracht werd ingediend voor de kandidatuur van de h. Yannick Franchimont, gemeenteraadslid, als vervanger van de Voorzitster van de Gemeenteraad,

Dat Mevr. de Voorzitster de Vergadering uitnodigt om de plaatsvervanger van de Voorzitter van de Gemeenteraad te kiezen bij geheime stemming;

Dat alle aanwezige leden deelnemen aan de stemming en deze volgend resultaat geeft : de h. Franchimont krijgt 29 stemmen voor, 1 tegen, er zijn 9 onthoudingen.

De h. Franchimont heeft bijgevolg de volstrekte meerderheid van de stemmen en is verkozen als vervanger van de Voorzitter van de Gemeenteraad.

De Raad keurt het punt goed.

1 annexe / 1 bijlage

Candidature+de+M.+Franchimont+-+vice+présidence.pdf

24.03.2022/A/0006 **Approbation du registre de la séance du Conseil communal du 27 janvier 2022.**

Le Conseil approuve le point.

Goedkeuring van het register van de zitting van de Gemeenteraad van 27 januari 2022.

De Raad keurt het punt goed.

*1 annexe / 1 bijlage
Registre+complet.pdf*

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

24.03.2022/A/0007 Marchés publics.- Nouvelle loi communale, article 234, § 3.- Prise pour information des décisions du Collège échevinal.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 22 février 2022 - Centre Opérationnel Stalle - Construction d'un nouveau bâtiment - Approbation du dépassement de la dépense de 105.685,14 € - Article 137/722-60/96;
- 22 février 2022 - Conception d'un projet d'ameublement et aménagement du nouveau centre administratif communal - Lot 1 (Espaces disposant d'un inventaire exhaustif) - Approbation du marché subséquent relatif à la commande 6 - 611,05 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/58;
- 8 mars 2022 - Entretien des revêtements routiers en asphalte - 100.030,70 € (T.V.A. comprise) - Article 421/124-06/82;
- 8 mars 2022 - Mobilier pour les écoles communales et les prégardiennats 2022 - 78.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/741-51/40, 722/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40 et 84402/741-51/40;
- 8 mars 2022 - Petits matériels scolaires pour les écoles communales 2022 - 135.000 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40 et 75102/124-02/40;
- 15 mars 2022 - Projet " U " - Rénovation et aménagement du nouveau centre administratif de la Commune - Approbation de la liquidation de la facture relative au huitième état d'avancement des frais d'honoraires - 290.085,77 € (T.V.A. comprise) - Article 137/747-60/80.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, § 3.- Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, § 3 en 236,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 22 februari 2022 - Operationeel Centrum Stalle - Optrekken van een nieuw gebouw - Goedkeuring van de overschrijding van de uitgave met 105.685,14 € - Artikel 137/722-60/96;
- 22 februari 2022 - Ontwerp van een project inzake meubilair en inrichting van het nieuwe gemeentelijke administratieve centrum - Lot 1 (ruimtes met een exhaustieve inventaris) - Nakomende opdracht - Bestelling 6 - 611,05 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/58;

- 8 maart 2022 - Onderhoud van de wegbedekkingen in asfalt - 100.030,70 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/124-06/82;
- 8 maart 2022 - Meubilair voor de gemeentescholen en -peutertuinen 2022 - 78.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/741-51/40, 722/741-51/40, 75101/741-51/40, 75102/741-51/40 en 84402/741-51/40;
- 8 maart 2022 - Kleine schoolbenodigdheden voor de gemeentescholen 2022 - 135.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/124-02/40, 722/124-02/40, 75101/124-02/40 en 75102/124-02/40;
- 15 maart 2022 - " U " - Renovatie en inrichting van het nieuw administratief centrum van de Gemeente - Goedkeuring van het betalen van de factuur van de achtste vorderingsstaat en honoraria - 290.085,77 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/747-60/80.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

24.03.2022/A/0008 **Absence de Mme la Secrétaire communale.- Remplacement.- Confirmation.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 50 de la nouvelle loi communale stipule que : "*Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 44, le Conseil communal désigne un Secrétaire faisant fonction en cas d'empêchement du Secrétaire ou de vacance de l'emploi. S'il y a urgence, la désignation est faite par le Collège des Bourgmestre et échevins et confirmée par le Conseil communal au cours de sa plus prochaine séance*";

Que Mme la Secrétaire communale est absente du 7 mars 2022 jusqu'au 8 avril 2022 inclus;

Qu'elle était déjà absente du 10 janvier 2022 au 6 mars 2022;

Que M. Patrick De Nutte n'a été désigné comme secrétaire faisant fonction que jusqu'au 28 février 2022 inclus car il devait partir à la pension le 1 mars 2022;

Que lors de sa séance du 24 février 2022, le Conseil communal a décidé de déroger au règlement communal sur le maintien en service au-delà de 65 ans en marquant son accord sur le maintien en service de M. Patrick De Nutte à partir du 1er mars 2022 pour une période de 6 mois et jusqu'au 31 août 2022 maximum et ce, pour assurer la continuité du service le temps de trouver un chef de département qui le remplacera;

Que vu l'urgence eu égard au principe de la continuité du service public, le Collège des Bourgmestre et Echevins a procédé, lors de sa séance du 8 mars 2022, à la désignation de M. Patrick De Nutte, Chef de Département, comme Secrétaire communal faisant fonction jusqu'au 8 avril 2022;

Qu'en vertu de l'article 50 de la NLC susmentionné, cette désignation doit être confirmée par le Conseil communal au cours de sa plus prochaine séance,

Décide de confirmer la désignation de M. Patrick De Nutte, Chef de Département, comme Secrétaire communal faisant fonction du 1 mars 2022 jusqu'au 8 avril 2022 inclus.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Afwezigheid van Mevr. de Gemeentesecretaris.- Vervanging.- Bekrachtiging.

De Raad,

Aangezien artikel 50 van de Nieuwe Gemeentewet bepaalt : "*Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel 44, stelt de gemeenteraad, bij verhindering van de secretaris of bij vacature van het ambt, een waarnemende secretaris aan. In spoedeisende gevallen wordt de aanstelling door het college van burgemeester en schepenen gedaan en door de raad in zijn eerstvolgende vergadering bekrachtigd*";
Aangezien mevrouw de gemeentesecretaris afwezig is van 7 maart 2022 tot en met 8 april 2022;

Aangezien ze al afwezig was van 10 januari 2022 tot 6 maart 2022;

Aangezien dhr. Patrick De Nutte slechts als waarnemend secretaris aangesteld werd tot en met 28 februari 2022 aangezien hij op 1 maart 2022 met pensioen moest gaan;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 24 februari 2022 beslist heeft om af te wijken op het gemeentereglement op de voortzetting van de dienstactiviteit na 65 jaar door zijn goedkeuring te verlenen aan de indiensthouding van dhr. Patrick De Nutte vanaf 1 maart 2022 voor een periode van 6 maanden ten laatste tot 31 augustus 2022, en dit om de doorlopende dienstverlening te verzekeren terwijl er een departementshoofd gezocht wordt dat hem zal vervangen;

Aangezien gelet op de hoogdringendheid gezien het principe van de doorlopende openbare dienstverlening het college van burgemeester en schepenen in zitting van 8 maart 2022 overgegaan is tot de aanstelling van dhr. Patrick De Nutte, departementshoofd, als waarnemend gemeentesecretaris tot 8 april 2022;

Aangezien krachtens artikel 50 van de voornoemde NGW deze aanstelling bekrachtigd moet worden door de gemeenteraad in zijn eerstvolgende vergadering,
Beslist de aanstelling van dhr. Patrick De Nutte, departementshoofd, als waarnemend gemeentesecretaris van 1 maart 2022 tot en met 8 april 2022 te bekrachtigen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Délibération Collège.pdf

DÉPARTEMENT ÉTAT CIVIL - DEPARTEMENT BURGERLIJKE STAND

État civil - Burgerlijke stand

24.03.2022/A/0009 **Déménagement.- Célébration des mariages.**

Le Conseil,

Vu que l'Assemblée a marqué son accord pour le déménagement de l'ensemble des services administratifs de la commune vers le bâtiment U sis rue de Stalle, 77;

Considérant qu'il a été décidé que les mariages seront toujours célébrés dans la salle actuelle du Conseil communal située place Jean Vander Elst, 29 et ce, y compris, après le déménagement vers le bâtiment U;

Vu que l'article 165/1 du Code civil précise que « le Conseil communal peut désigner, sur le territoire de la commune, d'autres lieux publics à caractère neutre, dont la commune a l'usage exclusif, pour célébrer les mariages et ce y compris les dimanches et jours fériés »,

Décide de désigner le bâtiment situé place Jean Vander Elst, 29 à 1180 Uccle, comme lieu de célébration des mariages y compris les dimanches et jours fériés.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Verhuizing.- Huwelijksplechtigheden.

De Raad,

Overwegende dat de vergadering heeft ingestemd met de verhuizing van alle administratieve diensten van de gemeente naar het gebouw U in de Stallestraat 77;

Overwegende dat werd besloten dat huwelijken nog steeds zullen worden voltrokken in de huidige gemeenteraadszaal (Jean Vander Elstplein 29), ook na de verhuizing naar het gebouw U;

Gelet op artikel 165/1 van het Burgerlijk Wetboek : "De gemeenteraad kan op het grondgebied van de gemeente andere openbare plaatsen met een neutraal karakter, waarvan de gemeente het uitsluitend gebruiksrecht heeft, aanwijzen om huwelijken te voltrekken, met inbegrip van zon- en feestdagen",

Beslist het gebouw gelegen aan het Jean Vander Elstplein 29 te 1180 Ukkel, aan te wijzen als de plaats voor de voltrekking van huwelijken, met inbegrip van zon- en feestdagen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

24.03.2022/A/0010 **C.P.A.S.- Budget 2022.**

Le Conseil,

Vu les articles 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 et 112 bis de la loi organique des Centres publics d'action sociale;

Vu le commentaire du Président du Conseil de l'Action sociale;

Attendu que l'insuffisance des ressources du Centre public d'action sociale pour 2022 s'élève à 19.220.027,00 €;

Attendu que cette insuffisance sera couverte par une intervention directe de la Commune de **19.220.027,00 €**;

Attendu que le projet de budget du C.P.A.S. a été soumis à la concertation le 21 février 2022 conformément aux articles 26 et 26 bis de la loi organique du C.P.A.S.;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 21 février 2022 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2022 :

- recettes d'exploitation **58.790.249,08 €**

- dépenses d'exploitation **58.598.433,13 €**

- recettes d'investissement **33.070.310,31 €**

- dépenses d'investissement **33.262.126,26 €**,

Décide d'approuver la délibération du Conseil de l'Action sociale du 21 février 2022 arrêtant le budget du C.P.A.S. pour l'exercice 2022.

M. Hayette rappelle que lors de l'exercice budgétaire précédent, le groupe socialiste

avait regretté que la dotation au CPAS fût trop modeste, eu égard aux conséquences de la crise sanitaire sur la situation socio-économique des Ucclois.

Ceci avait débouché sur des demandes d'augmentations budgétaires au cours de l'année 2021.

Malgré une légère amélioration, la situation économique demeure précaire, avec la conjugaison de la crise sanitaire, de la crise énergétique et de la guerre en Ukraine.

Lors de la confection du budget 2022, la commune a heureusement entendu le message du groupe socialiste en augmentant de 10 % la dotation au CPAS.

Selon la note de politique générale, la situation est plus favorable à Uccle que dans le reste de la Région bruxelloise, mais si le revenu net imposable médian est plus élevé à Uccle que dans les autres communes bruxelloises, les disparités de revenus y sont plus importantes et le loyer mensuel moyen d'un appartement de deux chambres y est plus élevé (environ + 10 %).

La tendance à l'augmentation du nombre de personnes aidées semble s'être stabilisée après s'être intensifiée en 2019 et 2020. Cependant, on déplore l'arrivée d'un nouveau public, constitué notamment par les personnes qui ont perdu leur emploi à cause de la pandémie et qui n'avaient pas pour habitude de solliciter l'aide du CPAS.

Le recours à l'aide alimentaire est nettement plus fréquent.

La problématique du logement suscite aussi des inquiétudes en raison du surendettement causé par les arriérés de loyer et l'augmentation des notes de chauffage et d'électricité.

La volonté de renforcer la communication interne et externe amènera-t-elle au développement de synergies avec la cellule Communication de la commune ? Quels seront les critères de rédaction de la page Facebook du CPAS ?

M. Hayette partage les préoccupations de la cellule Médiation de dettes quant aux coûts de la consommation énergétique. Il rappelle à cet égard sa proposition en faveur d'un guichet d'énergie commun. Considérer que l'augmentation des coûts de l'énergie n'excéderait pas 6 % est sans doute trop optimiste.

Le groupe socialiste avait émis des doutes sur l'architecture informatique du nouveau centre administratif. Comment sera conçue l'architecture informatique du CPAS ?

Pour les usagers du CPAS, il est important de revenir au mode présentiel et ne pas tout miser sur le télétravail, quoique la pandémie ne s'éloigne que lentement.

M. Hayette ne doute pas de la bonne volonté de la majorité mais considère que de nombreuses questions demeurent sans réponse et que beaucoup de promesses ne seront pas tenues.

Dès lors, le groupe socialiste s'abstiendra sur ce budget.

M. Cools rappelle que l'année dernière, il avait souligné l'insuffisance des crédits prévus pour la dotation de 2021 au CPAS.

L'augmentation de 10 % prévue aujourd'hui est donc une sorte de rattrapage, mais vu que cette augmentation est encore inférieure aux demandes du CPAS, il n'est pas certain que les montants dégagés soient suffisants, et ce d'autant plus que la poussée inflationniste, aggravée par la guerre en Ukraine, aura un impact sur le CPAS.

Il y a une contraction des dépenses de fonctionnement au CPAS, contrairement à ce qui se passe pour la commune. Ces économies-là ne sont-elles pas excessives ?

Selon l'avis du groupe technique, le déficit cumulé des homes est relativement élevé, notamment en raison de l'état des infrastructures et de la difficulté généralisée à assurer un taux d'occupation maximal en région bruxelloise.

Mais si les homes ne sont pas pleins, ce qu'atteste la fermeture d'un étage du home Brugmann, ne faut-il pas procéder à une réduction de leur personnel ?

Dispose-t-on d'un planning de construction d'un nouveau home sur le site Nekkersgat ? Le permis d'urbanisme délivré à cette fin en 2017 est-il encore valable ?

Le coût de construction sur le site de la Cité Asselbergs d'un pavillon destiné à

l'accueil de mères avec enfants serait pris en charge par la SLRB (Société du Logement de la Région bruxelloise), le terrain étant mis à disposition par le CPAS. Ce projet est-il toujours d'actualité ?

M. Cools regrette qu'on ne développe pas davantage les synergies entre la commune et le CPAS, comme c'est le cas en Flandre ainsi qu'à Etterbeek.

Selon la note de politique générale, il convient de procéder à un recrutement supplémentaire à la cellule Secrétariat central pour permettre au secrétaire du CPAS de se consacrer à sa fonction managériale en se libérant des tâches administratives. Mais comment expliquer que cet engagement soit reporté au terme du triennat ?

La réinsertion socio-professionnelle doit tendre à une réinsertion réelle de gens dans la société et ne pas faire l'objet d'une gestion purement administrative. Les velléités de restructuration de ce service, annoncées déjà précédemment, semblent demeurer lettre morte. Le dispositif « article 60 », pour lequel, avant même sa mise en place, Uccle s'est avérée pionnière, semble aujourd'hui se limiter à permettre à ses bénéficiaires d'entrer dans le système du chômage.

Combien de personnes sont censées être accueillies dans la nouvelle ILA (Institution locale d'accueil), dont la création est envisagée chaussée d'Alseberg ?

En raison de ces diverses réserves et interrogations, le groupe Uccle en avant s'abstiendra sur ce budget.

M. De Bock *estime que le document est un peu trop nébuleux quant aux synergies qui seraient possibles entre la commune et le CPAS.*

Ce budget tient-il compte des indexations des salaires du personnel prévues cette année-ci ?

A-t-on prévu un gel des loyers des allocataires sociaux et des loyers modérés ?

Qu'en est-il de l'évaluation des créances irrécouvrables, suite à la crise sanitaire ?

Un des services du CPAS va rejoindre le nouveau centre administratif. Ne serait-il pas possible de rapprocher davantage le CPAS de l'administration communale ?

La compression des frais de fonctionnement, évoquée par M. Cools, s'étend aussi aux dépenses de personnel, qui diminuent non pas nominalement mais relativement.

L'aide aux personnes a augmenté de façon linéaire durant les périodes 2017-2019 et 2019-2021. Par contre, pour l'octroi du revenu d'intégration, on observe une hausse beaucoup plus nette.

M. De Bock souligne la forte augmentation des aides indirectes telles que les aides spéciales et les frais médicaux, et l'explosion du nombre de demandeurs d'emploi inoccupés (DEI). Il remarque que cette augmentation du nombre de DEI concerne surtout des gens qui ne sont pas des usagers réguliers du CPAS. Il s'agit en l'occurrence de citoyens qui ont perdu leur emploi alors qu'ils ne répondaient pas aux conditions requises pour bénéficier d'une aide du CPAS. C'est un élément à prendre en considération pour évaluer les nouvelles précarités sociales.

La présentation du plan triennal, trop littéraire, manque de données chiffrées permettant une évaluation des politiques publiques.

Pourquoi l'évaluation des charges d'emprunt passe-t-elle de 60.000 € à 180.000 € ?

Pour ce qui concerne le personnel, les statutaires sont plus nombreux à habiter en dehors de la Région bruxelloise que les contractuels. Il en est de même pour le personnel de l'administration communale. Il semble donc que la plus ou moins grande stabilité de l'emploi a une incidence sur la domiciliation.

Les prestations dans les maisons de repos sont passées de 3,2 millions d'euros à 1,7 million d'euros. Néanmoins, le niveau de recettes est estimé à 2,8 millions d'euros dans ce budget, ce qui semble quelque peu hasardeux.

En raison de la baisse de fréquentation des maisons de repos, attestée par le montant de 1,7 million d'euros, les effectifs du personnel dépassent d'environ 40 % la norme d'encadrement. Ne faudrait-il pas les diminuer ?

Pourquoi la mise en place d'un guichet unique pour le logement n'a-t-elle pas encore été effectuée ?

Par ailleurs, le document ne mentionne rien sur la gestion du contentieux locatif ni sur la rénovation des appartements.

Pour toutes ces raisons, le groupe Défi s'abstient sur ce budget.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 29 votes positifs, 9 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.

O.C.M.W.- Begroting 2022.

De Raad,

Gelet op de artikels 26 bis, 50 bis, 88, 108, 111 en 112 bis der organieke wet op de O.C.M.W.'s;

Gelet op de uitleg van de voorzitter van de Raad voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat de ontoereikendheid van de middelen van het O.C.M.W. voor 2022 19.220.027,00 € bedraagt;

Overwegende dat deze ontoereikendheid zal gedekt worden door een rechtstreekse tussenkomst van de Gemeente van **19.220.027,00 €**;

Overwegende dat het ontwerp van begroting van het O.C.M.W. door het overlegcomité op 21 februari 2022 werd besproken in overeenstemming met artikels 26 en 26 bis van het organieke wet op de O.C.M.W.'s;

Gelet op de beraadslaging van de Raad voor maatschappelijke welzijn van 21 februari 2022 waarbij de begroting van de O.C.M.W. wordt vastgesteld :

- exploitatieontvangsten **58.790.249,08 €**

- exploitatieuitgaven **58.598.433,13 €**

- investeringsontvangsten **33.070.310,31 €**

- investeringsuitgaven **33.262.126,26 €**,

Beslist de beraadslaging goed te keuren van de Raad voor maatschappelijk welzijn van 21 februari 2022 betreffende de vaststelling van de begroting van het O.C.M.W. voor het dienstjaar 2022.

***De h. Hayette** herinnert eraan dat de PS tijdens het vorige begrotingsjaar had betreurd dat de OCMW-dotatie te bescheiden was, gelet op de gevolgen van de gezondheidscrisis voor de sociaal-economische situatie van de Ukkelaars.*

Dit heeft geleid tot verzoeken om begrotingsverhogingen in het jaar 2021.

Ondanks een lichte verbetering blijft de economische situatie precair, door de combinatie van de gezondheidscrisis, de energiecrisis en de oorlog in Oekraïne.

Gelukkig heeft de gemeente de boodschap van de PS gehoord door de OCMW-dotatie met 10 % te verhogen.

Volgens de algemene beleidsnota is de situatie in Ukkel gunstiger dan in de rest van het gewest maar hoewel het mediane netto belastbare inkomen in Ukkel hoger ligt dan in de andere Brusselse gemeenten, zijn de inkomensverschillen groter en ligt de gemiddelde maandelijkse huurprijs voor een appartement met twee slaapkamers hoger (ongeveer +10 %).

De trend naar een toename van het aantal geholpen personen lijkt zich te hebben gestabiliseerd na in 2019 en 2020 te zijn versterkt. Er is echter een nieuw publiek bijgekomen, namelijk mensen die door de pandemie hun baan hebben verloren en die gewoonlijk geen beroep deden op het OCMW.

Er wordt veel vaker gebruik gemaakt van voedselhulp.

De huisvestingsproblematiek is ook een punt van zorg door de te hoge schuldenlast als

gevolg van huurachterstanden en hogere verwarmings- en elektriciteitsrekeningen. Zal de wens om de interne en externe communicatie te versterken leiden tot de ontwikkeling van synergieën met de communicatiecel van de gemeente? Wat zullen de redactiecriteria zijn van de Facebookpagina van het OCMW ?

De h. Hayette deelt de bezorgdheid van de schuldbemiddelingscel over de energiekosten. In dit verband herinnert hij aan zijn voorstel voor een gemeenschappelijk energieloket. Ervan uitgaan dat de stijging van de energiekosten niet meer dan 6 % zou bedragen, was waarschijnlijk te optimistisch.

De PS had twijfels over de IT-architectuur van het nieuwe bestuurscentrum. Hoe zal de IT-architectuur van het OCMW worden ontworpen ?

Voor de gebruikers van het OCMW is het belangrijk terug te keren naar fysieke aanwezigheid en niet alles op telewerken te wedden, hoewel de pandemie slechts langzaam aan het wegebben is.

Hij twijfelt niet aan de goede wil van de meerderheid maar was van mening dat veel vragen onbeantwoord blijven en dat veel beloften niet zullen worden nagekomen.

De PS zal zich daarom onthouden voor deze begroting.

De h. Cools herinnert eraan dat hij vorig jaar had gewezen op de ontoereikende middelen die waren uitgetrokken voor de OCMW-dotatie van 2021.

De vandaag geplande verhoging met 10 % is dus een soort inhaalbeweging maar aangezien deze verhoging nog steeds lager is dan de verzoeken van het OCMW, is het niet zeker dat de beschikbaar gestelde bedragen toereikend zullen zijn, temeer daar de inflatiegolf, nog verergerd door de oorlog in Oekraïne, zijn weerslag zal hebben op het OCMW.

Er is een inkrimping van de werkingskosten van het OCMW, in tegenstelling tot wat er in de gemeente gebeurt. Zijn deze besparingen niet overdreven ?

Volgens het advies van de technische groep is het gecumuleerde tekort van de rusthuizen betrekkelijk groot, met name wegens de staat van de infrastructuur en de algemene moeilijkheid om in het Brusselse gewest een maximale bezettingsgraad te garanderen.

Maar als de rusthuizen niet vol zitten, zoals blijkt uit de sluiting van een verdieping in het rusthuis Brugmann, moeten we dan niet overgaan tot een inkrimping van het personeel ?

Is er een plan om een nieuw rusthuis te bouwen op het Nekkersgatterrein? Is de bouwvergunning die in 2017 hiervoor is verleend, nog steeds geldig?

De bouw van een opvanghuis voor moeders met kinderen op de site van de Cité Asselbergs zou worden bekostigd door de BGHM (Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij), terwijl de grond ter beschikking zou worden gesteld door het OCMW. Ligt dit project nog op tafel ?

De h. Cools betreurt het dat de synergieën tussen de gemeente en het OCMW niet verder worden ontwikkeld, zoals in Vlaanderen en Etterbeek het geval is.

Volgens de algemene beleidsnota moet er meer personeel komen voor het centraal secretariaat om de OCMW-secretaris in staat te stellen zich aan zijn leidinggevende functie te wijden door zich van administratieve taken te bevrijden. Maar hoe valt te verklaren dat deze verbintenis is uitgesteld tot het einde van de periode van drie jaar?

Sociaal-professionele reïntegratie moet gericht zijn op een werkelijke reïntegratie van mensen in de samenleving en niet het voorwerp zijn van een louter administratief beheer. De eerder aangekondigde plannen om deze dienst te herstructureren lijken een dode letter te blijven. De "artikel 60"-regeling, waarvoor Ukkel al vóór de invoering ervan een pionier was, lijkt nu beperkt te blijven tot het toelaten van de begunstigden tot het werkloosheidsstelsel.

Hoeveel mensen zouden moeten worden ondergebracht in de nieuwe ILA (Institution locale d'accueil), waarvan de oprichting is gepland aan de Alsebergsesteenweg ?

Vanwege deze verschillende bedenkingen en vragen zal Uccle en avant zich onthouden voor deze begroting.

De h. De Bock vindt dat het document iets te vaag is over de mogelijke synergieën tussen de gemeente en het OCMW.

Is in deze begroting rekening gehouden met de voor dit jaar geplande loonindexering van het personeel?

Is er een bevrozing van de huurgelden voor mensen met sociale bijstand en de bescheiden huurgelden ?

Hoe zit het met de evaluatie van oninvorderbare schulden ingevolge de gezondheids crisis ?

Een van de diensten van het OCMW zal verhuizen naar het nieuwe administratieve centrum. Zou het niet mogelijk zijn om het OCMW dichterbij het gemeentebestuur te brengen ?

De door de h. Cools genoemde verlaging van de werkingskosten strekt zich ook uit tot de personeelskosten, die niet nominaal maar relatief dalen.

Persoonlijke hulp is lineair toegenomen in de periodes 2017-2019 en 2019-2021. Voor de toekenning van het leefloon is er echter een veel sterkere stijging.

De Bock wijst op de sterke stijging van de indirecte steun, zoals bijzondere bijstand en medische kosten, en de explosieve toename van het aantal werkloze werkzoekenden. Deze toename heeft vooral betrekking op personen die geen regelmatige OCMW-gebruikers zijn maar burgers zijn die hun baan zijn kwijtgeraakt, ook al kwamen zij niet in aanmerking voor OCMW-steun. Dit is een element waarmee rekening moet worden gehouden bij de beoordeling van nieuwe sociale onzekerheid.

De voorstelling van het driejarenplan, die te literair is, ontbeert cijfers die een evaluatie van het overheidsbeleid mogelijk zouden maken.

Waarom is de evaluatie van de leenlasten gestegen van € 60.000 tot € 180.000?

Wat het personeel betreft, wonen er meer statutaire personeelsleden buiten het Brusselse gewest dan contractuelen. Hetzelfde geldt voor het personeel van het gemeentebestuur. Het lijkt er dus op dat de meer of mindere jobstabiliteit van invloed is op de woonplaats.

De prestaties in de rusthuizen zijn gedaald van € 3,2 miljoen tot € 1,7 miljoen. De ontvangsten worden echter geraamd op € 2,8 miljoen in deze begroting, wat een beetje riskant lijkt.

Door de daling van het gebruik van rusthuizen, zoals blijkt uit het cijfer van € 1,7 miljoen, ligt het personeelsbestand ongeveer 40 % boven de bezettingsnorm. Moet dit niet verminderd worden ?

Waarom is er nog geen uniek loket voor huisvesting opgezet?

Bovendien wordt in het document niets gezegd over het beheer van huurgeschillen of de renovatie van appartementen.

Om al deze redenen zal Défi zich voor deze begroting.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 29 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Bernard Hayette, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski, Jacques Spelkens.

12 annexes / 12 bijlagen

Note budget 22.pdf, 20220221-A-0001-AN-001.pdf, 20220221-A-0001-AN-004.pdf, 20220221-A-0001-DE-NL.pdf, 20220221-A-0001-AN-007.pdf, 20220221-A-0001-AN-006.pdf, 20220221-A-0001-AN-005.pdf, 20220221-A-0001-AN-008.pdf, 20220221-A-0001-AN-003.pdf, 20220221-A-0001-AN-009.pdf, 20220221-A-0001-AN-002.pdf,

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Mobilité - Mobiliteit

24.03.2022/A/0011 **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Abrogation et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations :

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.8. Stationnement autorisé

Art.5.8.1. Le stationnement est autorisé à tous les véhicules dans les endroits suivants. La mesure est matérialisée par des signaux E9a.

Art.5.8.1.1. Rue des Fidèles, côté pair;

Nouvelles dispositions :

Article 2 : Obligations de circulation

Art.2.3. Réserve aux piétons, bicyclettes et/ou cyclomoteurs de classe A

Art.2.3.1. Une partie de la voie publique est réservée à la circulation des piétons, des bicyclettes et des cyclomoteurs à deux roues classe A. La mesure est matérialisée par des signaux D9.

Art.2.3.1.1. Avenue Van Bever, côté pair;

Art.2.3.1.2. Avenue Van Bever, côté impair;

Article 4 : Canalisation de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.62. Rue Jean Benaets, côté opposé au n° 74 (1-3 m);

Art.4.1.2.63. Avenue Guillaume Herinckx, 80 (1-3 m);

Art.4.1.2.64. Avenue Houzeau, 125 (1-3 m);

Art.4.1.2.65. Avenue Latérale, 27 (1-3 m);

Art.4.1.2.66. Avenue Maréchal Joffre, 149 (1-3 m);

Art.4.1.2.67. Place Jean Vander Elst, 2 (1-3 m);

Art.4.1.2.68. Rue de la Fourragère, 11 (1-3 m);

Art.4.1.2.69. Rue de l'Etoile, 64 (1-3 m);

Art.4.1.2.70. Avenue Latérale, 171 (1-3 m);

Art.4.1.2.71. Rue du Wolvenberg, 21 (1-3 m);

Art.4.1.2.72. Rue Jules Lejeune, 71 (1-3 m);
Art.4.1.2.73. Dieweg, 64 (1-3 m);
Art.4.1.2.74. Chemins des Pins, côté opposé au n° 13 (1-3 m);
Art.4.1.2.75. Avenue Montana, 15 (1-3 m);
Art.4.1.2.76. Avenue Helleveldt, au carrefour avec le Dieweg, côté pair (1-3 m);
Art.4.1.2.77. Rue Meyerbeer, 144 (1-3 m);
Art.4.1.2.78. Avenue de la Ferme Rose, 1 (1-3 m);
Art.4.1.2.79. Rue Gatti de Gamond, côté opposé au n° 34 (1-3 m);

Art.4.3. Traversées

Art.4.3.1. Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'art. 76.3. de l'A.R.

Art.4.3.1.4. Rue Edith Cavell, 50;

Art.4.3.1.5. Avenue Montjoie, 29;

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.4. Arrêt et stationnement interdits

Art.5.4.1. L'arrêt et le stationnement sont interdits sur les voies ou tronçons voies suivantes. La mesure sera matérialisée par des signaux E3, éventuellement complétés par un panneau additionnel portant la mention limitative prévue dans chaque cas.

Art.5.4.1.1. Rue Victor Allard, du n° 136 jusqu'au n° 122;

Art.5.8. Stationnement autorisé

Art.5.8.1. Le stationnement est autorisé à tous les véhicules dans les endroits suivants. La mesure est matérialisée par des signaux E9a.

Art.5.8.1.12. Rue des Fidèles, côté impair;

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.38. Rue Victor Allard, 222 (6 m);

Art.5.9.1.39. Rue de la Seconde Reine, 39 (6 m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Intrekking en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer

en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;
Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;
Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;
Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Intrekkingen :

Article 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.8. Parkeren toegelaten

Art.5.8.1. Het parkeren is toegelaten voor alle voertuigen op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a.

Art.5.8.1.1. Gelovigenstraat, langs de pare kant;

Nieuwe bepalingen :

Article 2 : Verplichte rijrichtingen

Art.2.3. Voorbehouden voor voetgangers, fietsers en/of bromfietsers klasse A

Art.2.3.1. Deel van de openbare weg voorbehouden voor het verkeer van voetgangers, fietsen en tweewielige bromfietsen klasse A. De maatregel wordt kenbaar gemaakt met een verkeersbord D9.

Art.2.3.1.1. Van Beverlaan, langs de pare kant;

Art.2.3.1.2. Van Beverlaan, langs de onpare kant;

Article 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.62. Jean Benaetsstraat, aan de overkant van het nr. 74 (1-3 m);

Art.4.1.2.63. Guillaume Herinckxlaan, 80 (1-3 m);

Art.4.1.2.64. Houzeaulaan, 125 (1-3 m);

Art.4.1.2.65. Zijlaan, 27 (1-3 m);

Art.4.1.2.66. Maarschalk Joffrelaan, 149 (1-3 m);

Art.4.1.2.67. Jean Vander Elstplein, 2 (1-3 m);

Art.4.1.2.68. Fourragèrestraat, 11 (1-3 m);

Art.4.1.2.69. Sterstraat, 64 (1-3 m);

Art.4.1.2.70. Zijlaan, 171 (1-3 m);

Art.4.1.2.71. Wolvenbergstraat, 21 (1-3 m);

Art.4.1.2.72. Jules Lejeunestraat, 71 (1-3 m);

Art.4.1.2.73. Dieweg, 64 (1-3 m);

Art.4.1.2.74. Pijnbomenweg, aan de overkant van het nr. 13 (1-3 m);

Art.4.1.2.75. Montanalaan, 15 (1-3 m);

Art.4.1.2.76. Helleveldtlaan, aan het kruispunt met de Dieweg, pare kant (1-3 m);

Art.4.1.2.77. Meyerbeerstraat, 144 (1-3 m);

Art.4.1.2.78. Roze Hoevelaan, 1 (1-3 m);

Art.4.1.2.79. Gatti de Gamondstraat, aan de overkant van het nr. 34 (1-3 m);

Art.4.3. Oversteekplaatsen

Art.4.3.1. Oversteekplaatsen voor voetgangers worden afgebakend op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte evenwijdige strepen, parallel met de as van de rijweg, conform artikel 76.3. van het K.B.

Art.4.3.1.4. Edith Cavellstraat, 50;

Art.4.3.1.5. Montjoielaan, 29;

Article 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.4. Stilstaan en parkeren verboden

Art.5.4.1. Het stilstaan en parkeren zijn verboden op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E3, eventueel aangevuld met een onderbord met de beperkende vermelding voorzien in elk betreffend geval.

Art.5.4.1.1. Victor Allardstraat, van nr. 136 tot aan het nr. 122;

Art.5.8. Parkeren toegelaten

Art.5.8.1. Het parkeren is toegelaten voor alle voertuigen op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a.

Art.5.8.1.12. Gelovigenstraat, langs de onpare kant;

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.38. Victor Allardstraat, 222 (6 m);

Art.5.9.1.39. Tweede Koninginstraat, 39 (6 m);

Article 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2022_03_24_Cc_Annexes.pdf, 2022_03_24_Cc_NoteExplicative.pdf

Voirie - Wegen

24.03.2022/A/0012 **Amélioration de revêtements routiers en asphalte.- Exercice 2022.- Répétition du marché.- Approbation des conditions du marché.- Mode de financement.**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 26 novembre 2019, le Collège a attribué le marché ayant pour objet l'amélioration de revêtements routiers en asphalte- exercice 2019;

Considérant que ce marché a été conclu par procédure ouverte en application de l'article 36 de la loi du 17 juin 2016;

Considérant que les conditions du marché prévoient que "le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à la répétition d'ouvrages similaires par voie de procédure négociée, conformément à l'article 42,§1er,2°, de la loi du 17 juin 2016;

Considérant qu'en séance du 25 juin 2020, l'Assemblée a approuvé une première

répétition de ce marché;

Considérant qu'en séance du 25 février 2021, l'Assemblée a approuvé une deuxième répétition de ce marché;

Vu qu'au budget extraordinaire pour l'année 2022 est prévu une dépense de 2.300.000 € (T.V.A. comprise) à l'article 421/731-60/82 pour l'amélioration de la voirie;

Vu que le Collège propose un lot comprenant l'amélioration des revêtements routiers en asphalte des artères suivantes de notre réseau routier :

Phase 1 :

Avenue Wellington (tronçon entre les avenues Jacques pastur et de Foestraets)

Phase 2 :

Rue Edouard Michiels (tronçon entre la rue des Myosotis et la rue de Stalle)

Phase 3 :

Avenue Coghen

Phase 4 :

Avenue des Sept Bonniers

Rue Gatti de Gamond (tronçon entre la rue Joseph Bens et la rue Docteur Decroly)

Phase 5

Avenue de Floréal (tronçon entre l'avenue Brugmann et la rue des Balkans)

Avenue Léo Errera (tronçon entre l'avenue Dupuich et le rond-point Churchill)

Rue de la Fauvette (tronçon entre la rue Henri Van Zuylen et la rue du Château d'Eau);

Attendu que ces travaux comprendront principalement le rechargement des revêtements hydrocarbonés existants après raclage de la couche existante, le démontage des taques de voirie et avaloirs en mauvais état et le remplacement de ces accessoires défectueux par des nouveaux, l'adaptation des taques de voirie en bon état au niveau projeté du nouveau revêtement;

Vu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 1.449.996,72 € (TVA et 10 % pour révision et imprévus compris) et qu'elle sera engagée à l'article 421/731-60/82 du budget 2022;

Considérant que la dépense sera financée par emprunt;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- d'approuver la répétition du marché conformément à l'article 42, § 1, 2 ° de la loi du 17 juin 2016 sur les marchés publics;
- d'approuver la dépense de 1.449.996,72 € (TVA et 10 % pour révision et imprévus compris) sur l'article 421/731-60/82 du budget extraordinaire 2022;
- de pratiquer l'autoliquidation de la TVA et de reverser 251.652,32 € au SPF Finances;
- d'approuver les documents de la procédure négociée sans respecter de règle de publicité devant régir les travaux du présent lot.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Verbetering van asfaltwegbedekkingen.- Dienstjaar 2022.- Hernieuwing van de opdracht.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.- Financieringswijze.

De Raad,

Overwegende dat het college in zitting van 26 november 2019 de opdracht met als voorwerp de verbetering van het wegdek in asfalt – dienstjaar 2019 gegund heeft;

Overwegende dat deze opdracht gesloten werd via openbare procedure in toepassing van artikel 36 van de wet van 17 juni 2016;

Overwegende dat de voorwaarden van deze opdracht bepalen dat “de aanbestedende overheid zich het recht voorbehoudt over te gaan tot de herhaling van soortgelijke werken via onderhandelingsprocedure, overeenkomstig artikel 42 §1, 2° van de wet van 17 juni 2016”;

Overwegende dat de vergadering in zitting van 25 juni 2020 een eerste herhaling van deze opdracht goedgekeurd heeft;

Overwegende dat de vergadering in zitting van 25 février 2021 een tweede herhaling van deze opdracht goedgekeurd heeft;

Aangezien de buitengewone begroting 2022 onder artikel 42/731-60/82 een bedrag van 2.300.000 € (btw inbegrepen) voorziet voor de verbetering van wegdekken uit asfalt voor het dienstjaar 2022;

Aangezien het College een perceel voorstelt, dat zal bestaan uit en dat dit deel de verbetering omvat van wegdekken uit asfalt voor de volgende wegen van ons wegennet :

Fase 1 :

Wellingtonlaan (strook tussen de Jacques pasturlaan en de Foestraetslaan)

Fase 2 :

Edouard Michielsstraat (strook tussen de Vergeet-Mij-Nietjesstraat en de Stallestraat)

Fase 3 :

Coghenlaan

Fase 4 :

Zeven Bunderslaan

Gatti de Gamondstraat (strook tussen de Joseph Bensstraat en de Dokter Decrolylaan)

Fase 5

de Floréallaan (strook tussen Brugmannlaan en Balkanstraat)

Leo Erreralaan (strook tussen de Dupuichlaan en het rond-punt Churchill)

Grasmusstraat (strook tussen de Henri Van Zuylenstraat en de Waterkasteelstraat)

Aangezien deze werkzaamheden voornamelijk zullen bestaan uit het ophogen van het bestaande koolwaterstofhoudende wegdek, na het afschrappen van de bestaande slijtlaag, het wegnemen van de riooldeksels en de slikkers in slechte staat en het vervangen van deze gebrekkige toebehoren door nieuwe, het aanpassen van riooldeksels in goede staat aan het geplande niveau van de nieuwe bekleding;

Aangezien de raming van de uitgave van deze werken 1.449.996,72€ (btw en 10 % voor herziening en onvoorziene uitgaven inbegrepen) bedraagt en deze uitgave geboekt zal worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2022;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden via lening;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- de herhaling van de opdracht overeenkomstig artikel 42, § 1, 2° van de wet van 17 juni 2016 op de overheidsopdrachten goed te keuren;
- de uitgave van 1.449.996,72 € (btw en 10 % voor herziening en onvoorziene uitgaven inbegrepen) onder artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2022 goed te keuren;
- de auto liquidatie van de BTW toe te passen en en terug te storten 251.652,32€ aan FOD Financiën;
- de aanbestedingsdocumenten van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking goed te keuren die de werkzaamheden van onderhavig lot zullen regelen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

Pss Amélioration revêtements routiers 2022.pdf, Metrè descriptif 2022.pdf, CSCh FR amélioration revêtements routiers_2022.pdf, Estimation 2022 - Amélioration

**DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE -
DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID**

Rénovation urbaine - Stadsvernieuwing

24.03.2022/A/0013 **Rénovation urbaine.- Convention relative à la délégation de maîtrise d’ouvrage de la deuxième phase de l’étude de faisabilité concernant la construction d’un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d’un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025.**

Le Conseil,

Vu l’Ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016, spécialement l’article 60;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale portant exécution de l’ordonnance organique de revitalisation urbaine et adoptant la « zone de revitalisation urbaine », dite « ZRU 2016 », du 10 novembre 2016;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la Politique de la Ville du 19 janvier 2017, spécialement l’article 23;

Vu la délibération du Collège 38038 du 24 novembre 2020;

Vu l’Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 577.806,81 € à la Commune d’Uccle dans le cadre du programme pluriannuel 2021-2025 « Politique de la Ville par le développement des quartiers », du 25 février 2021;

Vu la convention entre la Commune d’Uccle et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 mars 2021 octroyant une subvention à la Commune d’Uccle pour son programme dans le cadre de la Politique de la Ville 2021-2025 : bibliothèque du Merlo et atelier vélo;

Vu la délibération du Collège du 24.11.2020 (dossier 38038/0047);

Vu le marché de service de BinHôme s.c. désignant le bureau d’étude CLN architects, portant sur l’étude de faisabilité du développement du site du Merlo, propriété de BinHôme, en ce compris l’étude de faisabilité de l’implantation et de l’étude fonctionnelle et financière du projet de la Bibliothèque du Merlo et de l’Atelier-Vélo;

Considérant qu’en conséquence, à ce stade du projet, et contrairement à ce qui avait été envisagé au préalable (voir Collège du 24.11.2020), le département du Facility Management/Bâtiments communaux est déchargé de l’étude et du suivi de cette infrastructure communale, et plus précisément de l’étude de faisabilité;

Considérant la signature de la convention de délégation de maîtrise d’ouvrage entre BinHôme et la Commune d’Uccle dont objet l’« Etude de faisabilité concernant la construction d’un équipement culturel « Bibliothèque du Merlo » et d’un équipement de cohésion sociale « Atelier-Vélo » au sein du secteur Merlo de la zone de revitalisation urbaine 2020 dans le cadre du programme de la Politique de la Ville 2021-2025 » signée par les parties le 29.09.2021;

Considérant que le marché de service de BinHôme prévoit une étude de faisabilité en deux étapes: “étude de faisabilité 1” et “étude de faisabilité 2”;

Considérant le rapport d’études du bureau CLN Architects du 29.10.2021 dans le cadre de la première étude de faisabilité; que ce rapport répondait favorablement aux objectifs attendus et qu’en conclusion la faisabilité, à ce stade de l’étude, était

favorable à la mise en place du projet;
Considérant la décision du Collège du 21.12.2021 d'approuver ce rapport;
Considérant que la convention avec BinHôme portait sur la première phase de l'étude de faisabilité;
Considérant qu'à ce stade les indicateurs sont positifs à la poursuite de l'étude,
Décide de marquer son accord sur la convention de la seconde phase de l'étude de faisabilité.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Stadsvernieuwing.- Overeenkomst met betrekking tot de overdracht van het bouwheerschap van de tweede haalbaarheidsstudie voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025.

De Raad,
Gelet op de organieke ordonnantie betreffende de stedelijke herwaardering van 6 oktober 2016, in het bijzonder artikel 60;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot uitvoering van de organieke ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot aanneming van het "stedelijk herwaarderingsgebied", afgekort tot "SHG 2016", van 10 november 2016;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering inzake het Stadsbeleid van 19 januari 2017, in het bijzonder artikel 23;
Gelet op de beraadslaging van het college 38038 van 24 november 2020;
Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van € 577.806,81 aan de gemeente Ukkel in het kader van het meerjarenprogramma 2021-2025 "Stadsbeleid door wijkontwikkeling" van 25 februari 2021;
Gelet op de overeenkomst tussen de gemeente Ukkel en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30 maart 2021 tot toekenning van een subsidie aan de gemeente Ukkel voor haar programma in het kader van het Stadsbeleid 2021-2025: bibliotheek Merlo en fietswerkplaats;
Gelet op de beraadslaging van het college van 24/11/2020 (dossier 38038/0047);
Gelet op de dienstopdracht van BinHôme s.c. tot aanstelling van het studiebureau CLN Architects, met betrekking tot de haalbaarheidsstudie van de ontwikkeling van de site Merlo, eigendom van BinHôme, inclusief de haalbaarheidsstudie van de inplanting en van de functionele en financiële studie van het project van Bibliotheek Merlo en de Fietswerkplaats;
Overwegende dat bijgevolg, in dit stadium van het project en in tegenstelling tot wat vooraf overwogen werd (zie college van 24/11/2020), het departement Facility Management/Gemeentegebouwen ontlast is van de studie en opvolging van deze gemeentelijke infrastructuur, en meer bepaald van de haalbaarheidsstudie;
Overwegende de ondertekening van de overeenkomst voor de overdracht van het bouwheerschap tussen BinHôme en de gemeente Ukkel met als voorwerp de "haalbaarheidsstudie voor de bouw van een culturele voorziening "Bibliotheek Merlo" en van een voorziening voor sociale samenhang "Fietswerkplaats" binnen de sector Merlo van de Zone voor Stedelijke Herwaardering 2020 in het kader van het programma Stadsbeleid 2021-2025", ondertekend door de partijen op 29/09/2021;
Overwegende dat de dienstopdracht van BinHôme een haalbaarheidsstudie in twee

fases voorziet: "haalbaarheidsstudie 1" en "haalbaarheidsstudie 2";
Overwegende het studieverlag van het bureau CLN Architects van 09/10/2021 in het kader van de eerste haalbaarheidsstudie; dat dit verslag gunstig beantwoordde aan de verwachte doelstellingen en dat de haalbaarheid in dit stadium van de studie kortom gunstig was voor de uitvoering van het project;
Overwegende de beslissing van het college van 21/12/2021 om dit verslag goed te keuren;
Overwegende dat de overeenkomst betrekking had op de eerste haalbaarheidsstudie;
Overwegende in dit stadium de positieve indicatoren voor de voortzetting van de studie,
Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de overeenkomst voor de tweede haalbaarheidsstudie.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

RU104_PDV2020_MERLO_OvereenkomstBOB_EF2_20220307.pdf,
RU104_PDV2020_MERLO_ConventionDMO-EF2_20220307.pdf

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

24.03.2022/A/0014 **Propriétés communales.- Biens communaux à aliéner.- Mise en vente de la maison située rue Auguste Danse, 27.- Désaffectation du bien.- Choix de la procédure.- Adoption du cahier des conditions.- Recette extraordinaire.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232;

Vu la circulaire du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 décembre 2015, relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles;

Considérant que le bien situé rue Danse 27 cadastré 6e division section A n° 184 F5 fait partie de la liste des biens présentés dans un rapport au Collège datant du 25 août 2016 et à mettre en vente par la Commune, à la suite du regroupement de ses services dans le nouveau Centre administratif d'Uccle;

Considérant que, par le fait du déménagement, vers ce dernier, du Service de l'Environnement qui occupait la maison dont l'aliénation est projetée, celle-ci a perdu son utilité publique;

Considérant qu'en date du 7 juin 2021, une demande d'expertise a été réalisée par le Comité d'acquisition d'immeubles régional (Bruxelles Fiscalité);

Considérant que l'expert a estimé le bien à mettre en vente, à 610.000 €, valeur minimale;

Considérant que le service tient une liste d'investisseurs/promoteurs susceptibles d'être intéressés par cet immeuble, et qui pourraient être contactés;

Considérant que la vente de gré à gré sur appel d'offres, avec attribution au plus offrant et faculté de surenchère, est un mode de réalisation des biens immobiliers dont le service a déjà usé avec succès;

Qu'étant donné la valeur élevée que lui attribue le CAIR, soit 185.000 € de plus que lors de la précédente expertise, réalisée le 21 janvier 2016, le prix minimal de la vente

peut être fixé à hauteur de la valeur estimée;

Considérant que ce type de procédure n'entraîne pas de frais durant la procédure mais uniquement si une offre est acceptée;

Considérant qu'une fois le bien mis en vente attribué, les frais liés à la passation de l'acte incombent à l'acquéreur;

Considérant que le Service des Propriétés communales a élaboré un cahier des conditions en vue de la vente du bien décrit plus haut;

Considérant que ce bien sera libre d'occupation, dans le courant du mois de mars 2022;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

- de désaffecter du domaine public, la maison avec jardin sise rue Auguste Danse, 27, cadastrée dans la 6e division, section A, n° 184 F5, en vue de l'aliéner;
- de mettre en vente le bien décrit ci-dessus;
- de faire choix de la procédure de gré à gré, au plus offrant, avec faculté de surenchère, comme mode de réalisation de cet immeuble;
- de fixer le prix de vente minimal à six cent dix mille euros (610.000 €);
- d'imputer le produit de la vente à l'article 137/761-60/87 (recettes extraordinaires) du budget communal de 2022;
- d'approuver le cahier des conditions de la vente;
- de recourir à un notaire pour l'établissement du projet et la passation de l'acte authentique, pouvant être celui dont l'acquéreur fera choix;
- d'inviter les candidats dont les noms sont repris sur la liste, non limitative, tenue par le Service des Propriétés communales, à faire offre, à une date que l'Assemblée arrêtera, à la condition que la présente délibération n'aie soulevé aucune objection de la part de l'autorité de tutelle.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Gemeente-eigendommen.- Te verkopen gemeentegoederen.- Verkoop van het huis gelegen Auguste Dansestraat, 27.- Bestemmingsonttrekking van het goed.- Keuze van de procedure.- Goedkeuring van het bestek met de voorwaarden.- Buitengewone ontvangst.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op het artikel 232;

Gelet op de omzendbrief van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 december 2015 betreffende de verwerving of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten inzake onroerende goederen;

Overwegende dat het goed gelegen Auguste Dansestraat 27, gekadastréerd 6e afdeling, sectie A, nr. 184 F 5, deel uitmaakt van de lijst met goederen die voorgesteld werden in een verslag aan het college van 25 augustus 2016 en die door de gemeente te koop gesteld moeten worden ingevolge de groepering van haar diensten in het nieuw administratief centrum van Ukkel;

Overwegende dat dit goed zijn openbaar nut verloren heeft wegens de verhuizing naar het nieuwe centrum van de Milieudienst, die het huis bezette waarvan de verkoop gepland wordt;

Overwegende dat er op 7 juni 2021 een waardeschatting gevraagd werd door het gewestelijk Comité voor de aankoop van onroerende goederen (Brussel Fiscaliteit);

Overwegende dat de deskundige het te koop te stellen goed geschat heeft op een minimale waarde van € 610.000;

Overwegende dat de dienst een lijst met investeerders/projectontwikkelaars bijhoudt

die geïnteresseerd kunnen zijn in dit gebouw en die gecontacteerd zouden kunnen worden;

Overwegende dat de onderhandse verkoop op aanbesteding, met gunning aan de meestbiedende en recht van overbod, een werkwijze voor onroerende goederen is die de dienst al met succes toegepast heeft;

Dat gegeven de hoge waarde die het CAOG eraan toekent, hetzij € 185.000 meer dan tijdens de vorige waardeschatting op 21 januari 2016, de minimale verkoopprijs vastgesteld kan worden ten belope van de geschatte waarde;

Overwegende dat een dergelijke procedure geen kosten met zich meebrengt tijdens de procedure maar uitsluitend als een bod aanvaard wordt;

Overwegende dat de kosten voor het verlijden van de akte voor rekening van de koper zijn zodra het te koop gestelde goed toegekend is;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen een bestek met de voorwaarden opgesteld heeft voor de verkoop van het hierboven beschreven goed;

Overwegende dat dit goed vrij van gebruik zal zijn in de loop van maart 2022;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

- het huis met tuin gelegen Auguste Dansestraat 27, gekadastreerd 6e afdeling, sectie A, nr. 184 F 5, te onttrekken aan het openbaar domein om het te verkopen;
- het hierboven beschreven goed te koop te stellen;
- te kiezen voor de onderhandse procedure aan de meestbiedende met recht van overbod als verkoopwijze voor dit gebouw;
- de minimale verkoopprijs vast te leggen op zeshonderdentienduizend euro (€ 610.000);
- de opbrengst van de verkoop te boeken onder artikel 137/761-60/87 (buitengewone ontvangsten) van de gemeentebegroting van 2022;
- het bestek met de verkoopvoorwaarden goed te keuren;
- een beroep te doen op een notaris naar keuze van de koper voor de opmaak van het ontwerp en het verlijden van de authentieke akte;
- de kandidaten waarvan de naam op de niet-limitatieve lijst van de dienst Gemeente-eigendommen staat uit te nodigen om op een datum die de vergadering vastlegt een bod te doen, op voorwaarde dat de onderhavige beraadslaging geen bezwaren van de toezichthoudende overheid opgeworpen heeft.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

2016 08 25 collège mise en vente des diff. sites communaux.pdf, 2021 estim CAIR.pdf,

2022 02 01 Cahier cond.vente Danse 27-RMQ_nl.pdf, 2022 02 01 Cahier cond.vente

Danse 27-RMQ.pdf

24.03.2022/A/0015

L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Propriétés communales/Régie foncière/Logement.- Conséquences de la crise humanitaire : aide aux réfugiés ukrainiens.- Mise à leur disposition de sept logements communaux vides et d'un logement mis à disposition de la Commune par VIVAQUA, comme solution d'hébergement d'urgence.- Décision de principe d'octroyer l'occupation précaire à titre gratuit et de meubler les logements et fixation des conditions.- Approbation du modèle de contrat.- Décision de déroger au règlement communal sur l'octroi et l'attribution des logements communaux, en gelant temporairement l'attribution des logements vides sur la base de la liste des candidats demandeurs et en renonçant aux revenus locatifs pour les biens

visés, pendant la durée des conventions.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 232;

Vu le Code bruxellois du Logement, spécialement le Titre XI;

Vu le Règlement d'attribution des logements communaux, adopté par le Conseil communal, en séance du 1er octobre 2020;

Vu la délibération n° 016/15.03.2022/B/008 par laquelle le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé notamment de charger le Service Logement de la mise à disposition, équipement, attribution de logements communaux et du logement disponible de Vivaqua, aux réfugié(e)s ukrainien(ne)s, en concertation avec la personne en charge du dispatching réfugiés-hébergements;

Considérant la demande du centre national de crise faite aux communes d'identifier, de recenser et de coordonner la mise à disposition de toutes les offres d'hébergement public et privé disponibles sur leurs territoires et de désigner une personne de contact au sein de l'administration;

Considérant que sept logements appartenant à la Commune d'Uccle, à savoir six affectés au patrimoine géré par la Régie foncière, et un (chaussée de Neerstalle, 489) relevant du budget communal, sont actuellement libres d'occupation et peuvent être réservés pour faire face à des situations d'urgence;

Qu'il s'agit des appartements suivants :

- rue Baron Perelman, 4 bte 7 (studio);
- rue des Polders, 12 bte 5 et 14 bte 5 (2 appartements à 1 chambre chacun);
- rue des Polders, 6 bte 5 (appartement « duplex » 2 chambres);
- rue de Stalle, 288, 2e étage (appartement social 3 chambres);
- rue de Stalle, 189 bte 6 (appartement social 2 chambres), gérés par le budget de la Régie foncière;
- chaussée de Neerstalle, 489 (appartement « duplex » 4 chambres: 1er et 2e étages);

Que s'y ajoute un appartement vide et dépourvu de mobilier de cuisine, situé sur la chaussée de Waterloo, propriété de la S.C. VIVAQUA, qui est prête à le mettre immédiatement à la disposition gratuite de la Commune d'Uccle, moyennant un accord formel de l'organe compétent et la signature d'une convention de gestion;

Considérant que la mise à disposition des logements ci-avant, au profit des réfugiés ukrainiens, implique de bloquer temporairement l'attribution de ces mêmes appartements aux candidats locataires inscrits sur les listes de demandeurs ;

Que la communication à l'adresse des demandeurs potentiels, en particulier sur le site Internet communal, devra être modifiée en ce sens, et que les candidats inscrits devront également être informés de la situation et de son impact sur la non disponibilité des logements dans les mois qui viennent ;

Que ces appartements logements sont vides et que le Service des Propriétés communales, Régie foncière et Logement est chargé de leur ameublement via des donateurs ou des initiatives privées charitables ;

Considérant, en outre, qu'en raison de l'état de précarité des réfugiés dépourvus de revenus, il convient d'accorder à ceux-ci les conditions suivantes :

- occupation à titre précaire, pour une durée déterminée, de trois mois, reconductible à défaut d'évolution favorable dans la situation sociale et financière de l'occupant, dans l'attente d'une solution d'hébergement durable;
- gratuité du logement mis à leur disposition;
- absence de garantie locative;
- souscription de l'assurance incendie à charge du propriétaire-Contribution aux charges privatives et aux charges communes de l'immeuble pour autant que l'occupant bénéficie d'un revenu d'intégration ou qu'il possède des revenus suffisants pour lui permettre de les assumer;

Le cas échéant, les charges comprenant, les consommations d'eau, d'électricité et de

gaz pourront leur être facturés, mais uniquement au tarif social, à condition que les compteurs et abonnements aient été transférés aux noms personnels des occupants ;
Que le concours de la Coopération sociale du CPAS d'Uccle, en charge de l'accompagnement des réfugiés ukrainiens, sera sollicité pour qu'elle communique à la Cellule Logement de l'Administration communale, les renseignements sur l'évolution de la situation financière des bénéficiaires, tant en ce qui concerne leur capacité éventuelle à assumer les charges décrites ci-avant, que les primes d'assurance incendie;

Que, pour une question de gain de temps et pour éviter des frais supplémentaires d'un expert extérieur, le géomètre-expert communal ou l'architecte du Service des Propriétés communales, Régie foncière et Logement, procédera aux états des lieux d'entrée, avec, si besoin en est, le recours à un service de traduction;

Qu'un service de traduction ukrainien-français sera nécessaire lors de la lecture et de la signature des documents écrits liés à l'occupation (convention, états des lieux entrée et sortie, règlement d'ordre intérieur des immeubles à appartements, notices d'utilisation des installations techniques du logement, éventuellement des principaux appareils domestiques fournis);

Considérant, à titre informatif, que le manque à gagner consécutif au vide locatif, est estimé (loyers indexés au 1er février 2022 plus charges) à respectivement

2.790 € + 360 € (sur trois mois d'occupation) pour le budget communal;

8.310 € + 1.050 € (logements moyens, trois mois d'occupation) pour le budget de la Régie foncière (recettes d'exploitation);

auxquels s'ajoutent, selon la catégorie à laquelle émargent les allocataires, les montants suivants pour les deux appartements sociaux (sur trois mois d'occupation) :

1.640,70 € (si personne isolée) + 330 €;

1.093,80 € (si personnes cohabitantes) + 330 €;

2.217,34 € (si personne avec charge de famille) + 330 €;

Que, pourtant, les pertes de revenus ne nécessiteront pas de modification budgétaire, en tous cas pour le budget de la Régie foncière, en l'absence de droits constatés comme pour les baux en cours;

Considérant que le choix du type de convention et l'adoption des conditions qui précèdent, constituent des dérogations au Code du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, en ce qui concerne le bail d'habitation, et au Règlement d'attribution des logements communaux, lesquelles doivent être approuvées par l'Assemblée;

Considérant, enfin, qu'il importe que l'Assemblée se prononce quant à la poursuite ou non des nouvelles inscriptions de candidats aux logements communaux, de façon également à adapter la communication au public qui devra être faite à ce sujet ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, à titre exceptionnel et temporaire, pour des motifs d'aide humanitaire et de nécessité urgente :

- de mettre à la disposition des seuls réfugié(e)s ukrainien(ne)s, les sept logements communaux décrits ci-dessus, par dérogation au Code bruxellois du Logement et au Règlement d'attribution des logements communaux, avec l'objectif de les remettre en location, à l'issue de la période d'aide aux réfugié(e)s ukrainien(ne)s, plus un logement disponible appartenant à l'association intercommunale sous la forme de S.C. VIVAQUA et sis chaussée de Waterloo, 762/A3 b5;

- d'approuver les termes suivants d'une prise en gestion également gratuite, par la Commune d'Uccle, de l'appartement à l'adresse ci-avant, propriété de VIVAQUA ;

- signature du contrat de gestion préalablement à la mise à disposition effective du bien, avec pour objet de mettre ce bien à la disposition gratuite des réfugiés ukrainiens, pour une très courte durée (trois mois, reconductible pour la même période), au moyen de la conclusion de conventions d'occupation précaire à durée déterminée, sur le même modèle et aux mêmes conditions que celles directement

conclues entre la Commune d'Uccle et les réfugiés;

- de la prise en charge financière, par la Commune d'Uccle, des abonnements et consommations d'eau et d'énergie;

- de la prise en charge financière, par la Commune d'Uccle, d'une police d'assurance incendie;

- de la prise en charge de l'ameublement, y compris l'installation d'une cuisine semi-équipée (cuisinière électrique avec four, et frigo);

- de faire choix de l'occupation précaire, à titre gratuit et à durée déterminée de trois mois, reconductible, pour une même durée, à défaut d'évolution favorable dans la situation sociale et financière de l'occupant, comme mode de gestion des sept appartements communaux et de l'appartement de VIVAQUA, mis à la disposition des réfugié(e)s ukrainien(ne)s, sous les conditions énumérées ci-dessus, en ce compris l'ameublement de ces logements vides et l'équipement du logement appartenant à VIVAQUA en mobilier de cuisine, aux frais de la Commune d'Uccle;

- d'approuver le projet de convention-type d'occupation précaire, de très courte durée, à conclure avec les occupant(s) des 8 logements visés ci-dessus;

- de faire procéder par le géomètre-expert communal, ou son remplaçant, aux états des lieux d'entrée des huit logements mis à la disposition des réfugié(e)s ukrainien(ne)s, ainsi qu'au transfert ultérieur, le cas échéant, des compteurs d'eau et d'électricité et gaz au nom des occupant(e)s de ces logements;

- de recourir aux services d'un(e) traducteur(trice) pour assister les réfugié(e)s ukrainien(ne)s dans leurs démarches administratives auprès de la Cellule Logement, au moment de la signature des documents liés à l'occupation du logement et, si nécessaire, lors des états des lieux;

- de charger le Service des Assurances de la couverture des appartements communaux pour les risques locatifs, le cas échéant, une police d'assurance incendie relative à la prise en gestion du logement appartenant à VIVAQUA;

- de geler les procédures d'attribution des sept logements libres d'occupation, au profit de candidats déjà inscrits sur les listes, mais de ne pas bloquer les inscriptions de demandes nouvelles pour des logements tant sociaux que moyens;

- d'informer l'autorité de tutelle spécifique (Bruxelles Logement) des dérogations décidées.

- d'informer l'autorité de tutelle spécifique (Bruxelles Logement) des dérogations décidées.

Les logements à disposition seront intégrés dans la base de données régionale pour le logement durable.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Gemeente-eigendommen/Grondregie/Huisvesting.- Gevolgen van de humanitaire crisis : hulp aan Oekraïense vluchtelingen.- Terbeschikkingstelling van zeven leegstaande gemeentewoningen, ten bate van de vluchtelingen en terbeschikkingstelling van één woning toebehorend tot VIVAQUA, ten bate van de Gemeente Ukkel, als oplossing voor noodopvang.- Principebesluit om het precair en kosteloos gebruik toe te kennen en de woningen te bemeubelen en vastlegging van de voorwaarden.- Goedkeuring van de modelovereenkomst.- Beslissing om af te wijken van het gemeentereglement op de toekenning en toewijzing van de gemeentewoningen, door de toewijzing op basis van de lijst met kandidaat-aanvragers, tijdelijk te bevrozen en af te zien van de huurinkomsten voor de beoogde goederen tijdens de duur van de overeenkomsten.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op het artikel 232;

Gelet op de Brusselse Huisvestingscode, in het bijzonder Titel XI;

Gelet op het reglement op de toewijzing van de gemeentelijke woningen, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 1 oktober 2020;

Gelet op beraadslaging nr. 016/15.03.2022/B/008, waardoor het college van burgemeester en schepenen meer bepaald beslist heeft om de dienst Huisvesting te belasten met de terbeschikkingstelling, uitrusting en toewijzing van gemeentewoningen en van de beschikbare woning van Vivaqua aan Oekraïense vluchtelingen, in samenspraak met de persoon die verantwoordelijk is voor de verdeling van de vluchtelingen over de opvangplaatsen;

Overwegende de vraag van het Nationaal Crisiscentrum aan de gemeentes om het volledige aanbod openbare en privéopvangplaatsen die op hun grondgebieden beschikbaar zijn te identificeren, op te lijsten, de terbeschikkingstelling ervan te coördineren en binnen het bestuur een contactpersoon aan te duiden;

Overwegende dat zeven woningen die eigendom zijn van de gemeente Ukkel, meer bepaald zes bestemd tot het vermogen beheerd door de Grondregie en een (Neerstallesteenweg 489) die onder de gemeentebegroting valt, momenteel vrij van gebruik zijn en voorbehouden kunnen worden om het hoofd te bieden aan noodsituaties;

Dat het gaat om de volgende appartementen :

- Baron Perelmanstraat 4 bus 7 (studio);
- Poldersstraat 12 bus 5 en 14 bus 5 (2 eenslaapkamerappartementen);
- Poldersstraat 6 bus 5 (duplexappartement met 2 slaapkamers);
- Stallestraat 288, 2e verdieping (sociale woning met 3 slaapkamers);
- Stallestraat 189 bus 6 (sociale woning met 2 slaapkamers), beheerd door de begroting van de Grondregie;
- Neerstallesteenweg 489 (duplexappartement met 4 slaapkamers : 1e en 2e verdieping);

Dat daarbij een leegstaand appartement zonder keukenmeubilair komt, gelegen Waterlooosesteenweg, eigendom van S.C. VIVAQUA, die bereid is om het onmiddellijk gratis ter beschikking van de gemeente Ukkel te stellen middels een formele toestemming van het bevoegd orgaan en de ondertekening van een beheersovereenkomst;

Overwegende dat de terbeschikkingstelling van de voornoemde woningen aan Oekraïense vluchtelingen inhoudt dat de toewijzing van deze appartementen aan de kandidaat-huurders die ingeschreven zijn op de lijst met aanvragers tijdelijk geblokkeerd wordt;

Dat de communicatie aan de potentiële aanvragers, in het bijzonder op de gemeentelijke website, in die zin gewijzigd moet worden en dat de ingeschreven kandidaten eveneens op de hoogte gebracht moeten worden van de situatie en van de gevolgen ervan op de onbeschikbaarheid van de woningen in de komende maanden;

Dat deze woningen leegstaan en dat de dienst Gemeente-eigendommen, Grondregie en Huisvesting belast is met de meubilering ervan via schenkers of private liefdadigheidsinitiatieven;

Overwegende bovendien dat wegens de kwetsbare toestand van de vluchtelingen zonder inkomen hen de volgende voorwaarden toegekend moeten worden :

- precair gebruik, voor een bepaalde duur van drie maanden, verlengbaar bij gebrek aan een gunstige evolutie van de maatschappelijke en financiële situatie van de gebruiker, in afwachting van een duurzame opvangoplossing;
- kosteloosheid van de woning die hen ter beschikking gesteld wordt;
- geen huurwaarborg;
- afsluiting van de brandverzekering, voor rekening van de eigenaar;
- bijdrage aan de privaatieve lasten en de gemeenschappelijke lasten van het gebouw,

voor zover de gebruiker een leefloon geniet of over een toereikend inkomen beschikt om ze te dragen;

- desgevallend kunnen de kosten voor het water-, elektriciteits- en gasverbruik hen gefactureerd worden, maar uitsluitend tegen het sociaal tarief, op voorwaarde dat de meters en abonnementen overgezet werden op de persoonlijke naam van de gebruikers;

Dat de medewerking van de Sociale Coördinatie van het OCMW van Ukkel, belast met de begeleiding van de Oekraïense vluchtelingen, gevraagd zal worden om aan de cel Huisvesting van het gemeentebestuur de informatie mee te delen over de evolutie van de financiële situatie van de begunstigden, zowel wat betreft hun eventueel vermogen om de hierboven beschreven lasten te dragen als de brandverzekeringspremie;

Dat om tijd te winnen en extra kosten van een externe deskundige te vermijden de gemeentelijke landmeter-schatter of de architect van de dienst Gemeenteeigendommen, Grondregie en Huisvesting zal overgaan tot de plaatsbeschrijvingen bij aanvang, met indien nodig het beroep op de diensten van een vertaler;

Dat de diensten van een vertaler Oekraïens-Frans nodig zullen zijn bij de lezing en ondertekening van de schriftelijke documenten die samenhangen met het gebruik (overeenkomst, plaatsbeschrijving bij aanvang en bij verlaten, huishoudelijk reglement van de appartementsgebouwen, gebruiksaanwijzingen van de technische installaties van de woning en eventueel van de voornaamste geleverde huishoudtoestellen);

Overwegende ter informatie dat de inkomstenderving als gevolg van de huurleegstand geraamd wordt (huurprijzen geïndexeerd op 1 februari 2022 plus lasten) op respectievelijk

€ 2.790 + € 360 (voor drie maanden gebruik) voor de gemeentebegroting

€ 8.310 + € 1.050 (middelgrote woningen, drie maanden gebruik) voor de begroting van de Grondregie (exploitatie-inkomsten),

waaraan naargelang de categorie waartoe de begunstigden behoren de volgende bedragen toegevoegd worden voor de twee sociale woningen (voor drie maanden gebruik) :

€ 1.640,70 (indien alleenstaande) + € 330;

€ 1.093,80 (indien samenwonenden) + € 330;

€ 2.217,34 (indien persoon met gezinslast) + € 330;

Dat het inkomstenverlies echter geen begrotingswijziging vereist, in elk geval voor de begroting van de Grondregie, bij gebrek aan vastgestelde rechten zoals voor de lopende huurovereenkomsten;

Overwegende dat de keuze van het type overeenkomst en de goedkeuring van de voorgaande voorwaarden afwijkingen op de Huisvestingscode van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wat betreft de woninghuurovereenkomst en op het reglement op de toewijzing van de gemeentelijke woningen vormen, die goedgekeurd moeten worden door de vergadering;

Overwegende tot slot dat de vergadering een beslissing moet nemen over de voortzetting of niet van de nieuwe inschrijvingen van kandidaten voor de gemeentelijke woningen om bijgevolg ook de communicatie aan het publiek hierover aan te passen;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist uitzonderlijk en tijdelijk, om redenen van humanitaire hulp en dringende noodzaak :

- de zeven hierboven beschreven gemeentelijke woningen, in afwijking op de Brusselse Huisvestingscode en op het reglement op de toewijzing van de gemeentelijke woningen, met als doelstelling om ze opnieuw te verhuren na afloop van de periode van hulp aan de Oekraïense vluchtelingen, en een beschikbare woning eigendom van de intercommunale vereniging in de vorm van S.C. VIVAQUA gelegen

Waterloosesteenweg 762/A3 bus 5 uitsluitend ter beschikking van Oekraïense vluchtelingen te stellen;

- de volgende bewoordingen van een gratis overname van het beheer door de gemeente Ukkel van het appartement op het voornoemde adres, eigendom van VIVAQUA, goed te keuren;

- ondertekening van de beheersovereenkomst voor de daadwerkelijke terbeschikkingstelling van het goed, met als doel om dit goed kosteloos ter beschikking van Oekraïense vluchtelingen te stellen voor een zeer korte duur (drie maanden, verlengbaar voor dezelfde periode), door middel van de sluiting van preciaire gebruiksovereenkomsten met bepaalde duur, volgens hetzelfde model en op dezelfde voorwaarden als diegene die rechtstreeks gesloten zijn tussen de gemeente Ukkel en de vluchtelingen

- financiële tenlasteneming door de gemeente Ukkel van de abonnementen en het water- en energieverbruik

- financiële tenlasteneming door de gemeente Ukkel van een brandverzekeringpolis

- tenlasteneming van de meubilering, inclusief de installatie van een half uitgeruste keuken (elektrisch fornuis met oven en koelkast)

- te kiezen voor het precair gebruik, kosteloos en met bepaalde duur van drie maanden verlengbaar voor eenzelfde duur bij gebrek aan een gunstige evolutie van de maatschappelijke en financiële situatie van de gebruiker, als beheerwijze van de zeven gemeentelijke appartementen en van het appartement van VIVAQUA, die ter beschikking gesteld worden van Oekraïense vluchtelingen, op de hierboven opgesomde voorwaarden, inclusief de meubilering van deze leegstaande woningen en de uitrusting van de woning eigendom van VIVAQUA met keukenmeubilair, op kosten van de gemeente Ukkel;

- het ontwerp van modelovereenkomst voor precair gebruik van zeer korte duur, te sluiten met de bewoner(s) van de 8 voornoemde woningen, goed te keuren;

- de gemeentelijke landmeter-schatter of zijn vervanger te doen overgaan tot de plaatsbeschrijvingen bij aanvang van de acht woningen die ter beschikking van Oekraïense vluchtelingen gesteld worden en desgevallend tot de latere overdracht van de water-, elektriciteits- en gasmeters op naam van de gebruikers van deze woningen;

- een beroep te doen op de diensten van een vertaler om de Oekraïense vluchtelingen bij te staan bij hun administratieve stappen bij de cel Huisvesting, bij de ondertekening van de documenten voor de bezetting van de woning en indien nodig bij de plaatsbeschrijvingen;

- de dienst Verzekeringen te belasten met de dekking van de gemeentelijke appartementen voor de huurrisico's en desgevallend met de afsluiting van een brandverzekeringpolis voor de overname van het beheer van de woning eigendom van VIVAQUA;

- de toewijzingsprocedures van de zeven leegstaande woningen ten voordele van kandidaten die al op de lijsten ingeschreven zijn te bevriezen, maar de inschrijvingen van nieuwe aanvragen voor sociale en middelgrote woningen niet te blokkeren;

- de specifieke toezichthoudende overheid (Brussel Huisvesting) in te lichten over de besliste afwijkingen.

De woningen die ter beschikking worden gesteld zullen worden opgenomen in de gewestelijk database voor duurzaam wonen.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

2022 Conv.occup.preciaire-log.comm.-réfugiés-FR-CORR.SJ.docx, 2022

Conv.occup.preciaire-log.comm.-réfugiés-NL-CORR.SJ.docx

DÉPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT - DEPARTEMENT FACILITY MANAGEMENT

Maintenance - Onderhoud

24.03.2022/A/0016 **Adhésion à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte (Programme RenoClick).**

Le Conseil,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 24bis;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs;

Considérant que l'article 47, § 2, de la loi du 17 juin 2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation;

Qu'en vertu de l'article 47, § 4, de la loi du 17 juin 2016, un pouvoir adjudicateur bénéficiaire peut, sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016, attribuer à une centrale d'achat un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achat centralisées; que ces marchés publics de services peuvent également comprendre la fourniture d'activités d'achat auxiliaires;

Considérant qu'une telle centrale d'achat a été mise en place par l'intercommunale Sibelga en ce qui concerne l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte;

Vu l'intérêt pour l'administration communale d'Uccle de recourir à cette centrale d'achat qui permettra de bénéficier de l'expertise de Sibelga pour les marchés publics relatifs aux travaux, fournitures et services en matière de rénovation énergétique et de déploiement d'installations de production d'énergie renouvelable,

Décide :

- d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale Sibelga pour l'accompagnement des pouvoirs publics locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de la rénovation énergétique de bâtiments ou du déploiement d'installations de production d'électricité verte (Programme RenoClick);
- d'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 38 votes positifs.

Toetreding tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga voor de begeleiding van de lokale en gewestelijke openbare besturen met het oog op de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom (Programma RenoClick).

De Raad,
Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;
Gelet op het Koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;
Gelet op het Koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten;
Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, meer bepaald artikel 24bis;
Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;
Gelet op artikel 47, § 2 van de wet van 17 juni 2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;
Overwegende dat krachtens artikel 47, § 4 van de wet van 17 juni 2016, een begunstigde aanbestedende overheid, zonder de procedures toe te passen voorzien door de wet van 17 juni 2016, aan een opdrachtcentrale een overheidsopdracht voor diensten mag gunnen voor de levering van gecentraliseerde aankoopactiviteiten; dat die overheidsopdrachten voor diensten eveneens de levering van ondersteunende aankoopactiviteiten kunnen omvatten;
Overwegende dat een dergelijke aankoopcentrale werd opgericht door de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de plaatselijke en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom;
Gelet op het belang voor het gemeentebestuur van Ukkel om een beroep te doen op die aankoopcentrale waarmee voordeel kan worden gehaald uit de expertise van Sibelga voor de overheidsopdrachten betreffende de werken, leveringen en diensten in verband met de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom,

Besluit :

- toe te treden tot de aankoopcentrale van de intercommunale Sibelga ter begeleiding van de plaatselijke en regionale openbare besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met het oog op de energetische renovatie van gebouwen of de implementatie van installaties voor de productie van groene stroom (Programma RenoClick);
- het reglement goed te keuren dat die opdrachtcentrale regelt.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Règlement_FR_RENOCLICK.pdf, Règlement_NL_RENOCLICK.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Egalité - Gelijkheid

24.03.2022/A/0017 **Représentation de la chorale LGBTQI+ "Sing out Brussels".- Organisation de l'événement "Dance with Pride" au C.C.U..**

Le Conseil,

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale encourage une politique active en matière d'Égalité des Chances et de Diversité;

Vu que la D.P.G. communale s'engage à promouvoir l'égalité des chances et des genres en luttant contre les discriminations structurelles, tant dans l'administration que dans tout autre domaine, peu importe l'orientation sexuelle de chacun;

Que la commune participe e.a. à la campagne "All Gender Welcome" de la Rainbowhouse;

Que la commune sera le relais et travaillera en collaboration avec des associations et collectifs œuvrant pour l'égalité des chances;

Attendu que la chorale LGBTQI+ "Sing out Brussels" organise le spectacle "Dance with Pride" au C.C.U. le 11 juin 2022 (+ répétition le 10 juin 2022);

Qu'en date du 6 janvier 2022, une réunion a eu lieu entre leur A.S.B.L. et notre service Égalité des Genres;

Qu'il est ressortit de cette réunion que le service Égalité des Genres pourrait subsidier une partie de ce spectacle, via un soutien financier de 5.500 €, à imputer à l'article 849/332-02/16 - Service Égalité des Genres - Subsidies en capital;

Que ce subside couvrirait le prix de la location du C.C.U., la prestation technique d'un régisseur son et lumières, la présence de 10 bénévoles;

Que la Commune d'Uccle mettra à disposition des flyers, bâches, affiches et publicité communale;

Qu'en remerciement de ce subside, Sing out of Brussels mettra 100 places à disposition de la Commune d'Uccle et du C.P.A.S. d'Uccle,

Décide :

- d'octroyer à la chorale "Sing out Brussels", un soutien financier pour un montant total de 5.500 €, à engager sur l'article budgétaire de l'Égalité des Genres 849/332-02/16.
- d'autoriser l'engagement de la dépense qui se fera après l'approbation du budget 2022.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Voorstelling van het LGBTQI + koor "Sing out Brussels".- Organisatie van het evenement "Dance with Pride" in het C.C.U..

De Raad,

Overwegende dat de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een actief beleid inzake gelijke kansen en diversiteit aanmoedigt;

Overwegende dat de gemeentelijke ABV gelijke kansen en gendergelijkheid aanmoedigt door het bestrijden van structurele discriminatie, zowel in het bestuur als op elk ander gebied, ongeacht seksuele geaardheid;

Overwegende dat de gemeente o.a. deelneemt aan de campagne "All Gender Welcome" van Rainbowhouse;

Overwegende dat de gemeente zal optreden als tussenpersoon en zal samenwerken met verenigingen en collectieven die zich inzetten voor gelijke kansen;

Overwegende dat het LGBTQI+ koor "Sing out Brussels" op 11 juni 2022 (+ repetitie op 10 juni 2022) de voorstelling "Dance with Pride" in het CCU organiseert;

Overwegende dat op 6 januari 2022 een vergadering heeft plaatsgevonden tussen hun vzw en onze dienst Gendergelijkheid;

Overwegende dat uit deze vergadering is gebleken dat de dienst Gendergelijkheid een deel van deze voorstelling kan subsidiëren, via een financiële steun van 5.500 €, te boeken onder artikel 849/332-02/16 - Dienst Gendergelijkheid - Kapitaalsubsidies;

Overwegende dat deze subsidie de kosten zou dekken van de huur van het CCU, de

technische diensten van een geluids- en lichttechnicus en de aanwezigheid van 10 vrijwilligers;

Overwegende dat de gemeente Ukkel zal zorgen voor flyers, zeilen, affiches en gemeentelijke publiciteit;

Overwegende dat, als blijkt van waardering voor deze subsidie, Sing out of Brussels 100 plaatsen ter beschikking zal stellen van de gemeente Ukkel en het OCMW van Ukkel,

Beslist :

- het koor "Sing out Brussels" een financiële steun te verlenen voor een totaalbedrag van 5.500 €, vast te leggen onder begrotingsartikel van Gendergelijkheid 849/332-02/16;

- de vastlegging van de uitgave toe te staan die zal gebeuren na de goedkeuring van de begroting 2022.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 38 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Environnement - Milieu

24.03.2022/A/0018 **Prise en concession de 4 parcelles avenue Latérale.- Accord de principe pour l'introduction de quatre offres auprès de la S.N.C.B..**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège en sa séance du 8 mars 2022;

Considérant que l'avenue latérale est une zone de carence en espace vert de proximité selon la carte de Bruxelles Environnement et que cet espace avait déjà été repéré pour son potentiel d'accueil d'un espace vert ou de développement d'un projet d'agriculture urbaine par les services communaux;

Considérant que la SNCB a lancé un appel d'offres pour prendre en concession 6 parcelles avenue Latérale dont la date limite de remise des offres est le 15 mars 2022;

Considérant la prise de contact effectuée avec plusieurs habitant(e)s;

Considérant l'intérêt de prendre en location des parcelles contiguës (3, 4, 5, 6);

Considérant que la SNCB a confirmé la possibilité de louer plusieurs parcelles d'un coup, tant que les offres sont remplies individuellement en tenant compte du montant des redevances demandées à titre individuel;

Considérant que le cout annuel de la concession des 4 parcelles s'élèverait à 4 fois 350 €, c'est-à-dire 1.400 €;

Vu qu'un RER vélo arriverait dans plusieurs années, mais qu'à ce stade la date des travaux est incertaine;

Considérant que le terrain devra être grillagé et aménagé, que la SNCB pourrait demander une étude de sol aux frais de la Commune;

Considérant qu'après discussion avec le comité de quartier Uccle-Observatoire, il ressort notamment une demande de création d'espaces d'agriculture;

Considérant que le projet d'aménagement de potagers serait coordonné exclusivement dans sa phase d'élaboration et d'aménagement par le service de l'Environnement;

Considérant que la Régie foncière prendrait en charge la location du site, ainsi que la mise en location des parcelles de culture créées sur le site;

Vu qu'une offre a été introduite dans les délais exigés par la SNCB pour chacune des quatre parcelles intéressantes, avec une clause suspensive relative à l'accord de l'Assemblée,

Décide de marquer son accord sur l'introduction de quatre offres auprès de la SNCB pour la location de 4 parcelles, une par parcelle, pour un montant de quatre fois 350 €.

Le Conseil approuve le point.

38 votants : 35 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Emmanuel De Bock, Véronique Lederman-Bucquet.

In concessie nemen van 4 percelen in de Zijlaan.- Principeakkoord om vier offertes in te dienen bij de N.M.B.S..

De Raad,

Gelet op de beslissing van het college in zitting van 8 maart 2022;

Overwegende dat de Zijlaan volgens de kaart van Leefmilieu Brussel geen lokale groene ruimtes bezit en dat deze ruimte al opgelijst werd voor haar potentieel om plaats te bieden aan een groene ruimte of om een project van stadslandbouw te ontwikkelen door de gemeentediensten;

Overwegende dat de NMBS een offerteaanvraag gelanceerd heeft om 6 percelen in de Zijlaan in concessie te nemen, waarvan de deadline voor de indiening van de offertes 15 maart 2022 is;

Overwegende de contacten met verschillende buurtbewoners;

Overwegende de belangstelling om de aangrenzende percelen (3, 4, 5 en 6) te huren;

Overwegende dat de NMBS de mogelijkheid bevestigt heeft om meerdere percelen in een keer te huren, zolang de offertes individueel ingevuld worden rekening houdend met het bedrag van de retributies die individueel gevraagd worden;

Overwegende dat de jaarlijkse kostprijs van de concessie van de 4 percelen 4 maal € 350 zou belopen, hetzij € 1.400;

Aangezien er binnen enkele jaren een FietsGEN zou komen, maar dat de datum van de werken in dit stadium onzeker is;

Overwegende dat het terrein omheind en ingericht moet worden en dat de NMBS een bodemonderzoek zou kunnen vragen op kosten van de gemeente;

Overwegende dat na discussie met het wijkcomité Ukkel-Sterrenwacht blijkt dat er vraag is om landbouwruimtes te creëren;

Overwegende dat het project voor de aanleg van moestuinen uitsluitend in de fase van opmaak en aanleg gecoördineerd zou worden door de Milieudienst;

Overwegende dat de Grondregie de huur van het terrein en de verhuring van de landbouwpercelen die op het terrein gecreëerd worden voor haar rekening zou nemen;

Aangezien er binnen de door de NMBS vereiste termijnen een offerte ingediend werd voor elk van de vier betrokken percelen, met een opschortende clausule met betrekking tot de goedkeuring van de vergadering,

Beslist zijn akkoord te verlenen aan de indiening van vier offertes bij de NMBS voor de huur van 4 percelen, voor een bedrag van vier keer € 350.

De Raad keurt het punt goed.

38 stemmers : 35 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Emmanuel De Bock, Véronique Lederman-Bucquet.

4 annexes / 4 bijlagen

Formulaire lot 4 non signé.pdf, Formulaire lot 3 non signé.pdf, Formulaire lot 6 non signé.pdf, Formulaire lot 5 non signé.pdf

24.03.2022/A/0019 **L'urgence a été demandée et acceptée par 35 voix pour et 2 abstentions (Uccle en Avant).- Programme d'actions Climat (PAC).- Assemblée citoyenne pour le Climat.- Nomination de nouveaux membres.**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 13 juillet 2021, le Collège des Bourgmestre et Echevins a attribué la réalisation d'un bilan d'émissions des gaz à effet de serre, d'un programme d'actions climat (PAC) et la communication sur cette action au bureau d'étude FACTOR-X en association le bureau d'étude METAMORPHOSIS et l'agence de communication SANGO;

Considérant qu'en séance du 30 septembre 2021, le Conseil a approuvé le règlement de l'Assemblée citoyenne pour le Climat (ACC), règlement précisant son objet, sa composition, son organisation et fonctionnement ainsi que les conditions de sa dissolution;

Considérant qu'en séance du 16 décembre 2021, la Conseil a approuvé la nomination des 30 membres de l'ACC;

Considérant qu'il était prévu que les candidatures non retenues soient conservées en tant que potentiels membres suppléants, dans le cas où un membre effectif venait à démissionner;

Considérant que les assemblées citoyennes prévues le 11 et le 31 janvier ont dû être annulées en raison de la situation sanitaire et que pour compenser cela, une nouvelle date a été définie (le 9 mars) et qu'une autre devra encore être fixée;

Considérant que la première assemblée citoyenne s'est tenue le 17 février et que 9 membres ont été absents, puis que la deuxième assemblée citoyenne s'est tenue le 9 mars et que 12 membres ont été absents;

Considérant que parmi les absents, 3 membres se sont retirés et 2 restent injoignables et sont dès lors considérés comme démissionnaires;

Considérant que pour garder une représentativité, compenser les démissionnaires, faire face aux absences inévitables lors des prochaines ACC et fonctionner efficacement dans un processus d'intelligence collective, le bureau d'étude animant les assemblées citoyennes a proposé de nommer d'autres membres afin que globalement une trentaine de personnes soient présentes aux ACC;

Considérant qu'un tirage au sort a donc été effectué vendredi 11 mars et que conformément au règlement, chaque groupe politique a pu envoyer un(e) représentant(e) à chaque séance de tirage au sort;

Décide de nommer les personnes suivantes en tant que membres de l'Assemblée citoyenne pour le Climat :

Noms	Prénoms	Quartier
Alfers	Kevin	Churchill
Andreus	Constantin	Observatoire
Auerbacher	David	Fort Jaco
Bossuyt	Alexis	Churchill
Brion	Danielle	Churchill
Case	Caroline	Montjoie - Langeveld
D Arrigo	Barbara	Calevoet - Moensberg
de Ryckel	Cécile	Globe
De Schutter	Nicolas	Globe

Dellis	Véronique	Fort Jaco
Demunter	Brigitte	Globe
Despreaux	Maxime	Saint-Job Kauwberg
Dubois	Sophie	Globe
d'Udekem	Emile	Churchill
Dussart	Julien	Globe
Ekoka Mpouli	Daniel	Altitude 100
Ernould	Lucie	Calevoet - Moensberg
Esmaeilzadeh	Mohammadreza	Molière - Longchamp
Favre	Florence	Calevoet - Moensberg
Gregoire	Vincent	Montjoie - Langeveld
Hold	Stephanie	Observatoire
Lerot	Christophe	Calevoet - Moensberg
Moka Fariyala	Norbert	Kriekenput - Homborch - Verrewinkel
Murzeau	Arthur	Calevoet - Moensberg
Ngayabosha	Rhoda	Globe
Noël	Olivia	Globe
Op de Beeck	Valérie	Globe
Quist-Therson Danquash	Esther	Globe
Raynal	Louise	Vivier d'Oie
Rocklin	Nils	Churchill
Roux	Jean-Luc	Saint-Job Kauwberg
Stichelbaut	Mathilde	Globe
Terao	Akira	Dieweg
Thibaut de Maisieres	Florian	Montjoie - Langeveld
Ury	Lauren	Observatoire
Vandriessche	Michael	Calevoet - Moensberg
Verbanck	Sylvain	Dieweg
Viguiet	Thomas	Molière - Longchamp

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 31 votes positifs, 6 abstentions.

Abstentions : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Jacques Spelkens.

De hoogdringendheid werd gevraagd en aangenomen met 35 stemmen voor en 2 onthoudingen (Uccle en Avant).- Klimaatactieprogramma (KAP).- Burgerparlement voor het Klimaat.- Benoeming van nieuwe leden.

De Raad,

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 13 juli 2021 de opmaak van een balans van de uitstoot van broeikasgassen en van een klimaatactieprogramma (KAP) en de communicatie over deze actie toevertrouwd

heeft aan het studiebureau FACTOR-X, in samenwerking met het studiebureau METAMORPHOSIS en het communicatiebureau SANGO;

Overwegende dat de raad in zitting van 30 september 2021 het reglement van het Burgerparlement voor het Klimaat (BPK) goedgekeurd heeft, dat zijn voorwerp, samenstelling, organisatie en werking en de voorwaarden van zijn ontbinding verduidelijkt;

Overwegende dat de raad in zitting van 16 december 2021 de benoeming van de 30 leden van het BPK goedgekeurd heeft;

Overwegende dat het voorzien was dat de niet-geselecteerde kandidaturen bewaard werden als mogelijke vervangende leden indien een werkend lid ontslag zou nemen;

Overwegende dat de burgerparlementen gepland op 11 en 31 januari geannuleerd moesten worden wegens de gezondheidssituatie, dat er ter compensatie een nieuwe datum vastgelegd werd (9 maart) en dat er nog een andere datum vastgelegd moet worden;

Overwegende dat het eerste burgerparlement plaatsgevonden heeft op 17 februari en dat 9 leden afwezig waren en dat het tweede burgerparlement plaatsgevonden heeft op 9 maart en dat 12 leden afwezig waren;

Overwegende dat 3 afwezigen zich teruggetrokken hebben en dat er 2 onbereikbaar zijn en bijgevolg als ontslagnemend beschouwd worden;

Overwegende dat, om een representativiteit te bewaren, de ontslagnemende leden te compenseren, het hoofd te bieden aan de onvermijdelijke afwezigheden tijdens de volgende BPK's en doeltreffend te functioneren in een proces van collectieve intelligentie, het studiebureau dat de burgerparlementen leidt voorgesteld heeft om andere leden te benoemen zodat er globaal gezien ongeveer dertig mensen aanwezig zijn op de BPK's;

Overwegende dat er dus een lottrekking plaatsgevonden heeft op vrijdag 11 maart en dat overeenkomstig het reglement elke politieke fractie een vertegenwoordiger kon sturen naar elke lottrekking,

Beslist de volgende personen te benoemen als lid van het Burgerparlement voor het Klimaat :

Naam	Voornaam	Wijk
Alfers	Kevin	Churchill
Andreus	Constantin	Observatorium
Auerbacher	David	Fort Jaco
Bossuyt	Alexis	Churchill
Brion	Danielle	Churchill
Case	Caroline	Montjoie - Langeveld
D Arrigo	Barbara	Kalevoet - Moensberg
de Ryckel	Cécile	Globe
De Schutter	Nicolas	Globe
Dellis	Véronique	Fort Jaco
Demunter	Brigitte	Globe
Despreaux	Maxime	Sint-Job Kauwberg
Dubois	Sophie	Globe
d'Udekem	Emile	Churchill
Dussart	Julien	Globe
Ekoka Mpouli	Daniel	Hoogte 100

Ernould	Lucie	Kalevoet - Moensberg
Esmailzadeh	Mohammadreza	Moliere - Longchamp
Favre	Florence	Kalevoet - Moensberg
Gregoire	Vincent	Montjoie - Langeveld
Hold	Stephanie	Observatorium
Lerot	Christophe	Kalevoet - Moensberg
Moka Fariyala	Norbert	Kriekenput - Homborch - Verrewinkel
Murzeau	Arthur	Kalevoet - Moensberg
Ngayabosha	Rhoda	Globe
Noël	Olivia	Globe
Op de Beeck	Valérie	Globe
Quist-Therson Danquash	Esther	Globe
Raynal	Louise	Diesdelle
Rocklin	Nils	Churchill
Roux	Jean-Luc	Sint-Job Kauwberg
Stichelbaut	Mathilde	Globe
Terao	Akira	Dieweg
Thibaut de Maisieres	Florian	Montjoie - Langeveld
Ury	Lauren	Observatorium
Vandriessche	Michael	Kalevoet - Moensberg
Verbanck	Sylvain	Dieweg
Viguier	Thomas	Molière - Longchamp

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 31 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Odile Margaux, Véronique Lederman-Bucquet, Jacques Spelkens.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

24.03.2022/A/0020 **Enseignement communal.- Commission paritaire locale.**

Le Conseil,

Vu la démission de Mme El Fassi du Conseil communal;

Vu que celle-ci était membre de la COPALOC;

Vu la demande du groupe socialiste de nommer à sa place Mme Lise Batugowski;

Vu l'accord de Monsieur Marc Cools de rester suppléant,

Décide de désigner Madame Lise Batugowski comme membre effective de la COPALOC, avec comme suppléant M. Marc Cools.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Gemeentelijk onderwijs.- Lokale paritaire commissie.

De Raad,
Gelet op het ontslag uit de Gemeenteraad van Mevr. El Fassi;
Gelet op het feit dat ze lid was van de COPALOC (lokale paritaire commissie);
Gelet op de vraag van de socialistische groep om Mevr. Lise Batugowski in haar plaats te benoemen;
Gelet op het feit dat de h. Marc Cools akkoord gaat om opvolger te blijven,
Beslist Mevr. Lise Batugowski aan te duiden als werkend lid van de COPALOC, met als opvolger de h. Marc Cools.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Solidarité internationale - Internationale solidariteit

24.03.2022/A/0021 **Solidarité internationale.- Fonds de calamité.- Octroi d'un subside pour venir en aide aux populations victimes du conflit armé en Ukraine.- Engagement de la dépense.**

Le Conseil,
Vu l'invasion militaire de l'Ukraine par la Fédération de Russie qui a débuté le 24 février 2022;
Vu que cette invasion est une violation de l'article 2 de la Charte des Nations-Unies dont est signataire la Fédération de Russie : « *Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies* » ;
Vu que l'action militaire menée par la Fédération de Russie est également une violation du Mémorandum de Budapest de 1994 qui engage la Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni à « *respecter l'indépendance, la souveraineté et les frontières existantes de l'Ukraine* » ; ces Etats « *réaffirment leur obligation de s'abstenir de la menace ou de l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance de l'Ukraine, et qu'aucune de leurs armes ne sera jamais utilisée contre l'Ukraine, sauf en cas de légitime défense ou en conformité avec la charte des Nations unies.* » ;
Vu qu'en date du 1er mars 2022, plus de 520.000 personnes ont traversé la frontière pour se réfugier dans un pays limitrophe et que plus 100.000 autres se sont déplacées au sein du pays selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR);
Vu que la commune d'Uccle dispose d'un « fonds calamités » (15001/332-02/ - /64)

pour venir en aide aux zones sinistrées dans le monde;

Vu qu'il est proposé d'octroyer une aide de 5.000,00 € (15001/332-02/ - /64), sous réserve de l'approbation du budget 2022 par la tutelle, au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) qui aide psychologiquement, juridiquement et matériellement les familles forcées de fuir leurs foyers en Ukraine et dans les pays voisins,

Décide d'octroyer 5.000,00 € (15001/332-02/ - /64) au Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (Bénéficiaire : UNHCR Belgique - Numéro de compte : BE61 0018 8535 1917 - Code BIC : GEBABEBB - Communication : Don Ukraine - Avenue Louise 283, 1050 Bruxelles, Belgique).

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Internationale Solidariteit - Rampenfonds - Toekenning van een subsidie om hulp te bieden aan de bevolkingsgroepen die het slachtoffer zijn van het gewapend conflict in Oekraïne.

De Raad,

Gelet op de militaire invasie van Oekraïne door de Russische Federatie, die gestart is op 24 februari 2022;

Aangezien deze invasie een schending van artikel 2 van het Handvest van de Verenigde Naties inhoudt, dat de Russische Federatie ondertekend heeft: *"In hun internationale betrekkingen onthouden alle Leden zich van bedreiging met of het gebruik van geweld tegen de territoriale integriteit of de politieke onafhankelijkheid van een staat, en van elke andere handelwijze die onvereenigbaar is met de doelstellingen van de Verenigde Naties"*;

Aangezien de militaire actie van de Russische Federatie eveneens een schending van het Memorandum van Boedapest van 1994 inhoudt, dat Rusland, de Verenigde Staten en het Verenigd Koninkrijk ertoe verbindt *"de onafhankelijkheid, de soevereiniteit en de bestaande grenzen van Oekraïne te respecteren"*; deze staten *"bevestigen hun verplichting om zich te onthouden van bedreiging met of het gebruik van geweld tegen de territoriale integriteit of de onafhankelijkheid van Oekraïne en dat hun wapens nooit tegen Oekraïne gebruikt zullen worden, behalve in geval van wettige zelfverdediging of overeenkomstig het Handvest van de Verenigde Naties"*;

Aangezien op 1 maart 2022 meer dan 520.000 personen de grens overgestoken hebben om een toevlucht te zoeken in een buurland en meer dan 100.000 anderen zich binnen het land verplaatst hebben volgens het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties (UNHCR);

Aangezien de gemeente Ukkel beschikt over een "rampenfonds" (15001/332-02/ - /64) om hulp te bieden aan de getroffen gebieden in de wereld;

Aangezien voorgesteld wordt om, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting 2022 door de Voogdij, € 5.000,00 bijstand (15001/332-02/ - /64) toe te kennen aan het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties (UNHCR), dat psychologische, juridische en materiële ondersteuning biedt aan de gezinnen die gedwongen werden om hun huis in Oekraïne en in de buurlanden te ontvluchten;

Beslist € 5.000,00 (15001/332-02/ - /64) toe te kennen aan het Hoog Commissariaat voor de Vluchtelingen van de Verenigde Naties (begunstigde: UNHCR België - rekeningnummer: BE61 0018 8535 1917 - BIC-code: GEBABEBB - mededeling: Gift Oekraïne - Louizalaan 283, 1050 Brussel, België).

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
UNHCR Ukraine 2.JPG, UNHCR Ukraine 1.JPG

24.03.2022/A/0022 **Solidarité internationale.- Mon école solidaire.- Octroi d'un subside au Lycée français Jean Monnet.**

Le Conseil,

Vu l'accord de principe au lancement d'un appel à projet « Mon école solidaire » auprès des écoles primaires et secondaires de la commune d'Uccle par le Collège du Collège du 17 novembre 2020;

Vu que le règlement et le formulaire de l'appel à projets « Mon école solidaire » ont été approuvés par le Conseil communal du 17 décembre 2020 et que ceux-ci n'ont pas été modifiés;

Vu que le budget consacré aux subsides de la Solidarité internationale 2022 inscrit à l'article 150/332-02/-/64 représente un montant de 20.000 €;

Vu que la somme de 2.000,00 € a été budgétisé pour l'année 2022 sur l'article 15001/332-02/64 en vue de subsidier les projets soumis dans le cadre de l'appel à projets « Mon école solidaire »;

Vu que ce règlement vise l'octroi de subsides d'un montant compris entre 200 et 1000 euros et ce, dans les limites du budget disponible;

Vu que sont éligibles les actions de coopération et de solidarité internationale telles que l'ouverture d'un magasin de commerce équitable dans une école, la mise en œuvre de projets de solidarité ou coopération internationale en partenariat avec des associations belges ou internationales, l'organisation d'actions d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire au sein des écoles;

Vu que les projets doivent être proposés et mis en œuvre par un groupe d'au moins 5 élèves (ne nécessitant pas de référent pédagogique ou administratif mais avec l'accord du Pouvoir organisateur de l'école) ou par un-e enseignant-e pour un projet de classe; indiquer un budget réaliste compris entre 200 euros et 1.000 euros affecté à un projet défini et non au fonctionnement des écoles concernées; comporter un volet de communication ; prendre en compte les 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies (<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>);

Vu que le Service Solidarité internationale a reçu une proposition de projet de la part d'une enseignante du Lycée français Jean Monnet en vue de subsidier une action d'éducation à la citoyenneté mondiale et solidaire qui a pour « *objectif de construire avec un groupe de plus 93 personnes dont 21 adultes et 72 élèves issus de différentes écoles un projet mémoriel pour commémorer les enfants belges cachés à la maison d'Izieu en France durant la guerre et déportés en 1943 à Auschwitz* » et visera notamment à « *favoriser des rencontres et échanges entre des élèves français, franco-allemands et belges* », à « *mettre les jeunes en contact avec les lieux de mémoire mais également avec les derniers témoins vivants de cette tragédie afin de les sensibiliser et d'en faire des « passeurs de mémoire » pour les générations futures* » ainsi que de « *lutter contre le racisme et l'antisémitisme, transmettre des valeurs d'ouverture sur l'autre et de tolérance* »;

Vu que ce projet se déroule dans le cadre d'une coopération entre le Lycée français, l'Association pour la Mémoire de la Shoah, la Maison d'Izieu (France), l'école Ganenou (Uccle), l'Athénée royal de Mons et l'école Augusta Marcoux (Molenbeek);

Vu que le projet prévoit comme activité plusieurs rencontres au cours de l'année scolaire entre les écoles partenaires ainsi qu'un voyage commun en France, à Izieu et à Lyon, pour participer à la journée de commémoration des enfants belges d'Izieu le 24 Avril 2022;

Vu que la demande du Lycée français Jean Monnet répond à l'ensemble des critères d'éligibilité de l'appel;

Vu que le subside d'un montant de 1.000,00 € (15001/332-02/64) demandé à la commune d'Uccle complètera le budget du projet financé par d'autres institutions;

Vu qu'après approbation en Conseil communal, 80 % du montant du subside octroyé est versé au demandeur et les 20 % restants seront versés dès réception des justificatifs des dépenses, d'un rapport financier et d'un rapport d'activité au plus tard trois mois après la finalisation du projet soutenu,

Décide d'autoriser l'engagement et le versement du subside de 1.000,00 € (15001/332-02/64) au Lycée français Jean Monnet (Avenue du Lycée français, 9 à 1180 Uccle) sur le compte en banque FR76 1007 1449 0000 0010 2024 338 (code BIC : TRPUFRP1 – Trésor Public – nom du titulaire : LYCEE FRANCAIS MONNET BRUXELLES) pour la réalisation du projet sus-mentionné.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Internationale Solidariteit.- Mijn solidaire school.- Toekenning van een subsidie aan het Frans Lyceum Jean Monnet.

De Raad,

Gelet op het principeakkoord voor de lancering van een projectoproep "Mijn solidaire school" bij de lagere en middelbare scholen van de gemeente Ukkel, goedgekeurd door het college van 17 november 2020;

Aangezien het reglement en het formulier van de projectoproep "Mijn solidaire school" door de gemeenteraad goedgekeurd werden op 17 december 2020 en ze niet gewijzigd werden;

Aangezien het budget voor de subsidies van Internationale Solidariteit 2022, ingeschreven op artikel 150/332-02/-/64, een bedrag van € 20.000 vertegenwoordigt;

Aangezien voor het jaar 2022 de som van € 2.000,00 gebudgetteerd werd op artikel 15001/332-02/64 om de projecten ingediend in het kader van de projectoproep "Mijn solidaire school" te subsidiëren;

Aangezien dit reglement de toekenning van subsidies voor een bedrag van € 200 tot € 1.000 beoogt, en dit binnen de grenzen van het beschikbare budget;

Aangezien de acties rond internationale samenwerking en solidariteit in aanmerking komen, zoals de opening van een fairtradewinkel in een school, de uitvoering van projecten rond internationale solidariteit of samenwerking in partnerschap met Belgische of internationale verenigingen, de organisatie van acties rond wereldburgerschapeducatie in de scholen;

Aangezien de projecten voorgesteld en uitgevoerd moeten worden door een groep van minstens 5 leerlingen (die geen pedagogisch of administratief aanspreekpunt nodig hebben, maar wel de toestemming van de inrichtende macht van de school) of door een leerkracht voor een klasproject, een realistisch budget van € 200 tot € 1.000 moeten opgeven, bestemd voor een vastgelegd project en niet voor de werking van de betrokken scholen, een communicatielink moeten bevatten en rekening moeten houden met de 17 doelstellingen van duurzame ontwikkeling van de Verenigde Naties (<https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>);

Aangezien de dienst Internationale Solidariteit een projectvoorstel van een lerares van het Frans Lyceum Jean Monnet ontvangen heeft om een actie rond

wereldburgerschapeducatie te subsidiëren, met als doelstelling om "met een groep van meer dan 93 personen, waaronder 21 volwassenen en 72 leerlingen van verschillende scholen, een gedenkproject op touw te zetten om de Belgische kinderen te herdenken die tijdens de oorlog verstoep zaten in het huis van Izieu in Frankrijk en in 1943 naar Auschwitz gedeporteerd werden" en die er meer bepaald toe strekt "ontmoetingen en uitwisselingen tussen Franse, Frans-Duitse en Belgische leerlingen te stimuleren", "de jongeren in contact te brengen met de gedenkplaatsen maar ook met de laatste levende getuigen van deze tragedie om ze te sensibiliseren en er "doorgevers van de geschiedenis" voor de toekomstige generaties van te maken" en "te strijden tegen racisme en antisemitisme en waarden van openheid naar anderen en tolerantie door te geven";

Aangezien dit project plaatsvindt in het kader van een samenwerking tussen het Frans Lyceum, de Association pour la Mémoire de la Shoah, het Maison d'Izieu (Frankrijk), school Ganenou (Ukkel), het Athenée Royal van Bergen en school Augusta Marcoux (Molenbeek);

Aangezien het project als activiteit meerdere ontmoetingen tijdens het schooljaar tussen de partnerscholen en een gezamenlijke reis naar Frankrijk, naar Izieu en Lyon, voorziet om deel te nemen aan de herdenkingsdag van de Belgische kinderen van Izieu op 24 april 2022;

Aangezien de aanvraag van het Frans Lyceum Jean Monnet voldoet aan alle criteria van de oproep om in aanmerking te komen;

Aangezien de subsidie voor een bedrag van € 1.000,00 (15001/332-02/64) die aan de gemeente Ukkel gevraagd wordt een aanvulling zal vormen op het budget van het project, dat gefinancierd wordt door andere instellingen;

Aangezien na goedkeuring in de gemeenteraad 80 % van het bedrag van de toegekende subsidie gestort wordt aan de aanvrager en de overige 20 % gestort zal worden na ontvangst van de bewijsstukken van de uitgaven, een financieel verslag en een activiteitenverslag uiterlijk drie maanden na de afwerking van het ondersteunde project,

Beslist de vastlegging en de betaling van de subsidie van € 1.000,00 (15001/332-02/64) aan het Frans Lyceum Jean Monnet (Frans Lyceumlaan 9 te 1180 Ukkel) op rekeningnummer FR76 1007 1449 0000 0010 2024 338 (BIC-code: TRPUFRP1 – staatskas – naam van de houder: LYCEE FRANCAIS MONNET BRUXELLES) voor de verwezenlijking van het voornoemde project toe te staan.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Formulaire mon ecole solidaire projet Izieu.pdf, RIB TGE.PDF

Service juridique - Juridische dienst

24.03.2022/A/0023 **L'urgence a été demandée et acceptée à l'unanimité.- Contestation du précompte immobilier relatif à l'immeuble Fabricom sis rue Gatti de Gamond, 254.- Exercice d'imposition 2017.- Jugement du Tribunal de première instance du 1er décembre 2021.- Opportunité d'interjeter appel.**

Le Conseil,

Considérant que le 18 décembre 2014, la Commune d'Uccle a fait l'acquisition des bâtiments Fabricom sis rue Gatti de Gamond, 254;

Que cet immeuble a été acquis pour cause d'utilité publique afin d'y établir le nouveau siège administratif des services communaux;

Considérant que depuis son acquisition, le service des Propriétés communales demande et obtient chaque année l'exonération du précompte immobilier correspondant à un montant d'environ 363.000€, pour cause d'inoccupation et d'improductivité des bâtiments;

Considérant que le service des Propriétés communales a reçu, en date du 12 janvier 2018, le rappel de l'avertissement-extrait de rôle de précompte immobilier relatif à l'exercice d'imposition 2017 pour l'article 176948092 de la 6ème division et invitant la Commune à verser la somme de 401.684,43 € dont 362.809,95 € pour l'immeuble susvisé et 2.115,46 € d'intérêts;

Considérant que le service avait en effet reçu, en date du 26 septembre 2017, l'avertissement-extrait de rôle de précompte immobilier relatif à l'exercice d'imposition 2017 pour l'article 176948092 de la 6ème division, d'un montant total de 401.684,43 €, dont 362.809,95 € pour l'ex-Fabricom;

Que le service des Propriétés communales a dès lors réitéré sa demande d'exonération par le biais d'un courrier envoyé au SPF FINANCES le 17 janvier 2018;

Considérant que la deuxième réforme fiscale a fait transiter la perception du précompte immobilier du SPF Finances à Bruxelles Fiscalité, c'est cette dernière qui a adressé à la Commune un courrier du 5 septembre 2018 aux termes duquel, la réclamation du 17 janvier 2018 est rejetée;

Qu'en effet, il résulte de l'article 27 de l'Ordonnance du 12 décembre 2016 portant la deuxième partie de la réforme fiscale que l'article 257, 4° du Code des impôts sur les revenus 1992 qui permettait la remise ou modération proportionnelle pour inoccupation et improductivité est abrogé à partir de l'exercice d'imposition 2017;

Que partant, l'exonération ne pourra plus être accordée sur cette base à partir de l'exercice 2017;

Considérant que lors de sa séance du 13 décembre 2018, le Conseil communal a autorisé l'Assemblée à introduire un recours judiciaire devant le Tribunal de Première Instance de Bruxelles;

Que Maître Oprenyeszk, conseil de la Commune dans ce contentieux, avait en effet expliqué qu'il en ressort que la position de la Région de Bruxelles-Capitale ne peut être contestée en ce qui concerne l'exonération pour improductivité puisque cette exonération a effectivement été abrogée par l'article 27 de l'Ordonnance du 12 décembre 2016;

Qu'il indique cependant que la Commune pourrait en l'espèce se prévaloir d'une autre cause d'exonération, à savoir celle prévue pour « *des biens immobiliers qui ont le caractère de domaines nationaux, sont improductifs par eux-mêmes et sont affectés à un service public ou d'intérêt général* » faisant l'objet de l'article 253, 3° du C.I.R. 92;

Qu'en effet, selon lui, les trois conditions requises pour bénéficier de cette exonération sont remplies;

Que l'immeuble étant destiné à l'utilisation par les services communaux, sa destination rentre donc bien dans la mission légale de la Commune et a pour objet l'utilité générale puisque l'immeuble sera utilisé pour des services faits dans l'intérêt de tous les citoyens;

Qu'il souligne en outre que le Commentaire administratif prévoit explicitement qu'une maison communale doit être considérée comme visée par l'article 253, 3° C.I.R. 92;

Considérant qu'il précise enfin que si la Région de Bruxelles-Capitale contestait l'application de cette exonération, puisque l'immeuble n'est en réalité pas utilisé par les services communaux, l'exonération pourrait tout de même être accordée à la

Commune sur base de la force majeure;
Que le recours judiciaire relatif à l'exercice d'imposition 2017 avait été introduit le 7 décembre 2018;
Que pour rappel, la requête devait être introduite dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision, à savoir le 12 décembre 2018 au plus tard;
Considérant que le jugement rendu par le Tribunal de Première Instance le 1er décembre 2021 a été signifié à la Commune le 7 mars 2022;
Qu'il en découle que le délai pour interjeter appel a commencé à courir à cette date et expire le 7 avril 2022;
Qu'en effet, ni Me Oprenyeszk ni la Commune n'ont été informés du prononcé dudit jugement avant la signification;
Considérant qu'aux termes de la décision rendue, le juge constate que le Conseil communal n'a autorisé le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice que le 13 décembre 2018 et ce, alors que le délai de trois mois prévu par l'article 135undies, alinéa 2, du Code judiciaire pour l'introduction de l'action était expiré;
Que dès l'expiration de ce délai, la défenderesse a été en droit d'invoquer l'irrecevabilité de la demande en raison du défaut de qualité pour former l'action;
Que dès lors, l'autorisation donnée par le Conseil communal n'a pu rétroagir au moment de l'introduction de l'action;
Qu'au vu de ces éléments, le Tribunal déclare la demande irrecevable et condamne la commune à l'indemnité de procédure de base s'élevant à 9.100 €;
Considérant que Me Oprenyeszk a transmis son analyse en date du 19 mars 2022;
Qu'à cet égard, ce dernier souligne que contrairement à ce que prétend le juge, l'introduction de la requête ressort bien du champ d'application de l'article 270, alinéa 1 de la Nouvelle loi communale, prévoyant que le Collège peut prendre des décisions conservatoires sans intervention du conseil communal;
Qu'en effet, la doctrine interprète cette disposition de manière assez large permettant de viser également les actions introduites par la commune en tant que demandeur pour lesquelles un délai court;
Que par ailleurs, sous l'angle de l'article 270, alinéa 2 de la Nouvelle loi communale, exigeant l'intervention du conseil communal, il est de jurisprudence constante de la Cour de Cassation (même confirmé dans l'arrêt du 7 février 2019 tel que cité dans le présent jugement) que cette autorisation par le Conseil communal peut être donnée jusqu'à la clôture des débats;
Qu'en l'espèce, l'interprétation du juge selon laquelle cette autorisation ne pourrait pas être donnée après l'expiration du délai d'appel a pour effet de vider cette faculté de son sens;
Que toujours selon le conseil de la Commune, les considérants de la Cour de Cassation dans son arrêt du 7 février 2019 sont les mêmes que dans sa jurisprudence antérieure, aucun revirement ne semble avoir été opéré, en prohibant dorénavant une autorisation par le conseil communal après l'expiration du délai applicable, alors qu'une telle exigence n'était pas prescrite auparavant;
Qu'il ressort de cette analyse que rien n'interdit clairement qu'une telle autorisation soit adoptée près l'expiration du délai;
Que par conséquent, Me Oprenyeszk conseille d'interjeter appel du jugement rendu;
Vu ce qui précède et compte tenu de l'urgence,
Décide de prendre connaissance du jugement rendu le 1er décembre 2021 par le Tribunal de Première Instance de Bruxelles et d'interjeter appel de ce dernier.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

De hoogdringendheid werd gevraagd en unaniem aangenomen.- Betwisting van de onroerende voorheffing met betrekking tot het Fabricomgebouw gelegen Gatti

de Gamondstraat, 254.- Aanslagjaar 2017.- Vonnis van de rechtbank van eerste aanleg van 1 december 2021.- Mogelijkheid om beroep aan te tekenen.

De Raad,

Overwegende dat de gemeente Ukkel op 18 december 2014 de Fabricomgebouwen gelegen Gatti de Gamondstraat, 254 aangekocht heeft;

Overwegende dat dit gebouw aangekocht werd ten algemenen nutte om er de nieuwe administratieve zetel van de gemeentediensten te vestigen;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen sinds de aankoop ervan elk jaar de vrijstelling van de onroerende voorheffing, die overeenkomt met een bedrag van ongeveer € 363.000, wegens leegstand en improductiviteit van de gebouwen vraagt en krijgt;

Overwegende dat de dienst Gemeente-eigendommen op 12 januari 2018 de aanmaning van het aanslagbiljet kohieruitreksel van de onroerende voorheffing met betrekking tot het aanslagjaar 2017 voor artikel 176948092 van de 6e afdeling ontvangen heeft, die de gemeente verzoekt om de som van € 401.684,43 te betalen, waarvan € 362.809,95 voor het voornoemde gebouw en € 2.115,46 interesten;

Overwegende dat de dienst op 26 september 2017 inderdaad het aanslagbiljet kohieruitreksel van de onroerende voorheffing met betrekking tot het aanslagjaar 2017 voor artikel 176948092 van de 6e afdeling ontvangen had, voor een totaalbedrag van € 401.684,43, waarvan € 362.809,95 voor het voormalige Fabricomgebouw;

Dat de dienst Gemeente-eigendommen bijgevolg zijn vraag tot vrijstelling herhaald heeft in een brief die op 17 januari 2018 verstuurd werd naar de FOD Financiën;

Overwegende dat de tweede belastinghervorming de invordering van de onroerende voorheffing overgedragen heeft van de FOD Financiën aan Brussel Fiscaliteit, die op 5 september 2018 een brief gestuurd heeft naar de gemeente waarin het bezwaarschrift van 17 januari 2018 verworpen wordt;

Dat uit artikel 27 van de ordonnantie van 12 december 2016 houdende het tweede deel van de fiscale hervorming immers blijkt dat artikel 257 4° van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, dat de kwijtschelding of proportionele vermindering voor leegstand en improductiviteit mogelijk maakte, ingetrokken wordt vanaf het aanslagjaar 2017;

Dat de vrijstelling bijgevolg op deze basis niet meer toegekend kan worden vanaf het dienstjaar 2017;

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 13 december 2018 de vergadering toegestaan heeft om gerechtelijk beroep aan te tekenen voor de rechtbank van eerste aanleg van Brussel;

Dat meester Oprenyeszk, raadsman van de gemeente in dit geschil, inderdaad uitgelegd had dat daaruit blijkt dat het standpunt van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet betwist kan worden wat betreft de vrijstelling voor improductiviteit aangezien deze vrijstelling daadwerkelijk ingetrokken is door artikel 27 van de ordonnantie van 12 december 2016;

Dat hij echter aangeeft dat de gemeente zich in dit geval zou kunnen beroepen op een andere reden tot vrijstelling, meer bepaald diegene die voorzien is voor "*onroerende goederen die de aard van nationale domeingooderen hebben, op zichzelf niets opbrengen en voor een openbare dienst of voor een dienst van algemeen nut worden gebruikt*", die het voorwerp uitmaakt van artikel 253 3° van het WIB 92;

Dat volgens hem de drie vereiste voorwaarden om van deze vrijstelling te genieten immers vervuld zijn;

Dat aangezien het gebouw bestemd is voor gebruik door de gemeentediensten, de bestemming ervan dus binnen de wettelijke opdracht van de gemeente valt en het algemeen nut als voorwerp heeft aangezien het gebouw gebruikt zal worden voor diensten verschaft in het belang van alle burgers;

Dat hij bovendien benadrukt dat het administratief commentaar uitdrukkelijk voorziet

dat een gemeentehuis beschouwd moet worden zoals beoogd in artikel 253 3° WIB 92;

Overwegende dat hij tot slot verduidelijkt dat indien het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de toepassing van deze vrijstelling betwist aangezien het gebouw in werkelijkheid niet gebruikt wordt door de gemeentediensten, de vrijstelling toch aan de gemeente toegekend zou kunnen worden op basis van overmacht;

Dat het gerechtelijk beroep met betrekking tot het aanslagjaar 2017 ingediend werd op 7 december 2018;

Dat het verzoekschrift ter herinnering ingediend moest worden binnen een termijn van drie maanden vanaf de kennisgeving van de beslissing, hetzij uiterlijk op 12 december 2018;

Overwegende dat het vonnis van de rechtbank van eerste aanleg van 1 december 2021 aan de gemeente betekend werd op 7 maart 2022;

Dat daaruit voortvloeit dat de termijn om beroep aan te tekenen begon te lopen op deze datum en afloopt op 7 april 2022;

Dat noch meester Oprenyeszk, noch de gemeente geïnformeerd werd over de uitspraak van dit vonnis voor de betekening;

Overwegende dat luidens de beslissing de rechter vaststelt dat de gemeenteraad het college van burgemeester en schepenen pas op 13 december 2018 toegestaan heeft om een rechtszaak aan te spannen en dit terwijl de termijn van drie maanden voorzien in artikel 135undies, 2e lid van het gerechtelijk wetboek voor de indiening van de rechtsvordering verstreken was;

Dat na het verstrijken van deze termijn de verweerster het recht had om de niet-ontvankelijkheid van het verzoek in te roepen wegens het gebrek aan bevoegdheid om de vordering in te dienen;

Dat de toestemming van de gemeenteraad bijgevolg geen terugwerkende kracht kon hebben op het moment van de indiening van de vordering;

Dat in het licht van deze elementen de rechtbank het verzoek onontvankelijk verklaart en de gemeente veroordeelt tot de basisrechtsplegingsvergoeding van € 9.100;

Overwegende dat meester Oprenyeszk zijn analyse bezorgd heeft op 19 maart 2022;

Dat deze laatste in dit opzicht benadrukt dat in tegenstelling tot wat de rechter beweert de indiening van het verzoekschrift wel degelijk binnen het toepassingsveld van artikel 270, 1e lid van de Nieuwe Gemeentewet valt, dat voorziet dat het college beslissingen tot bewaring kan nemen zonder tussenkomst van de gemeenteraad;

Dat de rechtsleer deze bepaling immers vrij ruim interpreteert, waardoor eveneens de rechtsvorderingen beoogd kunnen worden die ingediend worden door de gemeente als eiser waarvoor een termijn loopt;

Dat het vanuit het oogpunt van artikel 270, 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet, dat de tussenkomst van de gemeenteraad vereist, bovendien vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie is (zelfs bevestigd in het arrest van 7 februari 2019 zoals aangehaald in het onderhavige vonnis) dat deze toestemming van de gemeenteraad gegeven kan worden tot het einde van de debatten;

Dat de interpretatie van de rechter volgens dewelke deze toestemming niet gegeven zou mogen worden na het verstrijken van de beroepstermijn in dit geval als gevolg heeft dat deze mogelijkheid uitgehold wordt;

Dat, nog steeds volgens de raadsman van de gemeente, de overwegingen van het Hof van Cassatie in zijn arrest van 7 februari 2019 dezelfde zijn als in zijn vroegere rechtspraak, er blijkt geen enkele ommekeer geweest te zijn, door voortaan een toestemming van de gemeenteraad te verbieden na het verstrijken van de toepasselijke termijn, terwijl een dergelijke vereiste vroeger niet voorgeschreven werd;

Dat uit deze analyse blijkt dat niets duidelijk verbiedt dat een dergelijke toestemming gegeven wordt na het verstrijken van de termijn;

Dat meester Oprenyeszk bijgevolg aanraadt om beroep aan te tekenen tegen het gevelde vonnis;

Gelet op het voorgaande en rekening houdend met de hoogdringendheid,
Beslist kennis te nemen van het vonnis van 1 december 2021 van de rechtbank van
eerste aanleg van Brussel en hiertegen beroep aan te tekenen.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Jugement 1.12.21- PI- 2017.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Prévention - Preventie

24.03.2022/A/0024 **Convention Subside « pASc » (plan d'Accrochage Scolaire communal) de
Perspective.Brussels.- Lutte contre le décrochage scolaire pour la période 2022-
2024.**

Le Conseil,

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 avril 2018
de confier au Service École de perspective.brussels (Le Bureau bruxellois de la
planification) la gestion des dispositifs régionaux de lutte contre le décrochage
scolaire (ancien axe "lutte contre le décrochage scolaire" des Plans locaux de
prévention et de proximité gérés par BPS);

Vu la décision du Conseil du 28 février 2021 qui approuve la convention entre la
Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Uccle pour la mise en œuvre en 2021
des projets de lutte contre le décrochage scolaire et qui prends acte de la subvention;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 décembre 2021
relatif à l'octroi d'une subvention à la commune d'Uccle de € 580.798,00 euros (total
pour les 3 ans du plan) en vue de financer ses projets favorisant l'accrochage scolaire
pour la période 2022-2024;

Considérant que ce subside servira notamment à financer à la fois les frais du
personnel assigné au pôle « Conseil et Accompagnement Scolaire » du service
prévention et aux frais d'actions liés aux projets de ce même pôle ainsi qu'une partie
des dépenses du pôle « Éducateurs de rue » dont une partie des tâches consiste
également à la lutte préventive contre le décrochage scolaire,

Décide :

- d'approuver la signature de la convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la
commune d'Uccle pour la mise en œuvre des projets de lutte contre le décrochage
scolaire de 2022 à 2024;

- de prendre acte de la subvention d'un montant de 580.798,00 euros qui sera versé
progressivement durant les trois années du plan et qui fait partie intégrante de la
convention.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

**Overeenkomst subsidie "gpS" (gemeentelijk Preventieplan tegen Schoolverzuim)
van perspective.brussels.- Strijd tegen schoolverzuim voor de periode 2022-2024.**

De Raad,

Gelet op de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 april 2018 om de dienst Scholen van perspective.brussels (het Brussels planningsbureau) het beheer van de gewestelijke maatregelen ter bestrijding van schooluitval (voormalige pijler "strijd tegen schoolverzuim" van de lokale Buurt- en Preventieplannen beheerd door BPV) toe te vertrouwen;

Gelet op de beslissing van de raad van 28 februari 2021, die de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel voor de uitvoering van projecten in de strijd tegen schoolverzuim in 2021 goedkeurt en die akte neemt van de subsidie;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 december 2021 met betrekking tot de toekenning van een subsidie aan de gemeente Ukkel van € 580.798,00 (totaal voor de 3 jaar van het plan) om haar projecten ter bevordering van de schoolinschakeling voor de periode 2022-2024 te financieren;

Overwegende dat deze subsidie meer bepaald zal dienen om zowel de kosten van het personeel aangesteld voor de pool "Schooladvies en -begeleiding" van de Preventiedienst als de kosten voor acties die samenhangen met de projecten van deze pool en een deel van de uitgaven van de pool "Straathoekwerkers", waarvan een deel van de taken ook bestaat uit de preventieve strijd tegen schoolverzuim, te financieren,

Beslist :

- de ondertekening van de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel voor de uitvoering van de projecten in de strijd tegen schoolverzuim van 2022 tot 2024 goed te keuren;
- akte te nemen van de subsidie voor een bedrag van € 580.798,00, die in schijven gestort zal worden tijdens de drie jaar van het plan en integraal deel uitmaakt van de overeenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

AR 21.015_pASc_2022_2024.pdf, 6151_OUT_Courrier Uccle.pdf,

Convention_pASc_2022-2024_Uccle_FR.docx, pASc_2022-

2024_Convention_Ukkel_NL.docx

24.03.2022/A/0025 **Service Prévention.- Nouvelle convention de partenariat avec Schola ULB pour le projet de remédiation scolaire du lundi 4/04/2022 au vendredi 8/04/2022 « vacances de Printemps ».**

Le Conseil,

Vu la décision du Collège du 22 décembre 2020 approuvant le principe du partenariat avec l'association spécialisée dans le tutorat « Schola ULB » qui permet de dispenser des remédiations à destination des élèves du secondaire;

Vu la convention avec l'A.S.B.L. Schola ULB adoptée en séance du 28 janvier 2021;

Que la convention de partenariat entre le service Prévention et Schola ULB est conclue au 29/03/2021 jusqu'au 30 juin 2022;

Que cette convention définissait les modalités de prestation des tuteurs jusqu'à juin 2022;

Que les conseillères en accompagnement scolaire ont organisé une première session qui a permis le soutien d'une quinzaine de jeunes et une seconde session pour une vingtaine d'élèves pour la réussite de leur année scolaire;

Que l'évaluation de ces deux sessions mette en évidence la satisfaction des parents et

des élèves participant au programme de remédiation scolaire;

Que les Conseillères en Accompagnement Scolaire restent satisfaites de la collaboration avec les coordinatrices de Schola ULB et de leurs tuteurs;

Que le Service prévention souhaite organiser des séances de remédiation scolaire pour les élèves du niveau secondaire lors des congés scolaires de Pâques pour maintenir le soutien;

Considérant que ce projet sera financé par les subsides alloués par la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la lutte contre décrochage scolaire et notamment en réponse à la crise sanitaire;

Que le pôle conseil et accompagnement scolaire demande l'autorisation de poursuivre l'organisation du projet de remédiation scolaire en respectant la modification des conditions d'inscription;

Que le projet s'adresse aux élèves domiciliés à Uccle ou scolarisés dans une école ordinaire francophone située sur la Commune avec une priorité à ceux qui ne bénéficient pas d'une autre aide scolaire,

Que pour répondre à l'impact social du COVID, le pôle veillera à procéder en priorité aux inscriptions des enfants dont le ménage ne dépasse pas les conditions d'accès au logement modéré de la SLRB sans pour autant qu'une condition de revenu ne soit obligatoire et excluante;

Que le projet puisse cibler un niveau scolaire de la 1ère secondaire jusqu'à la 4ème secondaire;

Qu'un surplus de demandes engagera la priorisation des dossiers sur base des bilans pédagogiques et de l'avis des conseillères en accompagnement scolaire;

Considérant que l'organisation de la formule « vacances de Printemps » nécessite une nouvelle convention avec Schola ULB spécifiant le niveau scolaire des élèves : 1ière à 4ème secondaire, le lieu : école communale du Centre, rue du Doyenné, 60 les besoins pédagogiques : mathématiques-sciences/français et les horaires de 9h à 13h15;

Que la réactualisation du matériel de communication sera demandée au service communication;

Que la communication du projet est réalisée au moyen de flyers transmis auprès des partenaires en contact avec le public avec une priorité au public aidé par le CPAS et/ou habitants de logement social;

Considérant que les jeunes scolarisés et en difficulté scolaire pourront, s'ils viennent en remédiation, consulter aussi les conseillères en accompagnement scolaire comme personnes ressources pendant l'année,

Décide d'approuver, dans le cadre du projet de remédiation scolaire décidée en séance du 20-12-2020, cette nouvelle convention de collaboration avec Schola ULB pour l'organisation de remédiation scolaire durant la première semaine de vacances de Printemps du lundi 4/04/22 au vendredi 8/04/2022.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Preventiedienst.- Nieuwe partnerovereenkomst met Schola ULB voor het project van schoolremediëring van maandag 04/04/2022 tot vrijdag 08/04/2022 "paasvakantie".

De Raad,
Gelet op de beslissing van het college van 22 december 2020 tot goedkeuring van het principe van het partnerschap met de vereniging gespecialiseerd in mentorat "Schola ULB", die het mogelijk maakt remediëring te geven voor leerlingen van het middelbaar onderwijs;
Gelet op de overeenkomst met de vzw Schola ULB, die in zitting van 28 januari 2021 goedgekeurd werd;

Dat de partnerovereenkomst tussen de Preventiedienst en Schola ULB op 29/03/2021 gesloten werd tot 30 juni 2022;

Dat deze overeenkomst de prestatiemodaliteiten van de mentors tot juni 2022 bepaalde;

Dat de adviseurs schoolbegeleiding een eerste sessie die de ondersteuning van een vijftiental jongeren mogelijk maakte en een tweede sessie voor een twintigtal leerlingen om hun schooljaar succesvol af te ronden georganiseerd hebben;

Dat de evaluatie van deze twee sessies de nadruk legt op de tevredenheid van de ouders en de leerlingen die deelgenomen hebben aan het programma van schoolremediëring;

Dat de adviseurs schoolbegeleiding tevreden blijven over de samenwerking met de coördinatoren en mentors van Schola ULB;

Dat de Preventiedienst tijdens de paasvakantie sessies schoolremediëring voor leerlingen van het middelbaar onderwijs wil organiseren om de ondersteuning te behouden;

Overwegende dat dit project gefinancierd zal worden door de subsidies die door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegekend worden in het kader van de strijd tegen schoolverzuim, en meer bepaald als reactie op de gezondheidscrisis;

Dat de pool Schooladvies en begeleiding de toestemming vraagt om de organisatie van het project van schoolremediëring voort te zetten met naleving van de wijziging van de inschrijvingsvoorwaarden;

Dat het project zich richt tot leerlingen die in Ukkel wonen of naar een gewone Franstalige school in de gemeente gaan, met voorrang voor diegenen die geen andere schoolondersteuning genieten;

Dat als reactie op de sociale impact van COVID de pool erover waakt om eerst de kinderen in te schrijven waarvan het gezin de toegangsvoorwaarden tot woningen voor bescheiden inkomens van de BGHM niet overschrijdt, zonder dat een inkomensvoorwaarde verplicht en uitsluitend is;

Dat het project zich kan richten tot een onderwijsniveau van het 1e tot het 4e middelbaar;

Dat bij te veel aanvragen de dossiers geprioriteerd zullen worden op basis van de pedagogische rapporten en het advies van de adviseurs schoolbegeleiding;

Overwegende dat de organisatie van de formule "paasvakantie" een nieuwe overeenkomst met Schola ULB vereist, die het onderwijsniveau van de leerlingen: 1e tot 4e middelbaar, de locatie: gemeenteschool Le Centre, Dekenijstraat 60, de pedagogische behoeften: wiskunde-wetenschappen/Frans en de uurroosters van 9.00 tot 13.15 uur specificceert;

Dat de nieuwe bijwerking van het communicatiemateriaal gevraagd zal worden aan de dienst Communicatie;

Dat de communicatie over het project plaatsvindt door middel van flyers die bezorgd worden aan de partners die in contact staan met het doelpubliek, met voorrang voor het publiek dat geholpen wordt door het OCMW en/of bewoners van sociale woningen;

Overwegende dat de schoolgaande jongeren met schoolmoeilijkheden het hele jaar door ook de adviseurs schoolbegeleiding als aanspreekpunt kunnen raadplegen als ze op remediëring komen,

Beslist in het kader van het project van schoolremediëring waartoe beslist werd in zitting van 20/12/2020, deze nieuwe samenwerkingsovereenkomst met Schola ULB voor de organisatie van schoolremediëring tijdens de eerste week van de paasvakantie van maandag 04/04/2022 tot vrijdag 08/04/2022 goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN

Cultes - Erediensten

24.03.2022/A/0026 **Cultes.- Ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues du 10 décembre 2021.- Prise de connaissance.**

Le Conseil,

Prend connaissance de l'ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues du 10 décembre 2021 qui réforme le financement des cultes reconnus;

Elle transfère notamment les obligations financières des communes à la Région :

- Le financement ordinaire de toutes les communautés culturelles locales est dorénavant assuré par le niveau régional,
- Une intervention extraordinaire possible pour gros travaux au bâtiment affecté à l'exercice du culte. Il est à noter que les communes qui sont propriétaires d'un bâtiment affecté à l'exercice d'un culte et qui laissent un droit d'usage de ce bâtiment à l'établissement culturel, ne sont pas obligées de prendre en charge les frais de grosses réparations. Ceux-ci seront à charge de l'établissement sans que cela empêche la commune d'intervenir dans la mesure où elle y verrait un intérêt communal.
- Les indemnités de logement du ministre du culte.

L'ordonnance entre en vigueur le 1 janvier 2023.

Les établissements actuellement financés par les communes le seront encore lors de l'exercice 2022.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Erediensten.- Ordonnantie betreffende het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen van 10 december 2021.- Kennisneming.

De Raad,

Neemt kennis van de ordonnantie betreffende het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen van 10 december 2021, die de financiering van de erkende erediensten hervormt;

Ze draagt de financiële verplichtingen van de gemeentes meer bepaald over aan het gewest :

- De gewone financiering van alle plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen wordt voortaan verzekerd door het gewestelijk niveau;
- Er is een buitengewone tussenkomst mogelijk voor grove werken aan het

gebouw dat bestemd is voor de uitoefening van de eredienst. De gemeentes zijn eigenaar van een gebouw bestemd voor de uitoefening van een eredienst, geven een gebruiksrecht van dit gebouw aan de levensbeschouwelijke instelling en zijn niet verplicht om de kosten voor grove herstellingen voor hun rekening te nemen. Deze zijn voor rekening van de instelling, waarbij de gemeente mag tussenkomen indien ze er een gemeentelijk belang in zou zien;

- De vergoeding voor de huisvesting van de bedienaar van de eredienst.

De ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2023.

De instellingen die momenteel door de gemeentes gefinancierd worden blijven dit nog tijdens het dienstjaar 2022.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues du 10 décembre 2021.pdf

24.03.2022/A/0027 **Fabrique d'église Saint-Joseph.- Compte 2020.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant les montants des dépenses et des recettes repris dans le tableau suivant :

Recettes			Dépenses				Résultat
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Excédent
0,00	18.693,33	18.693,33	992,68	1.644,29	0,00	2.636,97	16.056,36

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du compte 2020 de la fabrique d'église de Saint-Joseph.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Kerkfabriek Sint-Jozef.- Rekening 2020.- Advies.

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten; Overwegende de bedragen van de uitgaven en ontvangsten, opgenomen in de volgende tabel :

Ontvangsten	Uitgaven	Resultaat
-------------	----------	-----------

Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totalen	Overschot
0,00	18.693,33	18.693,33	992,68	1.644,29	0,00	2.636,97	16.056,36

Beslist een gunstig advies aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekening 2020 van de kerkfabriek van Sint-Jozef.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

24.03.2022/A/0028 **Fabrique d'église Notre Dame de l'Annonciation.- Budget 2022.- Avis.**

Le Conseil,
Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;
Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;
Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;
Vu l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale;
Vu le budget 2022 de la fabrique d'église de Notre-Dame de l'Annonciation arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux
19.670,00	352.058,75	371.728,75	18.305,00	40.623,75	312.800,00	371.728,75

Considérant que l'équilibre budgétaire est obtenu avec une intervention communale extraordinaire;
Considérant que des dépenses extraordinaires sont budgétées pour un montant de 312.800,00 € et sont motivées par les pièces justificatives requises;
Considérant que ces dépenses concernent le remplacement des toitures de zinc, la mise en conformité électrique et le recours à un bureau d'architecte;
Considérant que l'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale extraordinaire de 267.881,24 € dont 29,28% à charge de la commune d'Uccle soit un montant de 78.435,63 €;
Considérant que les travaux de toiture, repris au budget 2020 de la fabrique, n'ont pu être réalisés et font l'objet d'une nouvelle procédure de marché public en 2022;
Considérant qu'un subside de 17.787,19 € a déjà été prévu au budget communal 2020 pour ce poste, la dépense qui doit être inscrite au budget 2022 s'élève donc à 78.435,63 € - 17.787,19 € soit 60.648,44 €,
Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2022 de la fabrique d'église de Notre-Dame de l'Annonciation sous réserve des modifications apportées par l'autorité de tutelle régionale.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 34 votes positifs, 3 votes négatifs.
Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski.

Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Boodschap.- Begroting 2022.- Advies.

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van het voornoemde decreet;

Gelet op artikels 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Gelet op artikel 255, § 9 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de begroting 2022 van de kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw Boodschap, als volgt vastgesteld door de kerkraad :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totalen
19.670,00	352.058,75	371.728,75	18.305,00	40.623,75	312.800,00	371.728,75

Overwegende dat de begroting in evenwicht zonder enige gemeentelijke tussenkomst afgesloten wordt;

Overwegende dat er buitengewone uitgaven gebudgetteerd zijn voor een bedrag van € 312.800,00 en gemotiveerd zijn door de vereiste bewijsstukken;

Overwegende dat deze uitgaven betrekking hebben op de vervanging van de zinken daken, de aanpassing van de elektriciteit aan de normen en het beroep op een architectenbureau;

Overwegende dat het begrotingsevenwicht behaald wordt dankzij een buitengewone gemeentelijke tussenkomst van € 267.881,24, waarvan 29,28 % ten laste van de gemeente Ukkel, hetzij een bedrag van € 78.435,63;

Overwegende dat de dakwerken, opgenomen in de begroting 2020 van de fabriek, niet gerealiseerd konden worden en het voorwerp uitmaken van een nieuwe overheidsopdracht in 2022;

Overwegende dat er al een subsidie van € 17.787,19 voorzien was op de gemeentebegroting van 2020 voor deze post, de uitgave die op de begroting van 2022 ingeschreven moet worden beloopt dus € 78.435,63 - € 17.787,19, hetzij € 60.648,44, Beslist een gunstig advies te verlenen aan de goedkeuring van de begroting 2022 van de kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Boodschap onder voorbehoud van de wijzigingen aangebracht door de gewestelijke toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 34 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski.

1 annexe / 1 bijlage

FE ND Annonciation - budget 2022.pdf

24.03.2022/A/0029 Fabrique d'église anglicane Holy Trinity.- Budget 2022.- Avis.

Le Conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;

Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;
 Vu l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale;
 Vu le budget 2022 de la fabrique d'église anglicane Holy Trinity arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux
156.500,00	146.134,87	302.634,87	15.110,00	284.405,00	94.000,00	299.515,00

Considérant que l'équilibre budgétaire est obtenu avec une intervention communale extraordinaire;

Considérant que des dépenses extraordinaires sont budgétées pour un montant de 94.000,00 € et sont motivées pour partie par le respect de recommandations émises par le SPF Justice relatives à des travaux de sécurisation;

Considérant que ces dépenses concernent l'installation d'un système de détection d'intrusions, la modernisation du système de détection d'incendie et la modernisation de l'orgue;

Considérant que l'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale extraordinaire de 94.000,00 € dont 15,33 % à charge de la commune d'Uccle soit un montant de 14.410,20 €,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2022 de la fabrique d'église anglicane Holy Trinity sous réserve des modifications apportées par l'autorité de tutelle régionale.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 34 votes positifs, 3 votes négatifs.

Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski.

Anglicaanse kerkfabriek Holy Trinity.- Begroting 2022.- Advies.

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van het voornoemde decreet;

Gelet op artikels 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Gelet op artikel 255, § 9 van de Nieuwe Gemeentewet;

Aangezien de begroting voor 2022 van de Anglicaanse kerkfabriek Holy Trinity als volgt voorgesteld word :

Ontvangsten			Uitgaven			
Gewone	Buitengewone	Totaal	Erediensten	Gewone	Buitengewone	Totaal
156.500,00	146.134,87	302.634,87	15.110,00	284.405,00	94.000,00	299.515,00

Overwegende dat het begrotingsevenwicht bereikt wordt met een buitengewone gemeentelijke tussenkomst;

Overwegende dat er buitengewone uitgaven gebudgetteerd zijn voor een bedrag van € 94.000,00 en deels gemotiveerd zijn door de naleving van aanbevelingen van de FOD Justitie met betrekking tot beveiligingswerken;

Overwegende dat deze uitgaven betrekking hebben op de installatie van een

inbraakdetectiesysteem, de modernisering van het branddetectiesysteem en de modernisering van het orgel;

Overwegende dat het begrotingsevenwicht bereikt wordt dankzij een buitengewone gemeentelijke tussenkomst van € 94.000,00, waarvan 15,33 % voor rekening van de gemeente Ukkel, hetzij een bedrag van € 14.410,20,

Beslist een gunstig advies te verlenen aan de goedkeuring van de begroting 2022 van de Anglicaanse kerkfabriek Holy Trinity onder voorbehoud van de wijzigingen aangebracht door de gewestelijke toezichthoudende overheid.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 34 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski.

1 annexe / 1 bijlage

FE Holy Trinity Brussels - Budget 2022.pdf

24.03.2022/A/0030 **International Protestant Church of Brussels.- Budget 2022 révisé.- Avis.**

Le conseil,

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;

Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale;

Vu le budget 2022 révisé de la fabrique d'église International Protestant Church of Brussels arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

Recettes			Dépenses			
Ordinaires	Extraordinaires	Totaux	Cultes	Ordinaires	Extraordinaires	Totaux
62.607,96	0,00	62.607,96	750,00	37.440,00	24.417,96	62.607,96

Vu que l'équilibre budgétaire est obtenu avec une intervention communale de 11.538,04 € dont 58,61 % à charge d'Uccle soit un montant de 6.762,45 €,

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation du budget 2022 révisé de la fabrique d'église International Protestant Church of Brussels.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 34 votes positifs, 3 votes négatifs.

Non : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski.

International Protestant Church of Brussels.- Herziene begroting 2022.- Advies.

De Raad,

Gelet op het decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004 tot wijziging van het voornoemde decreet;

Gelet op artikels 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Gelet op artikel 255, § 9 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de herziene begroting 2022 van de kerkfabriek International Protestant

Church of Brussels, als volgt vastgesteld door de raad van de kerkfabriek :

Ontvangsten			Uitgaven		
Gewone	Buitengewone	Totalen	Erediensten	Gewone	Buitengewone
62.607,96	0,00	62.607,96	750,00	37.440,00	24.417,96

Aangezien het begrotingsevenwicht bereikt is met een gemeentelijke tussenkomst van € 11.538,04, waarvan 58,61 % ten laste van Ukkel, hetzij een bedrag van € 6.762,45, Beslist een gunstig advies te verlenen voor de goedkeuring van de herziene begroting 2022 van de kerkfabriek International Protestant Church of Brussels.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 34 positieve stemmen, 3 negatieve stemmen.

Nee : Bernard Hayette, Cédric Didier Norré, Lise Batugowski.

1 annexe / 1 bijlage

IPCB - BUDGET 2022 Révisé.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Santé - Gezondheid

24.03.2022/A/0031 **Santé.- Projet pilote "Mission Zéro Bobo".- Approbation de la convention de collaboration entre "la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse" et le "Service de Promotion de la Santé à l'Ecole" de l'Administration communale d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu que la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse propose de poursuivre en collaboration avec la commune d'Uccle, via son Service de Promotion de la Santé à l'Ecole, le projet pilote "Mission Zéro Bobo" dans une école communale;

Vu que, afin de pouvoir organiser ce projet, une convention de collaboration entre les deux instances sera établie;

Vu que l'objet de cette convention de collaboration est que la Croix Rouge s'engage à former les membres du personnel du Service de Promotion de la Santé communal d'Uccle au module Mission Zéro Bobo, afin qu'ils deviennent des acteurs relais et qu'ils dispensent de façon autonome cette matière à des enfants de 6 à 10 ans, dans le cadre de leurs animations;

Vu que cette convention s'intègre dans le cadre de la continuation du projet pilote initié en 2018 et se poursuivra les années scolaires 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024;

Qu'elle a également pour objet de fixer les modalités de collaboration entre les parties à l'occasion de l'exécution de prestations de formation;

Vu que la collaboration se porte sur la formation d'animateurs-relais et sur l'animation de modules de premiers soins proposés par la Croix-Rouge de Belgique,

Décide :

- d'autoriser la poursuite du projet pilote "Mission Zéro Bobo" par le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole de l'Administration communale d'Uccle en collaboration avec la Croix-Rouge section Jeunesse;

- d'approuver la convention de collaboration pour les années scolaires 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024.

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Gezondheid.- Pilootproject "Mission Zéro Bobo".- Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen "la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse" en de dienst "Gezondheidspromotie op school " van het gemeentebestuur van Ukkel.

De Raad,

Aangezien la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse in een gemeenteschool het pilootproject "Mission Zéro Bobo" zou willen voortzetten in samenwerking met de dienst Gezondheidspromotie op school van de gemeente Ukkel;

Aangezien er een samenwerkingsovereenkomst afgesloten moet worden tussen de beide instellingen om dit project te organiseren;

Gelet op het onderwerp van deze samenwerkingsovereenkomst: la Croix-Rouge verbindt zich ertoe de personeelsleden van de dienst Gezondheidspromotie op school van de gemeente Ukkel de opleidingsmodule "Mission Zéro Bobo" te geven zodat zij als tussenpersoon kunnen optreden en zij op een autonome manier deze materie kunnen overbrengen bij kinderen van 6 tot 10 jaar in het kader van animatie rond gezondheidspromotie op school;

Aangezien deze overeenkomst opgenomen wordt in het kader van de verlenging van het pilootproject, opgestart in 2018, en voortgezet zal worden in de schooljaren 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024;

Aangezien deze overeenkomst eveneens de samenwerkingsmodaliteiten van de twee partijen inzake de uitvoering van de opleidingen wil vastleggen;

Aangezien de opleiding betrekking heeft op de opleiding van animatoren-tussenpersonen en op de animatie van EHBO-modules, voorgesteld door la Croix-Rouge de Belgique;

Beslist :

- zijn toelating te verlenen aan de voortzetting van het pilootproject "Mission Zéro Bobo" door de dienst Gezondheidspromotie op school van het gemeentebestuur van Ukkel in samenwerking met la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse;
- de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst in de schooljaren 2021-2022, 2022-2023, 2023-2024, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

CONVENTION CROIX ROUGE 2021-2024.docx

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

24.03.2022/A/0032 **Question écrite de M. De Bock concernant le nombre d'infractions de vitesse relevées en 2020 et 2021 avenue De Fré et Chaussée de Saint-Job.**

Ces deux voiries voient très souvent le Lidar communal sur ces voiries, à la différence que la Chaussée de St-Job est passée à 30.

Je souhaite dès lors disposer des chiffres d'infractions de vitesse relevées en 2020 et 2021 respectivement pour ces 2 voiries, ainsi que les droits constatés.

Ci –dessous les chiffres reçus de la Police :

	Ch. de Saint-Job		Av. De Fré	
	véhicules contrôlés	infractions	véhicules contrôlés	infractions
2020	44.331	99	78.979	108
2021	184.953	2.096	62.097	158

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van de h. De Bock over het aantal geregistreerde snelheidsovertredingen in 2020 en 2021 De Frélaan en Sint-Jobsesteenweg.

In deze twee wegen staat de gemeentelijke Lidar zeer vaak, met dit verschil dat de Sint-Jobsesteenweg is teruggebracht tot 30.

Ik zou dan ook graag de cijfers hebben van de snelheidsovertredingen die in 2020 en 2021 voor respectievelijk deze 2 wegen zijn geregistreerd en de vastgestelde rechten.

Hieronder staan de cijfers die we van de politie hebben ontvangen :

	Sint-Jobsesteenweg		De Frélaan	
	gecontroleerde voertuigen	overtredingen	gecontroleerde voertuigen	overtredingen
2020	44.331	99	78.979	108
2021	184.953	2.096	62.097	158

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

22 7 De Bock infractions Fré St Job.docx

24.03.2022/A/0033 **Question écrite de Mme Van Offelen concernant le Bois des naissances.**

Au conseil communal d'avril 2016, j'avais rappelé que le Plan Nature de la Commune prévoyait la création d'un Bois des naissances pour célébrer les petits Ucclois et Uccloises nés dans l'année et j'avais demandé que ce beau projet se réalise sans tarder.

Dans toutes les religions, philosophies, mythologies et cultures, l'arbre est porteur de sens. Il est associé à ce qui est vivant et créateur. L'arbre est par excellence le symbole de la vie en perpétuelle évolution. Un arbre peut par ailleurs sensibiliser à la

nature et à son respect.

Le Bois des naissances est devenu une réalité en mars 2018. Grâce à la collaboration du service de l'environnement de la Commune et de Bruxelles-environnement, qui prend en charge les arbres, un lieu a été choisi dans le magnifique écrin du Bois de Verrewinkel. Un premier bois des naissances a ainsi vu le jour, ce dont beaucoup de familles uccloises se sont réjouies.

Maintenant que la pandémie s'estompe, et que des rassemblements et moments de célébrations sont à nouveau possibles,

- Prévoyez-vous de relancer cette initiative pour célébrer les naissances de ces trois dernières années ?

- Avez-vous déjà pu trouver un accord avec Bruxelles-Environnement et un lieu de plantation ?

- Le cas échéant, quand prévoyez-vous la plantation et selon quelles modalités ?

Réponse :

Il y a eu 2 éditions du bois des naissances dans le bois de Verrewinkel, en 2018 et 2019 (cette dernière ayant notamment concerné une zone de lisière et les plantations payées par la commune).

L'organisation d'un nouveau bois des naissances dans un espace géré par Bruxelles Environnement n'est pour le moment pas possible (plusieurs pistes ont été abordées) car il n'y a pas assez de plantations de prévues dans une même zone par rapport aux nombres de naissances, même si nous ramenions cela à la moyenne du taux de participation des 2 dernières éditions (plus de 150 participants par année). Organiser cet événement via des plantations éparpillées est ingérable et n'a aucun sens en terme de conscientisation à la gestion forestière.

Vu la contrainte « nombre de plantation à effectuer dans une même zone », il semble impossible de rattraper le retard perdu ces 2 dernières années.

Nous souhaitons poursuivre ce projet et réaliser la prochaine édition cette année pour les naissances de l'année 2021 dans quelques zones du parc de Wolvendael, toujours avec le même modus operandi (pas d'arbre associé à un enfant, mais bien l'ensemble de plantations associé à l'année de naissance... même si ici nous devons sans doute planter dans plusieurs zones du parc cet année). Nous ne pourrons dès lors pas compter sur le soutien de Bruxelles Environnement : les arbres, l'encadrement humain, le matériel devra émaner du service Vert en collaboration avec le service de l'Environnement.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Marion Van Offelen over het Geboortebos.

Tijdens de gemeenteraad van april 2016 herinnerde ik eraan dat het Natuurplan van de gemeente voorzag in de oprichting van een geboortebos om de kleine Ukkelaars te eren die in dat jaar geboren werden en ik vroeg om dit mooie project onverwijld uit te voeren.

In alle religies, filosofieën, mythologieën en culturen heeft de boom een betekenis. Het wordt geassocieerd met wat leeft en creatief is. De boom is het symbool van het leven in voortdurende evolutie. Een boom kan ook zorgen voor bewustwording en respect voor de natuur.

In maart 2018 werd het geboortebos een feit. Dankzij de medewerking van de Milieudienst van de gemeente en Leefmilieu Brussel, die zich ontfermt over de bomen, werd een locatie gekozen in de prachtige omgeving van het Verrewinkelbos. Zo ontstond een eerste geboortebos waar veel Ukkelse gezinnen blij mee waren.

Nu de pandemie is afgenomen en bijeenkomsten en vieringen weer mogelijk zijn,

kijken we uit naar de volgende fase van het initiatief.

- Bent u van plan dit initiatief nieuw leven in te blazen om de geboortes van de afgelopen drie jaar te vieren ?
- Heeft u al een overeenkomst kunnen sluiten met Leefmilieu Brussel en een plaats kunnen vinden voor de aanplanting ?
- Zo ja, wanneer bent u van plan aan te planten en hoe ?

Antwoord :

Er zijn twee edities geweest van het geboortebos in het Verrewinkelbos, in 2018 en 2019 (in de laatste editie gaat het om een randzone en aanplantingen betaald door de gemeente).

De organisatie van een nieuw geboortebos in een gebied dat beheerd wordt door Leefmilieu Brussel is momenteel niet mogelijk (verschillende pistes werden besproken) omdat er niet voldoende aanplantingen gepland zijn in hetzelfde gebied in verhouding tot het aantal geboorten, zelfs als we dit zouden vergelijken met het gemiddelde deelnamepercentage van de laatste 2 edities (meer dan 150 deelnemers per jaar). Het organiseren van dit evenement door middel van verspreide aanplantingen is onhanteerbaar en heeft geen zin in termen van bewustmaking van het bosbeheer.

Gezien de beperking "aantal aanplantingen in eenzelfde gebied" lijkt het onmogelijk de achterstand van de afgelopen twee jaar in te halen.

We willen dit project voortzetten en de volgende editie dit jaar voor de geboortes van het jaar 2021 in enkele gebieden van het Wolvendaelpark uitvoeren, nog steeds met dezelfde modus operandi (geen boom verbonden aan een kind maar de reeks aanplantingen verbonden aan het geboortjaar... ook al zullen we hier dit jaar waarschijnlijk in meerdere gebieden van het park moeten planten). We zullen niet kunnen rekenen op de steun van Leefmilieu Brussel: de bomen, de menselijke steun en het materiaal zullen moeten komen van de Groendienst in samenwerking met de Milieudienst.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

22 8 Van Offelen bois des Naissances.docx

24.03.2022/A/0034

Question écrite de Mme Fraiteur : inciter et promouvoir l'utilisation des machines d'entretien de jardins à moteurs électriques plutôt que thermiques tant par la commune que par les uclois.

L'usage de matériel de jardins à moteurs électriques contribuerait à une diminution des nuisances sonores mais aussi serait un petit pas dans la lutte contre le réchauffement climatique

Je voudrais interroger le collège à propos des deux aspects suivants :

- d'une part : serait-il envisageable pour la commune de montrer l'exemple en recourant à des machines à moteurs électriques pour l'entretien des espaces communaux et ce pour autant que l'autonomie des batteries le permette
- d'autre part : d'inciter les citoyens uclois par quelques moyens que ce soit d'abandonner leurs machines thermiques et de recourir à des moteurs électriques pour l'entretien de leur jardin

Je pense principalement aux tondeuses, aux tailles haies , aux souffleuses ...

Réponse :

Plusieurs services communaux utilisent du matériel électrique lorsque c'est possible. Voici le matériel électrique dont nous disposons aujourd'hui au service vert :

- 5 Souffleuses
- 4 Débroussailleuses
- 2 Combis (outils multi fonction taille haie, débroussailleuse, tronçonneuse)
- 4 Tailles-Haies
- 2 Sécateurs
- 1 Tondeuse mulch
- 2 Tronçonneuses

Nous avons planifié en 2022 les 2 achats suivants :

- 1 tondeuse mulch
- 1 système de pompe arrosage avec panneau solaire

Nous utilisons ce matériel dans la mesure du possible lorsque le travail n'est pas trop « lourd » car lorsque les travaux sont plus conséquents, nous constatons que la puissance n'est pas toujours suffisante et les batteries se vident vite vu l'usage « professionnel » que nous en faisons. Néanmoins, les ouvriers trouvent plus ergonomique et plus agréable de travailler avec du matériel électrique. Nous continuerons à privilégier l'usage du matériel électrique lorsque c'est possible.

Les sports disposent également de souffleuses électriques.

Au niveau de la propreté nous n'utilisons pas de souffleuses électriques car l'autonomie et la puissance ne sont pas suffisantes pour les travaux que nous effectuons.

Mais il faut préciser que les souffleuses sont principalement utilisées lors des programmes (c'est-à-dire nettoyage complet des rues) qui ont lieu 1 ou 2 fois par an à chaque endroit.

Les seuls lieux où nous passons plus souvent sont les pistes cyclables (pour des raisons de sécurité) et dans certaines rues particulièrement arborées au début de la chute des feuilles. Il s'agit dans ce dernier cas de souffleuses plus légères.

Il est bien certain que nous restons attentifs à l'évolution du matériel électrique qui arrive sur le marché.

Le matériel le plus efficace pour limiter les nuisances sonores et la pollution reste celui qui n'a pas de batterie quand on peut s'en passer.

Dans le cadre de notre collaboration avec Ponicity, le travail sera fait uniquement avec des balais à feuilles pour le nettoyage des chemins au Parc Brugmann et abords salle 1180. Ils pourront donc commencer lorsqu'ils disposeront du matériel à priori pas avant avril.

Nous préparerons avec le service vert un article pour un prochain Wolvendael.

Le Conseil prend connaissance.

Schriftelijke vraag van Mevr. Fraiteur : het aanmoedigen van het gebruik, zowel door de gemeente als door de Ukkelaars, van elektrische i.p.v. thermische machines voor tuinonderhoud.

Het gebruik van elektrisch aangedreven tuingereedschap zou niet alleen bijdragen tot een vermindering van de geluidshinder maar zou ook een kleine stap zijn in de strijd tegen de opwarming van de aarde.

Ik zou het college willen vragen naar de volgende twee aspecten:

- Enerzijds: zou de gemeente het goede voorbeeld kunnen geven door voor het

onderhoud van de gemeentelijke ruimten gebruik te maken van elektrisch aangedreven machines, op voorwaarde dat de autonomie van de accu's het mogelijk maakt

- Anderzijds: de Ukkelaars met alle mogelijke middelen aanmoedigen om af te zien van hun thermische machines en voor het onderhoud van hun tuinen elektrische motoren te gebruiken

Ik denk vooral aan grasmaaiers, heggenscharen, bladblazers, enz.

Antwoord :

Verschillende gemeentediensten maken waar mogelijk gebruik van elektrische toestellen. De Groendienst beschikt momenteel over het volgende elektrische materiaal :

- 5 bladblazers
- 4 trimmers
- 2 combi's (multifunctioneel gereedschap voor heggenscharen, trimmers en kettingzagen)
- 4 heggenscharen
- 2 snoeischaren
- 1 mulchmaaier
- 2 kettingzagen

Voor 2022 hebben we de volgende 2 aankopen gepland:

- 1 mulchmaaier
- 1 besproeiingspompsysteem met zonnepaneel

We gebruiken deze toestellen zo veel mogelijk wanneer het werk niet te "zwaar" is want wanneer het werk omvangrijker is, merken we dat het vermogen niet altijd toereikend is en de batterijen snel leeg zijn, gezien het "professionele" gebruik dat we ervan maken. Toch vinden de arbeiders het ergonomischer en aangenamer om met elektrische toestellen te werken. We zullen waar mogelijk de voorkeur blijven geven aan het gebruik van elektrische toestellen.

De dienst Sport heeft ook elektrische bladblazers.

Voor de reinheid gebruiken we geen elektrische blazers omdat de autonomie en het vermogen niet volstaan voor het werk dat we doen.

De bladblazers worden hoofdzakelijk gebruikt tijdens programma's (d.w.z. het volledig schoonmaken van straten) die een- of tweemaal per jaar op elke plaats plaatsvinden.

De enige plaatsen die we vaker aandoen zijn fietspaden (om veiligheidsredenen) en in bepaalde straten met bijzonder grote bomen aan het begin van de bladval. In het laatste geval gebruiken we lichtere blazers.

We zullen de evolutie van de elektrische toestellen aandachtig opvolgen.

De meest doeltreffende toestellen om lawaai en verontreiniging te beperken zijn nog steeds die zonder batterij.

In het kader van onze samenwerking met Ponicity zullen we alleen bladvegers gebruiken om de paden in het Brugmannpark en rond zaal 1180 schoon te maken. Zij zullen dus van start kunnen gaan zodra zij over het materiaal beschikken, wat niet voor april zal zijn.

Samen met de Groendienst zullen we een artikel voorbereiden voor een toekomstige Wolvendael.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

22 10 Fraitteur machines électriques.docx

24.03.2022/A/0035 **Motion marquant l'adhésion de la Commune d'Uccle à la Stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme et au maintien de la vie juive en Europe déposée par Mme Lederman.**

Le Conseil,

Vu les engagements européens et internationaux pris par la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes : Déclaration universelle des droits de l'homme- article 2 sur la liberté de religion et article 3 sur la liberté et sûreté de la personne,

Vu le même engagement quant à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme- article 5 et 9,

Vu le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, article 2.2

Vu l'adoption de la définition de l'IHRA (Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste) par la Belgique, adoption non contraignante, mais, cependant votée, via une résolution du Sénat le 14 décembre 2018 ;

Vu l'article 23 de la Constitution belge garantissant à chacun le droit :

4° à la protection d'un environnement sain;

5° à l'épanouissement culturel et social ;

Considérant l'augmentation des actes antisémites, qui prend des formes inquiétantes, tant dans sa perception et que dans le vécu (voir le *Eurobarometer* 484, deuxième enquête menée par la *Fundamental Rights Agency* en 2018, publiée en 2019) ;

Considérant que, dans cette enquête, un Européen sur deux considère que l'antisémitisme est un problème, que 89 % considèrent que l'antisémitisme a augmenté pendant les 5 dernières années et principalement via Internet et que tous ces chiffres justifient à eux seuls un besoin d'action fort et l'envoi d'un message sans appel ;

Considérant que la stratégie européenne telle que décrite lors de la conférence de presse du 5 octobre 2021 est une première dans la lutte contre l'antisémitisme au niveau européen, avec un calendrier de réalisations et des évaluations ;

Considérant que cette stratégie repose sur trois axes, à savoir :

1. La prévention de toutes les formes d'antisémitisme et de lutte contre celles-ci;
2. La protection et le soutien de la vie juive dans l'UE, avec financement de la sécurité à hauteur de 24 millions;
3. L'éducation, la recherche et la mémoire de la Shoah;

Considérant que cette même stratégie n'est pas le seul fait des compétences européennes, ni fédérales, mais nécessite l'adhésion de tous les États, et au sein de ceux-ci, des différents niveaux de pouvoir;

Considérant le calendrier de cette stratégie jusque 2030 et des rapports de mise en œuvre de celle-ci, demandés pour 2024 et 2029;

Considérant que l'échelon communal est celui le plus proche des citoyens, que c'est à cet échelon que le vivre ensemble peut participer à la réussite de la stratégie européenne entre tous les citoyens d'une même commune;

Considérant que les communes – même dans un cadre restreint – ont une marge de manœuvre et peuvent être porteuses de comportements exemplaires;

Considérant la crise sanitaire du COVID-19 et ses effets décuplés pour les populations

les plus fragiles et les fantasmes quant à un éventuel complot, porteur d'antisémitisme, comme l'atteste une étude franco-allemande de juin 2021[1];

Considérant les paroles de l'ancien Premier Ministre, Charles Michel, "La Belgique sans les Juifs n'est pas la Belgique";

Considérant la motion adoptée à l'unanimité par notre conseil le 28 mars 2019 déclarant Uccle commune hospitalière et solidaire;

Considérant que dans sa Déclaration de Politique générale, la commune s'est engagée à lutter « *contre les discriminations structurelles, tant dans l'administration que dans tout autre domaine* » comme l'espace public. Que cette même Déclaration rappelle : « *une bonne politique de sécurité implique un accueil adapté des victimes de tout acte visant spécialement les femmes [...], les personnes âgées, les victimes d'actes à caractères raciste, xénophobe, antisémite ou encore liés à l'orientation sexuelle* » ;

Considérant les nombreuses mesures prises par la commune, et ce depuis des années, pour lutter contre l'antisémitisme, à travers l'enseignement et le devoir de mémoire d'une part en organisant la visite par nos écoles du fort de Breendonk, la participation des élèves des établissements scolaires communaux aux cérémonies telles que la pose des pavés de la mémoire ou aux cérémonies de nomination des justes ou par la distribution d'ouvrages pédagogiques évoquant l'histoire de la Shoah ;

Considérant que d'autre part, Uccle répond aux demandes du service interne de gardiennage du Consistoire Central Israélite de Belgique en sécurisant, par des aménagements, les abords de sites de la communauté juive et intervient immédiatement en cas de tag raciste et antisémite, afin que la sécurité et l'ordre soient assurés,

Décide d'adhérer à la Stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme et de soutien à la vie juive;

Demande :

- au Collège d'avoir une attention particulière quant au respect de cette stratégie et de ses évaluations;

- aux autorités fédérales :

- d'adhérer et d'appliquer le programme de prévention de toutes les formes d'antisémitisme et de lutter contre celles-ci ;
- de protéger et de soutenir la vie juive, en demandant que soit allouée une partie des 24 millions dédiés à cette stratégie pour la sécurité des espaces publics et lieux de culte entre autres ;
- de participer activement au programme d'éducation, de recherche et de mémoire de la Shoah.

- au gouvernement régional de s'engager dans la même voie dans son champ de compétences propres;

et décide de transmettre la présente motion au Parlement Fédéral, au Parlement Régional Bruxellois, au Premier Ministre, à la Ministre des Affaires étrangères, au Ministre-Président bruxellois.

[1] **European Commission, Directorate-General for Justice and Consumers, Comerford, M., Gerster, L., *The rise of antisemitism online during the pandemic : a study of French and German content*, Publications Office, 2021, <https://data.europa.eu/doi/10.2838/408086>**

Mme Lederman-Bucquet présente le texte de la motion qu'elle soumet à l'assemblée :

*Vu les engagements européens et internationaux de la Belgique pour le respect des droits fondamentaux des personnes (Déclaration universelle des droits de l'homme : article 2 sur la liberté de religion, article 3 sur la liberté et la sûreté de la personne);
Vu le même engagement quant à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (articles 5 et 9);*

Vu le Pacte international relatif aux droits économiques sociaux et culturels (article 2, alinéa 2);

Vu l'adoption de la définition de l'Alliance internationale pour la Mémoire de l'Holocauste par la Belgique, adoption non contraignante mais cependant votée via une résolution du Sénat le 14 décembre 2018;

Vu l'article 23 de la Constitution belge garantissant à chacun, en son point 4, le droit à la protection d'un environnement sain et, en son point 5, le droit à l'épanouissement culturel et social;

Considérant l'augmentation des actes antisémites, qui prennent des formes inquiétantes tant dans leur perception que dans leur vécu (voir l'Eurobarometer 484, 2^{ème} enquête menée par la Fundamental Right Agency en 2018 et publiée en 2019);

Considérant que dans cette enquête, un Européen sur deux considère que l'antisémitisme est un problème, que 89 % considèrent que l'antisémitisme a augmenté au cours des 5 dernières années, principalement via internet, et que tous ces chiffres justifient à eux seuls un besoin d'action fort et l'envoi d'un message sans appel;

Considérant que la stratégie européenne telle que décrite lors de la conférence de presse du 5 octobre 2021 est une première dans la lutte contre l'antisémitisme au niveau européen, avec un calendrier de réalisations et des évaluations;

Considérant que cette stratégie repose sur 3 axes :

- la prévention et la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme;*
- la protection et le soutien de la vie juive dans l'Union européenne, avec le financement de la sécurité à hauteur de 24 millions d'euros;*
- l'éducation, la recherche et la mémoire de la Shoah;*

Considérant que cette même stratégie n'est pas le seul fait des compétences européennes ni fédérales mais nécessite l'adhésion de tous les Etats et, au sein de ceux-ci, des différents niveaux de pouvoir;

Considérant que le calendrier de cette stratégie va jusqu'en 2030 et requiert des rapports de mise en oeuvre en 2024 et 2029;

Considérant que l'échelon communal est celui le plus proche des citoyens et que c'est à cet échelon que le « vivre ensemble » peut participer à la stratégie européenne pour tous les citoyens;

Considérant que les communes, même dans un cadre restreint, peuvent être porteuses de comportements exemplaires;

Considérant la crise sanitaire du covid 19 et ses effets décuplés pour les populations les plus fragiles, et les fantasmes quant à un éventuel complot porteur d'antisémitisme, comme l'atteste une étude franco-allemande en 2021;

Considérant les propos de l'ancien Premier Ministre Charles Michel : « La Belgique sans les Juifs n'est pas la Belgique »;

Considérant la motion « Uccle commune hospitalière » adoptée à l'unanimité par le Conseil le 28 mars 2019;

Considérant que dans sa Déclaration de politique générale, la commune s'est engagée à lutter contre les discriminations structurelles tant dans l'administration que dans tout autre domaine, comme l'espace public, que cette même déclaration rappelle qu'une bonne politique de sécurité implique un accueil adapté des victimes de tout acte visant spécialement les femmes, les personnes âgées, les victimes d'actes à

caractère raciste, antisémite, xénophobe ou encore liés à l'orientation sexuelle;
Considérant les nombreuses mesures prises par la commune, et ce depuis des années, pour lutter contre l'antisémitisme à travers l'enseignement et le devoir de mémoire, en organisant la visite par nos écoles du fort de Breendonck, la participation des élèves des établissements scolaires à des cérémonies telles que la pose des pavés de mémoire ou les cérémonies de nomination des justes, ou la distribution d'ouvrages pédagogiques évoquant l'histoire de la Shoah;
Considérant qu'Uccle répond aux demandes du service interne de gardiennage du Consistoire central israélite de Belgique en sécurisant par des aménagements les abords des sites de la communauté juive, et intervient immédiatement en cas de tags racistes et antisémites afin que la sécurité et l'ordre soient assurés;

Le Conseil :

Décide d'adhérer à la Stratégie européenne de lutte contre l'antisémitisme et de soutien à la vie juive;

Demande au Collège d'avoir une attention particulière au respect de cette stratégie et de ses évaluations;

Demande aux autorités fédérales :

- d'adhérer et d'appliquer les stratégies de prévention et de lutte contre toutes les formes d'antisémitisme;*
- de protéger et soutenir la vie juive en demandant que soit allouée une partie des 24 millions dédiés à cette stratégie pour la sécurité des espaces publics et lieux de culte, entre autres;*
- de participer activement aux programmes d'éducation, de recherche et de mémoire de la Shoah;*

Demande au gouvernement régional de s'engager dans la même voie dans son champ de compétences propre;

Décide de transmettre la présente motion aux Parlements fédéral et régional bruxellois, au Premier Ministre, au Ministre des Affaires étrangères et au Ministre-Président bruxellois.

M. Desmet *précise que le groupe Ecolo soutient la motion. Celle-ci est d'autant plus nécessaire que des propos antisémites sont parfois tenus sous le fallacieux prétexte de l'humour.*

C'est grâce à l'éducation qu'on pourra développer la reconnaissance et le respect de tous au sein d'une société de plus en plus multiculturelle.

M. Hayette *signale que le groupe socialiste soutient la motion.*

Mme Margaux *signale que son groupe soutient la motion.*

Elle rappelle que selon une enquête effectuée en 2019 et 2020 et publiée en novembre 2021, l'antisémitisme a beaucoup progressé en Belgique : un Belge sur quatre se livrerait à des discriminations effectives sur des personnes en raison de leur judéité et un Belge sur 20 aurait une tendance à l'antisémitisme.

Vu que cette enquête a été menée avant la pandémie du covid, il y a lieu de craindre que cette tendance ne se soit accentuée car le contexte de la crise sanitaire a contribué à exacerber les préjugés.

Ce phénomène est en partie due au fait que, depuis plusieurs années, les jeunes juifs fréquentent moins les écoles du réseau officiel et qu'il y a donc moins d'échanges entre juifs et non-juifs. Les jeunes ne se connaissent plus, si ce n'est par les représentations véhiculées par les réseaux sociaux.

La commune fait son possible en sécurisant les lieux juifs, en organisant un allumage

de cierges pour la fête de Hanoucca, en faisant participer les enfants des écoles communales au placement des pavés de la mémoire, mais ces démarches, pour louables qu'elles soient, ne contribuent pas au recul de l'antisémitisme car elles ne favorisent pas les liens entre juifs et non-juifs.

Il faut davantage investir dans l'éducation en organisant des rencontres entre jeunes juifs et non-juifs et former les instituteurs à la lutte contre les préjugés et stéréotypes antisémites.

Mme Culer précise que le groupe MR est favorable à cette motion.

Mme Fremault signale que le groupe CDH soutient la motion.

Geneviève Damas, femme de lettres schaarbeekoise auteur du remarquable livre « Jacky », a lancé une initiative allant dans le sens des propositions de Mme Margaux, en l'occurrence l'organisation de rencontres entre élèves de confessions différentes selon un programme qui se déploie en général sur une année.

Le travail sur la thématique de la différence, entrepris l'année dernière à l'IRSA, s'inscrit dans la même perspective.

Mme l'Echevin Gol-Lescot remercie Mme Lederman-Bucquet pour son initiative, en soulignant la gratitude du Collège pour l'intégration dans le texte de la motion des actions déjà entreprises par la commune en ce domaine.

Vu que les représentants des différents cultes actifs sur le territoire communal s'entendent bien, Mme l'Echevin Gol-Lescot souhaite que les élèves des écoles communales puissent visiter les différents lieux de culte (mosquée, synagogue, église catholique, peut-être aussi l'église orthodoxe russe), afin de mieux connaître la religion (ou l'absence de religion) des uns et des autres.

De telles visites ont déjà été entamées mais n'ont pu être poursuivies en raison de l'interdiction des sorties scolaires lors de la crise sanitaire. Il serait donc opportun à présent de relancer ce programme.

Les déclarations sur ce thème adoptées dans d'autres assemblées évoquent souvent le racisme en général en omettant cette forme particulière de racisme et de refus des différences que constitue l'antisémitisme. Il est donc nécessaire de le rappeler.

Mme Lederman-Bucquet est très touchée par les réactions de l'assemblée.

Cette stratégie européenne contre l'antisémitisme et pour le maintien de la vie juive est menée à l'initiative de Mme Katharina Von Schnurbein, coordinatrice de la lutte contre l'antisémitisme à la Commission européenne.

La motion, cosignée par l'ensemble des groupes politiques, est adoptée à l'unanimité.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Motie van Mevr. Lederman inzake de toetreding van de gemeente Ukkel tot de EU-strategie ter bestrijding van het antisemitisme en ter bevordering van het Joodse leven in Europa, ingediend door Mevr. Lederman.

De Raad,

Gelet op de Europese en internationale verbintenissen die België is aangegaan om de fundamentele rechten van het individu te eerbiedigen: Universele Verklaring van de Rechten van de Mens - artikel 2 over de vrijheid van godsdienst en artikel 3 over de vrijheid en veiligheid van de persoon,

Gelet op dezelfde verbintenis m.b.t. het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens - artikels 5 en 9,

Gelet op het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, artikel 2, lid 2

Gelet op de goedkeuring van de definitie van de IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance) door België, een niet-bindende goedkeuring, maar niettemin goedkeuring via een resolutie van de Senaat op 14 december 2018;

Gelet op artikel 23 van de Belgische Grondwet dat eenieder het recht garandeert :

4° op de bescherming van een gezond leefmilieu;

5° op culturele en maatschappelijke ontplooiing;

Gelet op de toename van antisemitische daden die zorgwekkende vormen aanneemt, zowel in perceptie als in ervaring (zie de *Eurobarometer* 484, de tweede enquête van de *Fundamental Rights Agency* in 2018, gepubliceerd in 2019);

Overwegende dat dit onderzoek aangeeft dat een op de twee Europeanen antisemitisme als een probleem beschouwt, dat 89% van mening is dat antisemitisme de afgelopen vijf jaar is toegenomen, voornamelijk via internet, en dat al deze cijfers alleen al rechtvaardigen dat er krachtig moet worden opgetreden en een duidelijke boodschap moet worden afgegeven;

Overwegende dat de Europese strategie, zoals beschreven tijdens de persconferentie van 5 oktober 2021, een primeur is in de strijd tegen antisemitisme op Europees niveau, met een tijdschema van verwezenlijkingen en evaluaties

Overwegende dat deze strategie gebaseerd is op drie assen :

1. De preventie en bestrijding van alle vormen van antisemitisme;
2. De bescherming en bevordering van het Joodse leven in de EU, met een financiering voor veiligheid van 24 miljoen;
3. Onderwijs, onderzoek en herdenking van de Holocaust;

Overwegende dat deze zelfde strategie niet uitsluitend de verantwoordelijkheid is van de Europese of federale autoriteiten maar de steun vereist van alle staten, en daarbinnen van de verschillende machtsniveaus;

Gelet op het tijdschema voor deze strategie tot 2030 en de voor 2024 en 2029 gevraagde verslagen over de uitvoering ervan;

Overwegende dat het gemeentelijke niveau het niveau is dat het dichtst bij de burgers staat, en dat het op dit niveau is dat het samenleven kan bijdragen tot het welslagen van de Europese strategie onder alle burgers van dezelfde gemeente;

Overwegende dat de gemeentes - zelfs in een beperkt kader - manoeuvreerruimte hebben en zelf voorbeeldig gedrag kunnen vertonen;

Gelet op de gezondheidscrisis COVID-19 en de enorme gevolgen daarvan voor de meest kwetsbare bevolkingsgroepen en de fantasieën over een mogelijke samenzwering, die antisemitisme in zich draagt, zoals blijkt uit een Frans-Duitse studie van juni 2021[1];

Gelet op de woorden van voormalige eerste minister Charles Michel, "België zonder de Joden is geen België";

Gelet op de motie die onze raad op 28 maart 2019 unaniem heeft goedgekeurd en waarin Ukkel wordt uitgeroepen tot gastvrije en solidaire gemeente;

Overwegende dat de gemeente zich er in haar algemene beleidsverklaring toe heeft verbonden structurele discriminatie, zowel in het bestuur als op elk ander gebied, zoals de openbare ruimte, te bestrijden; dat in dezelfde verklaring eraan wordt herinnerd dat een goed veiligheidsbeleid een aangepaste opvang impliceert van slachtoffers van elke daad die in het bijzonder gericht is tegen vrouwen [...], ouderen, slachtoffers van daden van racistische, xenofobe of antisemitische aard of die verband houden met seksuele geaardheid;

Gezien de talrijke maatregelen die de gemeente heeft genomen, en dit al jaren, om antisemitisme te bestrijden, via door opvoeding en herinneringsplicht, bezoeken van onze scholen aan het fort van Breendonk, deelname van leerlingen van de gemeentescholen aan plechtigheden, zoals het leggen van gedenkstenen, de naamgeving van de rechtvaardigen of door het verspreiden van educatieve werken die

de geschiedenis van de Holocaust oproepen;
Overwegende dat Ukkel beantwoordt aan de verzoeken van de binnenlandse veiligheidsdienst van de Centraal Israëlitisch Consistorie van België door de toegangswegen tot de plaatsen van de Joodse gemeenschap door middel van inrichtingen te beveiligen en onmiddellijk op te treden in geval van racistische en antisemitische uitlatingen, zodat de veiligheid en de orde worden gewaarborgd,
Beslist zich aan te sluiten bij de EU-strategie ter bestrijding van antisemitisme en ter bevordering van het Joodse leven;
Verzoekt het College bijzondere aandacht te besteden aan de naleving van deze strategie en de evaluaties ervan;
Verzoekt de federale autoriteiten :
- het programma ter voorkoming en bestrijding van alle vormen van antisemitisme na te leven en uit te voeren;
- het joodse leven te beschermen en te ondersteunen, door te verzoeken een deel van de voor deze strategie voorziene 24 miljoen uit te trekken voor de beveiliging van onder meer openbare ruimten en ereplaatsen;
- actief deel te nemen aan het programma voor onderwijs, onderzoek en herdenking van de Holocaust.
Verzoekt de gewestelijke regering zich op haar eigen bevoegdheidsgebied op dezelfde weg te begeven;
en beslist deze motie over te maken aan het federale parlement, het parlement van het Brusselse Gewest, de eerste minister, de minister van Buitenlandse Zaken en de Brusselse minister-president.

[1] **European Commission, Directorate-General for Justice and Consumers, Comerford, M., Gerster, L., *The rise of antisemitism online during the pandemic : a study of French and German content*, Publications Office, 2021, <https://data.europa.eu/doi/10.2838/408086>**

Mevr. Lederman-Bucquet stelt de tekst voor van de motie die zij aan de vergadering voorlegt :

Gelet op de Europese en internationale verbintenissen die België is aangegaan om de fundamentele rechten van het individu te eerbiedigen: Universele Verklaring van de Rechten van de Mens - artikel 2 over de vrijheid van godsdienst en artikel 3 over de vrijheid en veiligheid van de persoon,

Gelet op dezelfde verbintenis m.b.t. het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens - artikels 5 en 9,

Gelet op het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten, artikel 2, lid 2

Gelet op de goedkeuring van de definitie van de IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance) door België, een niet-bindende goedkeuring, maar niettemin goedkeuring via een resolutie van de Senaat op 14 december 2018;

Gelet op artikel 23 van de Belgische Grondwet dat eenieder het recht garandeert

4° op de bescherming van een gezond leefmilieu;

5° op culturele en maatschappelijke ontplooiing;

Gelet op de toename van antisemitische daden die zorgwekkende vormen aanneemt, zowel in perceptie als in ervaring (zie de Eurobarometer 484, de tweede enquête van de Fundamental Rights Agency in 2018, gepubliceerd in 2019);

Overwegende dat dit onderzoek aangeeft dat een op de twee Europeanen antisemitisme als een probleem beschouwt, dat 89% van mening is dat antisemitisme de afgelopen vijf jaar is toegenomen, voornamelijk via internet, en dat al deze cijfers alleen al rechtvaardigen dat er krachtig moet worden opgetreden en een duidelijke

boodschap moet worden afgegeven;

Overwegende dat de Europese strategie, zoals beschreven tijdens de persconferentie van 5 oktober 2021, een primeur is in de strijd tegen antisemitisme op Europees niveau, met een tijdschema van verwezenlijkingen en evaluaties

Overwegende dat deze strategie gebaseerd is op drie assen:

- De preventie en bestrijding van alle vormen van antisemitisme;*
- De bescherming en bevordering van het Joodse leven in de EU, met een financiering voor veiligheid van 24 miljoen;*
- Onderwijs, onderzoek en herdenking van de Holocaust;*

Overwegende dat deze zelfde strategie niet uitsluitend de verantwoordelijkheid is van de Europese of federale autoriteiten maar de steun vereist van alle staten, en daarbinnen van de verschillende machtsniveaus;

Gelet op het tijdschema voor deze strategie tot 2030 en de voor 2024 en 2029 gevraagde verslagen over de uitvoering ervan;

Overwegende dat het gemeentelijke niveau het niveau is dat het dichtst bij de burgers staat, en dat het op dit niveau is dat het samenleven kan bijdragen tot het welslagen van de Europese strategie onder alle burgers van dezelfde gemeente;

Overwegende dat de gemeentes - zelfs in een beperkt kader - manoeuvreerruimte hebben en zelf voorbeeldig gedrag kunnen vertonen;

Gelet op de gezondheids crisis COVID-19 en de enorme gevolgen daarvan voor de meest kwetsbare bevolkingsgroepen en de fantasieën over een mogelijke samenzwering, die antisemitisme in zich draagt, zoals blijkt uit een Frans-Duitse studie van juni 2021;

Gelet op de woorden van voormalige eerste minister Charles Michel, "België zonder de Joden is geen België";

Gelet op de motie die onze raad op 28 maart 2019 unaniem heeft goedgekeurd en waarin Ukkel wordt uitgeroepen tot gastvrije en solidaire gemeente;

Overwegende dat de gemeente zich er in haar algemene beleidsverklaring toe heeft verbonden structurele discriminatie, zowel in het bestuur als op elk ander gebied, zoals de openbare ruimte, te bestrijden; dat in dezelfde verklaring eraan wordt herinnerd dat een goed veiligheidsbeleid een aangepaste opvang impliceert van slachtoffers van elke daad die in het bijzonder gericht is tegen vrouwen [...], ouderen, slachtoffers van daden van racistische, xenofobe of antisemitische aard of die verband houden met seksuele geaardheid;

Gezien de talrijke maatregelen die de gemeente heeft genomen, en dit al jaren, om antisemitisme te bestrijden, via door opvoeding en herinneringsplicht, bezoeken van onze scholen aan het fort van Breendonk, deelname van leerlingen van de gemeentescholen aan plechtigheden, zoals het leggen van gedenkstenen, de naamgeving van de rechtvaardigen of door het verspreiden van educatieve werken die de geschiedenis van de Holocaust oproepen;

Overwegende dat Ukkel beantwoordt aan de verzoeken van de binnenlandse veiligheidsdienst van de Centraal Israëlitisch Consistorie van België door de toegangswegen tot de plaatsen van de Joodse gemeenschap door middel van inrichtingen te beveiligen en onmiddellijk op te treden in geval van racistische en antisemitische uitlatingen, zodat de veiligheid en de orde worden gewaarborgd;

De raad

Beslist zich aan te sluiten bij de EU-strategie ter bestrijding van antisemitisme en ter bevordering van het Joodse leven;

Verzoekt het college bijzondere aandacht te besteden aan de naleving van deze strategie en de evaluaties ervan;

Verzoekt de federale autoriteiten:

- *het programma ter voorkoming en bestrijding van alle vormen van antisemitisme na te leven en uit te voeren;*
- *het joodse leven te beschermen en te ondersteunen, door te verzoeken een deel van de voor deze strategie voorziene 24 miljoen uit te trekken voor de beveiliging van onder meer openbare ruimten en ereplaatsen;*
- *actief deel te nemen aan het programma voor onderwijs, onderzoek en herdenking van de Holocaust.*

Verzoekt de gewestelijke regering zich op haar eigen bevoegdheidsgebied op dezelfde weg te begeven.

Beslist deze motie over te maken aan het federale parlement, het parlement van het Brusselse Gewest, de eerste minister, de minister van Buitenlandse Zaken en de Brusselse minister-president.

De h. Desmet *zegt dat Ecolo de motie steunt. Dit was des te noodzakelijker omdat er soms antisemitische opmerkingen werden gemaakt onder het valse voorwendsel van humor.*

Het is door onderwijs dat we erkenning en respect voor allen kunnen ontwikkelen in een steeds multicultureler wordende samenleving.

De h. Hayette *zegt dat de PS de motie steunt.*

Mevr. Margaux *zegt dat haar fractie de motie steunt.*

Ze herinnert eraan dat volgens een enquête die in 2019 en 2020 is uitgevoerd en in november 2021 is gepubliceerd, het antisemitisme in België aanzienlijk is toegenomen: een op de vier Belgen zou mensen daadwerkelijk discrimineren vanwege hun joods-zijn en een op de twintig Belgen zou een neiging tot antisemitisme hebben. Aangezien dit onderzoek is uitgevoerd vóór de covidpandemie, valt te vrezen dat deze tendens is toegenomen, aangezien de context van de gezondheidscrisis heeft bijgedragen tot een verscherping van de vooroordelen.

Dit is gedeeltelijk te wijten aan het feit dat sinds enkele jaren jonge Joden minder scholen in het officiële netwerk bezoeken en dat er dus minder uitwisseling is tussen Joden en niet-Joden. Jongeren kennen elkaar niet meer, behalve door de voorstellingen die via sociale netwerken worden doorgegeven.

De gemeente doet haar best door joodse plaatsen te beveiligen, door het aansteken van kaarsen voor de Chanoekafeestdag te organiseren, door de kinderen van de gemeentescholen te betrekken bij het plaatsen van gedenkstenen, maar deze stappen, hoe lovenswaardig ook, dragen niet bij tot de vermindering van het antisemitisme omdat zij de banden tussen joden en niet-joden niet bevorderen.

Er moet meer worden geïnvesteerd in onderwijs door ontmoetingen te organiseren tussen jonge joden en niet-joden, en leerkrachten moeten worden opgeleid om antisemitische vooroordelen en stereotypen te bestrijden.

Mevr. Culer *zegt dat de MR deze motie steunt.*

Mevr. Fremault *zegt dat de CDH de motie steunt.*

Geneviève Damas, Schaarbeekse letterkundige en schrijfster van het opmerkelijke boek "Jacky", heeft een initiatief gelanceerd dat in de lijn lag van de voorstellen van mevr. Margaux, namelijk de organisatie van ontmoetingen tussen leerlingen van verschillende geloofsrichtingen volgens een programma dat over het algemeen een jaar zou duren.

De werkzaamheden rond het thema "verschil", die vorig jaar in het IRSA zijn ondernomen, passen in datzelfde perspectief.

Schepen Gol-Lescot bedankt mevr. Lederman-Bucquet voor haar initiatief en benadrukt de dankbaarheid van het college voor het feit dat in de tekst van de motie wordt verwezen naar de acties die de gemeente op dit gebied reeds heeft ondernomen. Aangezien de vertegenwoordigers van de verschillende godsdiensten die in de gemeente actief zijn, goed met elkaar kunnen opschieten, zou mevr. Gol-Lescot graag zien dat de leerlingen van de gemeentescholen de verschillende gebedshuizen kunnen bezoeken (moskee, synagoge, katholieke kerk, misschien ook de Russisch-orthodoxe kerk), om meer te weten te komen over elkaars godsdienst (of het ontbreken daarvan). Dergelijke bezoeken zijn al begonnen maar konden niet worden voortgezet vanwege het verbod op schoolreizen tijdens de gezondheids crisis. Het zou gepast zijn dit programma opnieuw op te starten.

Verklaringen over dit onderwerp die in andere vergaderingen zijn aangenomen, verwijzen vaak naar racisme in het algemeen en laten de bijzondere vorm van racisme en afwijzing van verschillen die antisemitisme is, buiten beschouwing. Het is daarom noodzakelijk hieraan te herinneren.

Mevr. Lederman-Bucquet is zeer ontroerd door de reacties van de vergadering. Deze Europese strategie tegen antisemitisme en voor de instandhouding van het joodse leven wordt geleid door Katharina Von Schnurbein, coördinatrice voor de bestrijding van antisemitisme bij de Europese Commissie.

De motie, door alle fracties medeondertekend, werd unaniem goedgekeurd.

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Motion Stratégie européenne.docx

Céline Fremault quitte la séance / verlaat de zitting.
Fathiya Alami quitte la séance / verlaat de zitting.

24.03.2022/A/0036 **Interpellation de M. Desmet : l'abattage illégaux d'arbres.**

M. Desmet rappelle une information publiée mi-mars dans le quotidien « La Capitale », selon laquelle un propriétaire s'est vu infliger une importante amende administrative pour avoir abattu illégalement, en 2019, 15 arbres dans sa propriété, sise avenue Mozart à cheval sur les territoires d'Uccle et de Forest.

Comme le soulignait le journaliste, cet acte, préjudiciable à l'équilibre de la biodiversité au sein d'un îlot de verdure, a mobilisé de nombreux riverains qui tentent de le préserver.

L'auteur de ce méfait fait preuve d'un mépris total ou à tout le moins d'une grande insouciance. M. Desmet espère que le montant de l'astreinte infligée incitera les individus tentés de se conduire en « tronçonneurs fous » à respecter le prescrit légal.

Le Collège dispose-t-il d'éléments complémentaires sur cette affaire ? Quel est le suivi envisagé ?

Pour ce qui concerne le dossier similaire de l'avenue des Chalets, un accord a-t-il pu être conclu entre les parties prenantes ? Si c'est le cas, quels sont les termes de cet accord ?

Mme Czekalski est aussi choquée par cet abattage illégal. Comment pourrait-on conscientiser davantage les Ucclois, afin que de tels événements ne se reproduisent plus ?

L'inconscience du propriétaire est particulièrement flagrante lorsqu'il affirme que « ça repoussera sur les souches ».

L'amende infligée à ce propriétaire s'élève à un montant de 30.000 € mais pourrait être réduite à 3.000 € par l'introduction auprès de l'administration dans un délai de 3 mois d'une demande de permis d'urbanisme visant à mettre fin à une situation infractionnelle.

Le propriétaire a-t-il déjà entrepris une telle démarche ? Quelle attitude le Collège compte-t-il adopter si c'est le cas ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que l'abattage illégal, accompli en 2019, concerne 15 arbres de haute tige normalement soumis à permis d'urbanisme.

En mai 2019, le procès-verbal est dressé par le service vert de la commune d'Uccle.

La situation particulière de ce terrain, à cheval sur les territoires d'Uccle et de Forest, explique ce délai, vu qu'il a fallu d'abord déterminer quelle administration était habilitée à dresser l'amende.

Vu que les abattages se sont produits à Uccle, le service vert ucclais était compétent mais avait besoin de l'appui du service de Forest pour rentrer sur la parcelle.

Suite à la décision du Procureur du Roi de ne pas poursuivre, connue en juin 2020, il incombait à Urban Brussels de décider s'il y avait lieu d'infliger une sanction.

En janvier 2021, le Collège apprend qu'une amende de 30.000 €, soit le montant maximal, a été infligée au propriétaire contrevenant. Celui-ci a introduit un recours mais la première décision d'Urban Brussels a été confirmée en février 2022.

La réduction éventuelle de cette amende à 3.000 € vise à inciter les contrevenants à régulariser leur situation et à replanter des arbres, le paiement d'une amende ne permettant pas en soi la restauration du cadre paysager.

Un courrier a été envoyé au propriétaire, et le fils de celui-ci a également contacté la commune. Un rendez-vous sur place a été planifié mardi prochain. Le Collège a l'intention d'entreprendre une politique de replantation, sur base du principe selon lequel à tout arbre abattu doit correspondre un arbre replanté.

Le Collège s'efforce de conscientiser la population en consacrant des articles du *Wolvendael* à cette problématique, notamment aux risques encourus pour l'abattage illégal d'arbres, à la nécessité de respecter les périodes de nidification, etc.

Selon les informations fournies par le service vert, le nombre de procès-verbaux dressés pour des abattages illégaux a tendance à baisser depuis quelques années.

Le chantier de l'avenue des Chalets a fait l'objet d'un procès-verbal qui a abouti à l'arrêt des travaux.

La reprise du chantier n'est possible que moyennant la replantation des 19 arbres abattus et la recréation d'un écran vert.

Le plan proposé à l'issue des discussions avec la partie concernée prévoyait un processus de replantation en deux phases mais, dans un premier temps, le Collège n'a pu l'approuver, étant donné que ce plan ne tenait pas compte de ses exigences en termes de replantation d'arbres, d'établissement d'un écran végétal et de restauration de la parcelle dans son état originel.

Dans ce dossier-ci, des conditions à respecter en termes de végétation étaient énoncées de manière explicite dans le PPAS et le permis.

Enfin, une replantation a pu avoir lieu en avril 2021. Les agents du service vert étaient présents sur place le jour de la replantation afin de vérifier que celle-ci était effectuée conformément au plan et sont revenus faire des visites « surprises » quelques mois après.

Le Collège a introduit une citation directe auprès du Parquet dans cette affaire, mais ne dispose pas d'informations à cet égard.

De toute façon, les services communaux iront vérifier si la seconde phase de replantation se déroule comme convenu.

Interpellatie van de h. Desmet : het illegaal kappen van bomen.

De h. Desmet herinnert aan een bericht dat half maart in het dagblad La Capitale is verschenen dat een eigenaar een hoge boete heeft gekregen omdat hij in 2019 illegaal 15 bomen heeft gekapt op zijn eigendom in de Mozartlaan, die het grondgebied van Ukkel en Vorst doorkruist.

Zoals de journalist opmerkte, heeft deze daad, die schadelijk is voor het evenwicht van de biodiversiteit binnen een eiland van groen, veel buurtbewoners gemobiliseerd die proberen het te behouden.

De dader van deze wandaad geeft blijk van totale veronachtzaming of op zijn minst van grote onvoorzichtigheid. De h. Desmet hoopt dat het bedrag van de opgelegde boete personen die geneigd zijn zich als "kettingzaaggekken" te gedragen, ertoe zal aanzetten de wet na te leven.

Heeft het college meer informatie over deze zaak ? Welke opvolging is voorzien ?

Is er een akkoord tussen de betrokken partijen over het gelijkaardige geval in de Kasteeltjeslaan? Zo ja, wat zijn de voorwaarden hiervan ?

Mevr. Czekalski is ook geschokt door deze illegale kap. Hoe kan de bevolking van Ukkel bewuster worden gemaakt zodat dergelijke gebeurtenissen zich niet meer herhalen ?

Het gebrek aan bewustzijn van de eigenaar komt vooral tot uiting wanneer hij zegt dat "het wel weer aan de stronken zal groeien".

De aan deze eigenaar opgelegde boete bedraagt € 30.000 maar kan worden verlaagd tot € 3.000 door binnen 3 maanden een aanvraag voor een bouwvergunning in te dienen bij het bestuur om een einde te maken aan de inbreuk.

Heeft de eigenaar dit al gedaan? Welke houding denkt het college aan te nemen als dit het geval is ?

Mevr. De Brouwer antwoordt dat de illegale kap, die in 2019 plaatsvond, betrekking had op 15 hoge bomen waarvoor normaliter een bouwvergunning vereist is.

In mei 2019 werd het pv opgesteld door de Groendienst van de gemeente Ukkel.

De bijzondere situatie van dit stuk grond, dat de grenzen van Ukkel en Vorst overschrijdt, verklaart deze vertraging, aangezien eerst moest worden bepaald welk bestuur bevoegd was om de boete uit te schrijven.

Aangezien de kap plaatsvond in Ukkel, was de Groendienst van Ukkel bevoegd maar had zij de steun van Vorst nodig om het perceel te betreden.

Na de beslissing van de procureur des Konings om niet te vervolgen, die in juni 2020 bekend werd, was het aan Urban Brussel om te beslissen of een sanctie zou worden opgelegd.

In januari 2021 vernam het college dat aan de overtredende eigenaar een boete van € 30.000 (het maximumbedrag) was opgelegd. De eigenaar ging in beroep, aar de eerste beslissing van Urban Brussels werd in februari 2022 bevestigd.

De mogelijke verlaging van deze boete tot 3.000 euro is bedoeld om overtreders aan te moedigen hun situatie te regulariseren en bomen te herplanten, aangezien de betaling van een boete op zich niet volstaat voor het herstel van het landschap.

Er is een brief gestuurd naar de eigenaar, en de zoon van de eigenaar heeft ook contact opgenomen met de gemeente. Een vergadering ter plaatse is gepland voor aanstaande dinsdag. Het college is voornemens een herbplantingsbeleid te voeren, gebaseerd op het beginsel dat voor elke gekapte boom een herplante boom moet worden aangeplant. Het college tracht de publieke opinie bewust te maken door in de Wolvendael artikels te publiceren over dit onderwerp, met inbegrip van de risico's van illegale kap, de noodzaak om de broedperioden te respecteren, enz.

Volgens de Groendienst is het aantal boetes voor illegaal kappen de laatste jaren gedaald.

Voor de bouwplaats in de Kasteeltjeslaan is een boete uitgeschreven die heeft geleid tot het stopzetten van de werkzaamheden.

De werkzaamheden kunnen alleen worden hervat als de 19 gekapte bomen opnieuw worden geplant en een groen scherm wordt heraangelegd.

Het plan dat na besprekingen met de betrokkene werd voorgesteld, voorzag in een herbeplanting in twee fasen, maar het college kon het aanvankelijk niet goedkeuren, omdat in het plan geen rekening werd gehouden met de eisen van het college ten aanzien van de herbeplanting van bomen, de aanleg van een groenscherm en het herstel van het perceel in zijn oorspronkelijke staat.

In dit geval waren de in acht te nemen voorwaarden met betrekking tot de vegetatie uitdrukkelijk vermeld in het BBP en de vergunning.

Uiteindelijk vond de herbeplanting plaats in april 2021. Op de dag van de herbeplanting waren ambtenaren van de Groendienst ter plaatse om te controleren of de herbeplanting volgens het plan werd uitgevoerd en enkele maanden later kwamen zij terug voor "verrassingsbezoeken".

Het college heeft in deze zaak een rechtstreekse dagvaarding bij het parket ingediend maar beschikt niet over informatie ter zake.

In ieder geval zullen de gemeentediensten controleren of de tweede fase van de herbeplanting volgens afspraak plaatsvindt.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de M. Desmet - abattages illégaux.docx

24.03.2022/A/0037 **Interpellation de Mme Margaux et de M. Spelkens : le stationnement devant les bornes de recharge électrique.**

Mme Margaux rappelle que plusieurs bornes de recharge destinées à des voitures électriques ont été installées à Uccle. Il s'agit d'une excellente initiative, eu égard au nombre toujours croissant d'utilisateurs de voitures hybrides ou électriques.

Néanmoins, il semblerait que certaines bornes soient totalement inutilisables, étant donné qu'aucune place de stationnement n'est réservée à proximité. C'est notamment le cas de la borne qui a été installée rue Edith Cavell.

M. Spelkens signale que d'autres emplacements, comme celui de la place Guy d'Arezzo, ont fait l'objet d'un marquage au sol mais sont toujours occupés par des véhicules qui ne sont pas en charge.

Les riverains et visiteurs habituels qui, en raison de la présence de ces bornes, ont été incités à acquérir un véhicule électrique ont tenté vainement de réserver ces emplacements.

On peut comprendre que ces artères manquent de places de parking mais alors, pourquoi y installer des bornes électriques ?

Combien de bornes de recharge électrique se trouvent actuellement sur le territoire communal ?

Combien de bornes électriques sont dotées d'emplacements réservés ? Pourquoi l'aménagement d'emplacements réservés n'est-il pas effectué de façon systématique ?

Le Collège dispose-t-il d'informations sur la rentabilité des bornes et leur usage ?

Les titulaires de cartes de stationnement qui se garent devant ces bornes sans charger leur véhicule sont-ils verbalisés ?

Mme Czekalski estime aussi que les bornes de recharge doivent être faciles d'accès, non seulement pour satisfaire les usagers actuels de voitures électriques mais aussi pour ne pas décourager les citoyens qui envisageraient de s'engager dans la transition énergétique en changeant de véhicule.

Mme Czekalski fait part régulièrement des problèmes générés par le nombre insuffisant de bornes auprès du Parlement régional et des Ministres régionaux de la Mobilité et de l'Environnement.

Les Ucclois n'ayant pas la possibilité de recharger un véhicule électrique à domicile devraient aussi être en mesure de le faire dans les parkings de centres commerciaux via des partenariats.

Quelles collaborations ont-elles été établies entre la commune et la Région pour le déploiement des bornes ?

Quels sont les besoins et projections quant au nombre de bornes à déployer sur le territoire communal ?

M. Godefroid est favorable à un déploiement plus dense de bornes car les voitures électriques doivent évidemment être chargées.

Il regrette toutefois que ces bornes électriques soient systématiquement installées sur les trottoirs, dont on pourrait éviter l'encombrement en installant ces dispositifs dans les zones réservées au stationnement.

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il y a actuellement 12 bornes électriques sur le territoire communal, et à chaque borne correspondent deux emplacements de stationnement.

Il est prévu d'ajouter de 25 à 30 bornes cette année, ce qui implique l'aménagement de 50 à 60 emplacements supplémentaires.

La coordination de cette croissance exponentielle est opérée par Sibelga pour l'ensemble du territoire régional, l'installation des bornes étant, quant à elle, confiée à Total Energie. De même, le marquage sur le terrain et la signalisation incombent au concessionnaire Total Energie.

La commune doit pour sa part établir les règlements ad hoc.

Parmi les 12 sites ucclois, la situation particulière de la rue Edith Cavell est due au fait qu'en raison du réaménagement et du réasphaltage de cette voirie, le concessionnaire doit procéder à nouveau au marquage, et cette opération est d'ailleurs dans son intérêt puisque c'est lui qui tire profit des bornes.

Les 11 autres sites sont dotés de marquages.

Le Collège ne dispose pas de données sur la rentabilité des bornes mais il serait sans doute intéressant d'obtenir des renseignements sur ce point.

Des contrôles de ces zones de stationnement seront entrepris très prochainement par les services communaux. La redevance encourue pour le stationnement d'un véhicule thermique à diesel ou essence sur une zone de recharge électrique s'élèvera à un montant de 50 €.

L'administration communale veille aussi à ce que les cheminements piétons aient une largeur minimale de 1,50 m là où les bornes sont placées.

M. Godefroid estime que, dans un souci d'équilibre, il faut éviter toute augmentation de la surface dévolue au stationnement en cas d'installation de nouvelles infrastructures dans l'espace public.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van Mevr. Margaux en van de h. Spelkens : het parkeren aan de elektrische laadpalen.

Mevr. Margaux herinnert eraan dat er in Ukkel verschillende oplaadpunten voor elektrische auto's zijn. Dit is een uitstekend initiatief, gezien het steeds toenemende aantal gebruikers van hybride of elektrische auto's.

Het lijkt er echter op dat sommige oplaadpunten volledig onbruikbaar zijn omdat er vlakbij geen parkeerplaatsen zijn gereserveerd. Dit is het geval voor de paal in de Edith Cavellstraat.

De h. Spelkens wijst erop dat andere parkeerplaatsen, zoals die aan het Guy d'Arezzoplein, wel zijn gemarkeerd, maar nog steeds worden bezet door voertuigen die niet worden geladen.

Bewoners en regelmatige bezoekers die door de aanwezigheid van deze oplaadpunten zijn aangemoedigd om een elektrische auto aan te schaffen, hebben tevergeefs geprobeerd om deze plaatsen te reserveren.

Het is begrijpelijk dat er in deze straten een tekort aan parkeerplaatsen is maar waarom zou je daar elektrische oplaadpunten plaatsen ?

Hoeveel elektrische oplaadpunten zijn er in de gemeente ?

Hoeveel elektrische oplaadpunten hebben gereserveerde plaatsen? Waarom wordt er niet systematisch in gereserveerde parkeerplaatsen voorzien ?

Beschikt het college over informatie over de rentabiliteit van de oplaadpunten en het gebruik ervan ?

Worden houders van een parkeerkaart die voor deze paaltjes parkeren zonder hun voertuig op te laden, beboet ?

Mevr. Czekalski vond ook dat de oplaadpunten gemakkelijk toegankelijk moeten zijn, niet alleen om de huidige gebruikers van elektrische auto's tevreden te stellen, maar ook om burgers die overwegen zich in te zetten voor de energietransitie door van auto te veranderen, niet te ontmoedigen.

Ze brengt de problemen die worden veroorzaakt door het ontoereikende aantal oplaadpunten regelmatig ter sprake bij het gewestelijke parlement en de gewestelijke ministers van Mobiliteit en Milieu.

De inwoners van Ukkel die thuis geen elektrische auto kunnen opladen, moeten dat via partnerschappen ook op de parkeerterreinen van winkelcentra kunnen doen.

Welke samenwerkingsverbanden zijn er tussen de gemeente en het Gewest tot stand gekomen voor de plaatsing van oplaadpunten ?

Wat zijn de behoeften en prognoses voor het aantal oplaadpunten dat in de gemeente moet worden geïnstalleerd ?

De h. Godefroid is voorstander van meer oplaadstations omdat elektrische auto's natuurlijk moeten worden opgeladen.

Hij betreurt het echter dat deze oplaadpunten systematisch op voetpaden worden geplaatst, wat zou kunnen worden vermeden door deze toestellen te installeren op de voor parkeren bestemde plaatsen.

Schepen Wyngaard antwoordt dat er momenteel 12 laadpalen in de gemeente zijn en dat elk paal twee parkeerplaatsen heeft.

Het is de bedoeling dit jaar 25 tot 30 palen te plaatsen, wat betekent dat 50 tot 60 extra parkeerplaatsen nodig zullen zijn.

Sibelga coördineert deze exponentiële groei voor de hele gewest, terwijl Total Energie verantwoordelijk is voor de plaatsing van de palen. Total Energie is eveneens verantwoordelijk voor de markering en de bewegwijzering van het terrein.

De gemeente is verantwoordelijk voor het opstellen van de desbetreffende reglementen.

Van de 12 Ukkelse plaatsen is de bijzondere situatie van de Edith Cavellstraat te wijten aan het feit dat de concessiehouder, wegens de herinrichting en de herbestrating van deze weg, de markering opnieuw moet uitvoeren, en deze operatie is

in zijn belang aangezien het de concessiehouder is die baat heeft bij de laadpalen.
De andere 11 plaatsen hebben markeringen.

Het college beschikt niet over gegevens over de rentabiliteit van de laadpalen maar het zou interessant zijn hierover informatie in te winnen.

De gemeente zal in de nabije toekomst toezicht houden op deze parkeerzones. Het tarief voor het parkeren van een diesel- of benzinevoertuig in een elektrische oplaadzone bedraagt € 50.

De gemeente zorgt er ook voor dat de voetpaden ten minste 1,50 m breed zijn op de plaats waar laadpalen worden geplaatst.

De h. Godefroid is van mening dat, omwille van het evenwicht, elke toename van parkeerruimte moet worden vermeden indien nieuwe infrastructuur in de openbare ruimte wordt aangelegd.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation - Sur les places de stationnement devant les bornes électriques.pdf

24.03.2022/A/0038 **Interpellation de M. Cools : la censure sur le compte Facebook de la Commune.**

Le point est reporté.

Interpellatie van de h. Cools : censuur op het Facebook-account van de Gemeente.

Het punt wordt verdaagd.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur la censure sur le compte FB de la commune.docx

24.03.2022/A/0039 **Interpellation de M. Cools : des abattages dans la propriété Delvaux.**

M. Cools rappelle à quel point la hêtraie Delvaux est un endroit magnifique. Ce patrimoine vert bénéficie d'une protection juridique via le classement d'environ la moitié de la propriété et les permis délivrés par la commune pour la jeune hêtraie qui longe la rue Henri Van Zuylen et qui représente un quart du site.

Les abattages d'arbres effectués à la mi-mars dans la propriété Delvaux à hauteur des n° 64-66 de la rue Henri Van Zuylen ont suscité beaucoup d'émoi parmi les habitants. Les spécimens visés sont des hêtres parmi les plus imposants de la propriété. La tranche de section des arbres abattus ne montre pas, à première vue, des signes de maladie.

M. Cools l'a signalé le 15 mars dernier à Mme l'Echevine De Brouwer. Celle-ci lui a aimablement répondu le même jour qu'elle en avait été informée via un autre canal et qu'elle avait demandé au service vert de procéder à toutes les vérifications nécessaires afin de vérifier si ces abattages étaient bien autorisés.

Selon les affiches placardées sur le site, Urban Brussels a délivré un permis d'urbanisme le 21 octobre 2021 pour des abattages d'arbres censés être effectués du 6 au 31 mars 2022.

Mais d'après les photos prises avant l'abattage, ces arbres semblaient loin d'être

morts, à l'exception d'un ou deux spécimens.

Les riverains qui ont pris ces photos les ont d'ailleurs soumises à un entrepreneur spécialisé. Selon ce dernier, ces arbres étaient menacés de dégradation mais non point morts.

Le Collège a-t-il été consulté sur ce permis, avant qu'Urban Brussels ne le délivre ? Si c'est le cas, quel a été son avis ?

Les arbres abattus étaient-ils situés dans la zone classée de la propriété ?

Quelle est la motivation du permis d'Urban Brussels ?

Le service vert a-t-il effectué des contrôles sur place ? Si c'est le cas, qu'en a-t-il conclu ?

Le permis prévoyait-il des replantations ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que ce permis est délivré par Urban Brussels parce qu'il s'agit d'un abattage effectué dans une propriété qui non seulement a fait l'objet d'un classement mais a aussi été placée en zone verte à haute valeur biologique par le PRAS (Plan régional d'affectation des sols). Le Collège n'est pas consulté dans ce type de situation.

N'ayant pas eu accès aux plans, Mme l'Echevine De Brouwer ignore si les arbres concernés se situent précisément dans la zone classée, mais elle est tout à fait disposée à solliciter ces renseignements auprès de la personne de confiance à Urban Brussels.

Le permis d'abattage est motivé par des impératifs de sécurité. Sur les 17 arbres concernés, 11 sont morts et 6 présentant des problèmes sanitaires susceptibles d'affecter leur stabilité. Parmi ces arbres encore vivants mais dangereux, il y a des hêtres, qui, en raison de leur réseau racinaire peu développé, résistent mal au vent et au dérèglement climatique et chutent plus rapidement que d'autres arbres.

Urban Brussels, autorité délivrante, est aussi chargée du contrôle, mais la commune peut éventuellement agir en cas d'urgence.

Les photos transmises à Mme l'Echevine De Brouwer par un riverain montraient 4 hêtres « en chandelle », ce qui semble conformes aux conditions fixées par le permis.

Dans le doute, les services de l'échevinat ont pris contact avec le gestionnaire de ce dossier à Urban Brussels afin que celui-ci vérifie la conformité de ces abattages avec les conditions du permis, mais vu la présence de ce permis et le caractère apparemment régulier de la situation visible sur les photos, une intervention en urgence du service vert sur le site n'a pas semblé justifiée.

Le permis impose une replantation de 12 arbres, en l'occurrence 4 charmes, 4 chênes et 4 châtaigniers. Cette opération doit être menée dans les 12 mois consécutifs à l'abattage.

Les 5 hêtres sont censés être laissés « en chandelle » à hauteur de 4 ou 6 mètres, ce qui semble être le cas sur les photos.

M. Cools estime qu'il faudrait signaler à Urban Brussels ses erreurs d'affichage : affirmer sur les affiches qu'il y a 17 arbres morts alors qu'il s'agit de 11 arbres morts et de 6 arbres dangereux est de nature à susciter de la confusion et de l'émoi.

Selon le CoBAT, le pouvoir de police en matière de respect des permis est double sur le territoire de la Région bruxelloise : autant la Région peut contrôler la mise en œuvre des permis communaux, autant la commune peut agir de même à l'égard des permis régionaux.

Dès lors, selon M. Cools, il eût été opportun que les services communaux invoquent l'urgence et se rendent sur place : lorsqu'il s'agit d'abattages d'arbres, il y a toujours urgence.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. Cools : het kappen van bomen in de Delvaux-eigendom.

De h. Cools herinnert eraan wat een mooie plek het Delvauxbeukenbos is. Dit groene erfgoed wordt wettelijk beschermd door de klassering van ongeveer de helft van het terrein en de door de gemeente afgegeven vergunningen voor het jonge beukenbosje langs de Henri Van Zuylstraat, dat een kwart van het terrein beslaat.

De kap van bomen op het eigendom Delvaux in de Henri Van Zuylstraat 64-66, half maart, heeft tot grote ongerustheid geleid bij de bewoners.

De bomen waar het om gaat zijn enkele van de grootste beukenbomen op het eigendom. De doorsnede van de geveldde bomen vertoont op het eerste gezicht geen tekenen van ziekte.

De h. Cools heeft schepen De Brouwer hiervan op 15 maart op de hoogte gesteld. Zij antwoordde dezelfde dag vriendelijk dat zij via een ander kanaal op de hoogte was gebracht en dat zij de Groendienst had verzocht alle nodige controles uit te voeren om na te gaan of deze kapwerken inderdaad waren toegestaan.

Volgens de affiches op de site heeft Urban Brussels op 21 oktober 2021 een bouwvergunning afgegeven voor het kappen van bomen, dat van 6 tot 31 maart 2022 zou moeten plaatsvinden.

Maar op de foto's die vóór de kap zijn genomen, zien deze bomen er verre van dood uit, op een of twee exemplaren na.

De bewoners die de foto's namen, stuurden ze naar een gespecialiseerde aannemer. Volgens deze laatste dreigden deze bomen achteruit te gaan, maar waren zij niet dood. Werd het college over deze vergunning geraadpleegd voordat Urban Brussel deze afgaf? Zo ja, wat was haar mening ?

Bevonden de gekapte bomen zich in de geklasseerde zone van het eigendom ?

Wat was de aanleiding voor de Urban Brussels vergunning ?

Heeft de Groendienst controles ter plaatse uitgevoerd ? Zo ja, wat was zijn conclusie ?

Voorzag de vergunning in heraanplanting ?

Schepen De Brouwer antwoordt dat de vergunning is afgegeven door Urban Brussels omdat het een kap betrof op een terrein dat niet alleen was geklasseerd maar ook door het GBP (Gewestelijk Bestemmingsplan) in een groengebied met een hoge biologische waarde was geplaatst. Het college wordt in dit soort situaties niet geraadpleegd.

Aangezien zij geen inzage heeft gehad in de plannen, weet schepen De Brouwer niet of de betrokken bomen zich precies in de geklasseerde zone bevinden, maar zij is zonder meer bereid deze informatie op te vragen bij de verantwoordelijke persoon van Urban Brussels.

De kapvergunning is ingegeven door veiligheidseisen. Van de 17 betrokken bomen zijn er 11 dood en hebben er 6 gezondheidsproblemen die hun stabiliteit in het gedrang kunnen brengen. Tot de bomen die nog leven maar gevaarlijk zijn, behoren de beuken, die door hun slechte wortelsysteem niet goed bestand zijn tegen wind en klimaatverandering en sneller omvallen dan andere bomen.

Ook Urban Brussels, de uitgevende instantie, is verantwoordelijk voor het toezicht, maar in noodgevallen kan de gemeente optreden.

De foto's die schepen De Brouwer van een buurtbewoner heeft gekregen, tonen 4 beuken "in kaarsvorm", wat lijkt te voldoen aan de voorwaarden die in de vergunning zijn gesteld.

In twijfelgevallen hebben de diensten van de schepen contact opgenomen met de beheerder van dit dossier bij Urban Brussel opdat deze zou nagaan of deze kapwerken in overeenstemming waren met de voorwaarden van de vergunning, maar gezien de aanwezigheid van deze vergunning en het ogenschijnlijk regelmatige karakter van de op de foto's zichtbare situatie, leek een spoedinterventie van de Groendienst ter plaatse niet gerechtvaardigd.

De vergunning vereist de herplanting van 12 bomen, in dit geval 4 haagbeuken, 4 eiken en 4 kastanjabomen. Dit moet gebeuren binnen 12 maanden na het kappen.

De 5 beuken worden geacht "in kaarsvorm" te worden achtergelaten op een hoogte van 4 of 6 meter, wat op de foto's het geval lijkt te zijn.

De h. Cools is van mening dat Urban Brussels moet worden gewezen op de fouten in de aanplakbiljetten: de vermelding op de aanplakbiljetten dat er 17 dode bomen zijn, terwijl er in werkelijkheid 11 dode bomen en 6 gevaarlijke bomen zijn, kan verwarring en ongerustheid veroorzaken.

Volgens het BWRO is de politiebevoegdheid om vergunningen af te dwingen in het Brussels Gewest tweeledig: het Gewest kan de uitvoering van gemeentelijke vergunningen controleren en de gemeente kan hetzelfde doen met betrekking tot gewestelijke vergunningen.

Daarom zou het volgens de h. Cools passend zijn geweest dat de gemeentediensten de urgentie hadden ingeroepen en ter plaatse waren gegaan: als het om het kappen van bomen gaat, is er altijd sprake van urgentie.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur des abattages dans la propriété Delvaux.docx

24.03.2022/A/0040 **Interpellation de M. De Bock : le parking derrière la Gare de Calevoet.**

M. De Bock rappelle que des emplacements de parking délimités par des barrières se situent derrière la gare de Calevoet.

Un accès débouche sur l'arrière des bâtiments de la chaussée d'Alseberg et également sur une zone réservée visiblement à Orpea.

Quel est le statut exact de cette zone ?

A qui appartiennent ces passerelles ?

Ces emplacements sont-ils répertoriés comme des places de parking ? si c'est le cas, combien y a-t-il de places ?

Tant que la viabilité de ce site n'est pas pleinement assurée, n'est-il pas possible d'autoriser un parking gratuit pour les usagers du train ?

Mme Czekalski, très sensible à la situation de ce quartier dont elle est une riveraine, précise que la gare dispose d'un emplacement de parking pour les voitures et d'un dépôt pour les vélos.

Outre l'accumulation de boue et de déchets, on déplore des trous dans la voirie depuis quelque temps.

De plus, la faiblesse de l'éclairage public génère un sentiment d'insécurité en soirée.

Un aménagement est-il prévu avec les instances concernées pour améliorer les environs de cette gare ?

Comment s'opère la coordination sur le terrain entre les différentes parties impliquées ?

M. l'Echevin Wyngaard répond qu'il s'agit d'une zone de forte mixité.

La parcelle derrière le grillage relève du patrimoine privé ainsi que du patrimoine public de la SNCB et d'Infrabel.

D'après les informations disponibles, il semblerait qu'il y ait un accord entre Infrabel et Orpea pour mettre des places de parking à disposition du personnel d'Orpea.

Cette zone est concernée par la demande de permis d'urbanisme pour l'aménagement de la rue du Wagon visant à assurer un relais vers la gare de Calevoet depuis la rue de Stalle et à en garantir l'accès aux piétons, aux cyclistes et aux transports en commun.

Ayant bien pris note de la suggestion de M. De Bock, M. l'Echevin Wyngaard va examiner avec ses services si, en fonction du statut juridique de cette zone, il serait envisageable de contacter la SNCB et Infrabel pour élargir temporairement l'accès au parking.

M. De Bock est partisan d'une solution légaliste pour aménager un parking de délestage qui permette aux automobilistes de se rendre en train au centre-ville. L'établissement d'une convention d'occupation précaire serait préférable à une tolérance à l'égard d'une privatisation de fait du parking.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. De Bock : de parking achter het station Ukkel-Kalevoet.

De h. De Bock herinnert eraan dat er achter het station Kalevoet parkeerplaatsen met slagbomen zijn.

Er is een toegang tot de achterzijde van de gebouwen aan de Alsebergsesteenweg en ook tot een zone die duidelijk voor Orpea is gereserveerd.

Wat is de exacte status van deze zone ?

Wie is de eigenaar van deze paden ?

Zo ja, hoeveel plaatsen zijn er ?

Is het, zolang de levensvatbaarheid van deze locatie niet volledig is verzekerd, niet mogelijk om gratis parkeergelegenheid toe te staan voor treingebruikers ?

Mevr. Czekalski woont in deze wijk en zegt dat het station over parking beschikt voor auto's en fietsen.

Naast de opeenhoping van modder en vuilnis zitten er al enige tijd putten in de weg.

Bovendien zorgt de slechte straatverlichting 's avonds voor een gevoel van onveiligheid.

Bestaan er plannen om de omgeving van het station samen met de bevoegde autoriteiten te verbeteren ?

Hoe is de coördinatie op het terrein tussen de verschillende betrokken partijen ?

Schepen Wyngaard antwoordt dat dit een zeer gemengd gebied is.

Het terrein achter de omheining is zowel privaat als publiek eigendom van de NMBS en Infrabel.

Volgens de beschikbare informatie lijkt er een overeenkomst te bestaan tussen Infrabel en Orpea om parkeerplaatsen ter beschikking te stellen van het personeel van Orpea.

Deze zone wordt beïnvloed door de bouwaanvraag voor de aanleg van de Wagenstraat om een verbinding tot stand te brengen tussen het station Kalevoet en de Stallestraat en om de toegankelijkheid voor voetgangers, fietsers en het openbaar vervoer te waarborgen.

De schepen heeft nota genomen van de suggestie van de h. De Bock en zal met zijn diensten nagaan of het, afhankelijk van de juridische status van dit gebied, mogelijk is contact op te nemen met de NMBS en Infrabel om de toegang tot de parkeerplaats tijdelijk te verbreden.

De h. De Bock is voorstander van een juridische oplossing om een overstapparking in te richten zodat automobilisten met de trein naar het stadscentrum kunnen reizen. Een preciaire bezettingsovereenkomst zou te verkiezen zijn boven het gedogen van een de facto privatisering van de parking.

De Raad neemt kennis.

Cécile Egrix quitte la séance / verlaat de zitting.

24.03.2022/A/0041

Interpellation de M. De Bock : la récupération du matériel communal et la mise en conteneur de matériel de bureaux en parfait état.

M. De Bock souhaiterait obtenir des éclaircissements sur les circonstances dans lesquelles du matériel communal a été jeté dans le contexte du déménagement des services dans le nouveau centre administratif. En l'occurrence, du matériel communal déposé dans des containers rue Beeckman a fini par être embarqué pour la déchetterie. Le collègue pourrait-il transmettre la liste du matériel donné aux associations ? Combien d'associations ont été contactées ? Combien ont répondu ?

L'échevin compétent a parlé d'un « couac », du fait que du matériel en excellent état n'a intéressé aucune association.

Pourquoi le Collège n'a-t-il pas organisé une donnerie sur le parking du bâtiment de la rue Beeckman ou mis le matériel en libre accès pour les Ucclois, et ce d'autant plus qu'une part importante de la population vit dans une situation sociale difficile ?

Comment le Collège va-t-il organiser le retrait du reste du matériel ? Un inventaire a-t-il été réalisé ? Quel est le coût des containers loués et combien de containers ont été mis en décharge ? Quel est le total de cette mise en décharge ? Quelles entreprises ont été sollicitées ? Quand le contrat a-t-il été conclu ?

M. Norré précise que tous les mandataires ont été frappés par les images diffusées sur les réseaux sociaux, qui attestent un véritable gâchis, en contradiction totale avec le discours officiel de la commune en faveur de l'économie circulaire.

M. Norré rappelle à cet égard qu'en début de mandature, le Conseil avait voté une motion visant à faire d'Uccle une commune « zéro plastique ».

Cela vaudrait la peine d'adopter une motion en faveur du recyclage et de la récupération.

M. Cools estime qu'au-delà de cet incident regrettable, il y a lieu de s'interroger de façon plus générale sur le sort à réserver au matériel dont la commune n'a plus l'usage, et ce d'autant plus qu'il s'agit parfois de matériel neuf dans son emballage d'origine.

Outre les dons aux associations, certaines administrations ont organisé des ventes.

On pourrait aussi envisager des ventes limitées, avec une priorité pour le personnel communal.

M. l'Echevin Biermann répond que, dans le cadre du processus de déménagement, la volonté d'équiper en mobilier neuf le nouveau centre administratif a donné lieu à une réflexion sur la manière de donner une seconde vie au mobilier communal qui n'allait plus servir.

Dans un premier temps, du matériel a été redistribué pour les besoins propres de la commune et a abouti dans toute une série de services et d'ASBL communales : les crèches, les écoles, les pré-gardiennats, les centres récréatifs pour seniors, l'IRSA, le PAS, etc.

L'administration a établi un inventaire très précis du mobilier pour lequel 19 établissements ont témoigné de l'intérêt. Les représentants de ces établissements ont été invités à visiter les bâtiments communaux, où le mobilier susceptible de les intéresser avait été étiqueté. La livraison à ces établissements du mobilier retenu était incluse dans la mission du déménageur Docks. Le Collège a reçu des lettres de

remerciements accompagnées de photos de la part de l'IRSA, d'écoles ou de crèches pour la livraison de ce mobilier.

Environ 20 % du mobilier n'ont pas trouvé preneur parmi ces 19 partenaires.

Dans un second temps, l'administration communale a contacté trois entreprises d'économie circulaire, Hu-Bu, Be Circular et Oxfam, qui ont indiqué quel matériel était susceptible de les intéresser.

Pour ce qui concerne le solde du matériel restant après ces diverses distributions et l'achèvement du déménagement, le Collège avait prévu de le rassembler en un lieu unique et de déterminer un mode de distribution aux associations, aux agents communaux pour un montant symbolique ou à un public plus large.

Le « couac » de la rue Beeckman est dû à un incident tout à fait isolé. Le retard dans le processus de déménagement a eu des conséquences pour les acquéreurs des bâtiments vendus, et notamment pour les écoles Saint-Vincent et Sint-Vincentius. Ces écoles disposent de permis d'urbanisme et doivent entamer leurs travaux pour ne pas perturber la prochaine rentrée scolaire.

L'école Sint-Vincentius avait beaucoup insisté pour que le bâtiment de la rue Beeckman fût mis à leur disposition pour le 1^{er} mars, ce qui a entraîné pour la commune une modification du planning de déménagement.

Contrairement à la situation du mobilier identifié pour les 19 partenaires, qui a aussitôt été pris en charge par Docks pour la livraison aux intéressés, le bâtiment de la rue Beeckman a dû être entièrement vidé de son mobilier, alors que les autres bâtiments accueillant des services communaux étaient encore tous occupés.

Il n'y a donc pas eu d'autre solution que d'installer des containers, dans le cadre du contrat d'évacuation du service de la Propreté, afin d'y placer le mobilier qui n'avait intéressé ni les 19 partenaires ni les 3 entreprises d'économie circulaire, en l'occurrence des bureaux en « L » qui, pour la plupart d'entre eux, étaient sans doute encore fonctionnels.

M. l'Echevin Biermann regrette cet incident isolé mais il regrette encore davantage qu'il ait été monté en épingle sur les réseaux sociaux et ait donné une image tronquée du processus de déménagement, qui a fait l'objet d'une longue préparation en amont.

M. De Bock s'étonne du fait qu'un tel type d'incident n'a pu être évité alors que des sommes importantes ont été engagées pour rémunérer les prestations d'un bureau de consultance spécialisé dans ce genre de déménagement.

Le Conseil prend connaissance.

Interpellatie van de h. De Bock : hergebruik van gemeentelijk materieel en het weggooien van kantoormaterieel in perfecte staat.

De h. De Bock wenst graag opheldering over de omstandigheden waaronder gemeentelijk materiaal is weggegooid in het kader van de verhuizing van de diensten naar het nieuwe administratieve centrum. Gemeentelijk materiaal dat in containers in de Beeckmanstraat was gedeponerd, werd uiteindelijk naar het containerpark gebracht.

Kan het college een lijst van de aan de verenigingen geschonken materiaal sturen ? Hoeveel verenigingen werden gecontacteerd ? Hoeveel hebben er gereageerd ?

De bevoegde schepen sprak van een "valse noot", in die zin dat geen enkele vereniging belangstelling had voor materiaal in uitstekende staat.

Waarom heeft het college geen schenking georganiseerd op de parking van het gebouw aan de Beeckmanstraat of het materiaal niet gratis ter beschikking gesteld van de inwoners van Ukkel, te meer daar een groot deel van de bevolking in een moeilijke sociale situatie leeft ?

Hoe zal het college de verwijdering van het resterende materiaal organiseren ? Is er

een inventaris gemaakt ? Wat zijn de kosten van de gehuurde containers en hoeveel containers zijn er verwijderd ? Wat zijn de totale kosten van deze verwijdering? Welke bedrijven werden gecontacteerd? Wanneer is het contract gesloten ?

De h. Norré zegt dat alle vertegenwoordigers geschokt waren door de beelden op sociale netwerken die een echte puinhoop laten zien, in totale tegenspraak met het officiële discours van de gemeente ten gunste van de kringlooeconomie.

Hij herinnert eraan dat de raad aan het begin van zijn mandaat een motie had aangenomen om van Ukkel een "zero plastic"-gemeente te maken.

Het zou de moeite waard zijn een motie aan te nemen ten gunste van recycling en terugwinning.

De h. Cools is van mening dat er, afgezien van dit betreurenswaardige incident, reden is om meer in het algemeen de vraag te stellen wat er moet gebeuren met materiaal dat de gemeente niet meer gebruikt, vooral omdat het soms om nieuw materiaal in de oorspronkelijke verpakking gaat.

Naast schenkingen aan verenigingen hebben sommige administraties ook verkopen georganiseerd.

Een beperkte verkoop zou ook kunnen worden overwogen, waarbij voorrang wordt gegeven aan gemeentepersoneel.

Schepen Biermann antwoordt dat er in het kader van het verhuisproces, waarbij het nieuwe administratieve centrum nieuw meubilair zou krijgen, werd nagedacht over de vraag hoe gebruikt gemeentelijk meubilair een tweede leven zou kunnen krijgen.

Het materiaal werd aanvankelijk herverdeeld voor de eigen behoeften van de gemeente en kwam terecht in een hele reeks gemeentelijke diensten en vzw's: kinderdagverblijven, scholen, peuterscholen, recreatiecentra voor senioren, IRSA, PAS, enz.

Het bestuur heeft een zeer nauwkeurige inventaris van het meubilair opgemaakt, waarvoor 19 etablissementen belangstelling hebben getoond en zij werden uitgenodigd voor een bezoek aan de gemeentegebouwen. De levering van het geselecteerde meubilair aan deze instellingen behoorde tot de opdracht van verhuisbedrijf Docks. Het college ontving bedankbrieven en foto's van IRSA, scholen en kinderdagverblijven voor de levering van het meubilair.

Ongeveer 20 % van het meubilair werd niet door een van deze 19 partners opgenomen.

In een tweede stap nam het gemeentebestuur contact op met drie kringloopbedrijven (Hu-Bu, Be Circular en Oxfam) die aangaven in welk materiaal zij geïnteresseerd waren.

De rest van het materiaal wou het college op één plaats verzamelen en volgens een te bepalen methode verdelen onder verenigingen, het gemeentepersoneel voor een symbolisch bedrag of onder een breder publiek.

De "valse noot" in de Beeckmanstraat was een geïsoleerd incident. De vertraging bij de verhuizing had gevolgen voor de kopers van de verkochte gebouwen, en met name voor de scholen Saint-Vincent et Sint-Vincentius die een bouwvergunning hebben en met hun werken moeten beginnen om het volgende schooljaar niet te verstoren.

De school Sint-Vincentius had erop aangedrongen dat het gebouw in de Beeckmanstraat vóór 1 maart aan hen ter beschikking zou worden gesteld, waardoor de gemeente de planning voor de verhuizing moest wijzigen.

In tegenstelling tot de situatie met het meubilair voor de 19 partners, dat onmiddellijk door Docks werd verwerkt, moest het meubilair in het gebouw aan de Beeckmanstraat volledig worden verwijderd, terwijl de andere gebouwen waarin gemeentediensten waren ondergebracht, nog allemaal bezet waren.

Er zat dus niets anders op dan in het kader van het afvalverwerkingscontract

containers te plaatsen voor het meubilair dat noch de 19 partners, noch de 3 kringloopbedrijven interesseerde, in dit geval "L"-vormige bureaus die voor het grootste deel waarschijnlijk nog functioneel waren.

De schepen betreurt dit geïsoleerd incident maar hij betreurt nog meer dat dit op sociale netwerken werd opgeblazen en een verkeerd beeld had gegeven van het verhuisproces dat erg goed was voorbereid.

De h. De Bock is verbaasd dat een dergelijk incident niet kon worden voorkomen, ook al waren grote sommen geld besteed aan een adviesbureau dat in dit soort verhuizingen is gespecialiseerd.

De Raad neemt kennis.

1 annexe / 1 bijlage

24-3 Interpellation concernant la récupération du matériel communal et la mise en conteneur de matériel de bureaux en parfait état.docx

24.03.2022/A/0042 **Question orale de M. Becker : support pour le club de Basketball UCCLE EUROPE.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. Becker : ondersteuning van de basketbalclub UCCLE EUROPE.

Het punt wordt verdaagd.

24.03.2022/A/0043 **Question orale de Mme Delvoye : projet théâtre "Le Public".**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van Mevr. Delvoye : project van het theater "Le Public".

Het punt wordt verdaagd.

24.03.2022/A/0044 **Question orale de M. Desmet : théâtre Le Public à Uccle.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. Desmet : Theater "Le Public" te Ukkel.

Het punt wordt verdaagd.

24.03.2022/A/0045 **Question orale de M. De Bock : les trottoirs apaisés obstrués par les trottinettes et**

les amendes-enlèvements par la commune.

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : steps op de trage voetpaden en de boetes-verwijderingen door de gemeente.

Het punt wordt verdaagd.

24.03.2022/A/0046 **Question orale de M. De Bock : trottoirs mal rebouchés et le suivi des remises en pristin état des impétrants.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : slecht opge vulde voetpaden en opvolging van het hertstellen in de oorspronkelijke staat door de nutsbedrijven.

Het punt wordt verdaagd.

24.03.2022/A/0047 **Question orale de M. De Bock : la position de la commune sur la demande du Tennis Club Roseau de détruire une partie de ses bois et espaces verts au profit de terrains de padel.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : het standpunt van de gemeente betreffende de vraag van de Tennis Club Roseau om een deel van hun groene ruimte om te vormen tot padel terreinen.

Het punt wordt verdaagd.

24.03.2022/A/0048 **Question orale de M. De Bock : la scan-car aux plaques hollandaises de la Commune d'Uccle.**

Le point est reporté.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : de scan-car met Nederlandse nummerplaten van de Gemeente Ukkel.

Het punt wordt verdaagd.

24.03.2022/A/0049 **Question orale de M. De Bock : l'absence des rapports communaux pour les années antérieures à 2019.**

Le Conseil prend connaissance. Transformée en question écrite.

Mondelinge vraag van de h. De Bock : het ontbreken van gemeentelijke rapporten vroeger dan 2019.

De Raad neemt kennis. Omgevormd tot schriftelijke vraag.

Levée de la séance à 23:55
Opheffing van de zitting om 23:55

Le Secrétaire communal f.f.
De wnd. gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Patrick De Nutte

Aleksandra Kokaj